L.2.1982-44

CANADIANA
C2
JAN 22 1987

ÉTUDES SOCIALES

Cahier de l'élève

Systèmes politiques et économiques

Édition finale

Alberta
Education

12e année - Sujet A

Language Services Branch
1986

6992497

Digitized by the Internet Archive
in 2015

https://archive.org/details/systemespolitiqu00albe

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE iv

REMERCIEMENTS v

Activité 1: Profil d'opinions politiques et économiques 1

Fiche 1: Opinions politiques et économiques 4
Fiche 2: Profil d'opinions politiques et économiques 7
Fiche 3: Idéologie 13

Activité 2: Les valeurs divergentes et la question sociale 15

Fiche 4: Croyances politiques et économiques 19

Activité 3: La culture et l'idéologie 21

Fiche 5: Point de vue anthropologique 24
Fiche 6: Points de vue philosophiques sur la nature humaine 26

Activité 4: Principes fondamentaux de la science politique et économique ... 33

Fiche 7: Introduction aux systèmes économiques 38
Fiche 8: Principes fondamentaux de tout système de gouvernement 43
Fiche 9: Modèles de régimes politiques et de systèmes économiques 49

Activité 5: La démocratie et l'économie décentralisée 52

Fiche 10: Le rôle essentiel de la démocratie 73

Fiche 11: La démocratie représentative 78
Fiche 12: L'efficacité des techniques de la démocratie représentative 82
Fiche 13: La pensée de John Stuart Mill 88
Fiche 14: Caractéristiques d'une économie capitaliste 89
Fiche 15: La structure d'un modèle du système des prix 91
Fiche 16: Hamburgers et poulets 96
Fiche 17: La courbe de l'offre et de la demande 99
Fiche 18: Le profit et la concurrence 105
Fiche 19: La propriété privée et le profit 110
Fiche 20: L'insécurité économique dans le cadre du système des prix 112
Fiche 21: Le produit national brut 113
Fiche 22: Cycle économique des affaires 114
Fiche 23 John Maynard Keynes 115

Activité 6: Régimes socialistes et économie centralisée 117

Fiche 24: La planification en U.R.S.S. 131
Fiche 25: La planification centrale en U.R.S.S. 134
Fiche 26: Les plans quinquennaux 145
Fiche 27: Avantages et désavantages d'une économie centralisée 148
Fiche 28: La Hongrie flirte avec la libre entreprise 154

Activité 7: Démocratie et économie centralisée 157

Fiche 29: Les idéaux de la social-démocratie 163
Fiche 30: La démocratie et l'entreprise publique 168
Fiche 31: Le record des succès du NDP ne révèle pas toute l'histoire 176
Fiche 32: Le capitalisme contre Keynes 179

Activité 8: Le fascisme et le nazisme (idéologies autoritaires) 185

Fiche 33: L'Italie: État corporatif et fasciste 193
Fiche 34: Lettres de prisonniers juifs 194

Activité 9: Synthèse 202

Fiche 35: Régimes politiques et économiques 206
Fiche 36: Récapitulation 207

Activité 10: Résolution de la question 208

Activité 11: Exécution de la décision et évaluation du processus d'enquête 210

GLOSSAIRE DES TERMES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES 213

PRÉFACE

Cette unité a été développée comme instrument de travail pour permettre de rencontrer les objectifs du programme d'études sociales de la 12e année, thème A: **Systèmes politiques et économiques.**

Ce document repose sur le processus d'enquête.

Les premières activités (1 à 4) permettent aux élèves de se bâtir un PROFIL D'OPINION, d'identifier les VALEURS DIVERGENTES et les QUESTIONS SOCIALES, et d'acquérir certaines notions sur la CULTURE, l'IDÉOLOGIE, et les PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA SCIENCE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE. Les activités 5 à 8 explorent les RÉGIMES POLITIQUES et SYSTÈMES ÉCONOMIQUES suivants: démocratie, socialisme, fascisme, nazisme, capitalisme, économie centralisée. Les dernières activités (9 à 11) amènent les élèves à faire une SYNTHÈSE de leur étude et à RÉPONDRE AUX QUESTIONS SOCIALES identifiées au début de l'étude:

> "Jusqu'à quel point les régimes politiques devraient-ils autoriser la liberté individuelle ou intensifier le contrôle de l'État?"
>
> "Jusqu'à quel point les systèmes économiques devraient-ils promouvoir le bien-être individuel ou favoriser le bien-être collectif?"

Chaque activité inclut une brève introduction, les objectifs de l'activité, une liste de ressources nécessaires, la démarche et les fiches de lecture qui complètent les livres utilisés.

REMERCIEMENTS

Alberta Education tient à remercier l'auteure de cette unité, Madame Jeanine Tenove, ainsi que les auteurs/maisons d'édition suivants qui ont permis la traduction et la reproduction d'extraits dans cette unité:

W. Trimble - **Understanding the Canadian Economy.** (C) 1983. Copp Clark Pitman Ltd. 7th Edition. (p. 116)

E.V. Bowden - **Abridged Economics. - The Science of Common Sense.** South-Western Publishing Co. Cincinnati. 2nd Edition. (pp. 293-297)

"Hungary flirts with free enterprise", Bradley Graham. (Time Post News Service) reprinted from the **Calgary Herald.** June 23, 1984.

"NDP's success record isn't the whole story", D. Clark. Reprinted from the **Calgary Herald.** June 23, 1984.

"The Case of Capitalism Versus Keynes" reprinted from **Canada and the World.** November 1983. (pp. 16-17)

B. Blumenkrantz. **Histoire des Juifs en France.** 1972. Privat, Toulouse. (pp. 586-596)

A. Baldwin et W. Calder. **Ideologies.** 1982. McGraw-Hill Ryerson. Scarborough, Ontario. (pp. 17-19; 155-158; 162-165; 216-217; 222-223; 238; 241-242)

T.L. Powrie. **Political and Economic Systems.** 1985. Academic Press. Don Mills, Ontario. (pp. 8-18; 32-35; 37-45; 90; 95; 96-102; 121-133; 252-257)

Activité 1: Profil d'opinions politiques et économiques

INTRODUCTION:

Le but de cette activité est de sensibiliser les élèves à la diversité qui existe parmi les opinions politiques et économiques, de les sensibiliser à leurs opinions politiques et économiques et à d'autres croyances, et les initier au concept **idéologie.**

OBJECTIFS:

1. Pouvoir interpréter un diagramme quant à la diversité qui existe dans le monde parmi les opinions politiques et économiques.

2. Faire des hypothèses quant à la position de certains pays selon le diagramme.

3. Faire un profil personnel d'opinions politiques et économiques.

4. Faire une analyse du profil d'opinions politiques et économiques.

5. Développer une sensibilité au concept **idéologie,** telle que reflétée par leurs opinions, croyances, etc.

RESSOURCES:

Cahier de l'élève

DURÉE:

1 à 1 1/2 période

DÉMARCHE SUGGÉRÉE:

1. Lire la Fiche 1: **Opinions politiques et économiques,** et mener une discussion en employant des questions telles que celles présentées ci-dessous:

   - Quelle position favorise le plus la liberté individuelle?
   - Quelle position ne favorise pas l'intervention gouvernementale dans les affaires économiques?
   - Quelle position favorise un certain montant de libertés économiques et beaucoup moins de libertés individuelles?

2. Faire des hypothèses quant à la position des pays suivants, selon le diagramme de la Fiche 1:

Canada	Chili	États-Unis
U.R.S.S.	Grande-Bretagne	Haïti

3. Formuler une hypothèse quant à votre position sur le diagramme de la Fiche 1.

4. Mettre à l'épreuve votre hypothèse, en faisant l'exercice de la Fiche 2: **Profil d'opinions politiques et économiques.**

5. Analyser votre profil à l'aide des questions suivantes:

   - Est-ce que le profil de mes attitudes politiques et économiques soutient mon hypothèse?
   - Comment mon profil se compare-t-il à celui d'autres élèves? Noter les similarités, les différences.
   - Y a-t-il une divergence d'opinions?
   - Ce profil reflète-t-il les opinions politiques et économiques de mes parents?
   - D'où viennent mes attitudes (opinions) politiques et économiques?

6. Ajouter d'autres opinions, idées et croyances qui sont importantes. Quelles valeurs reflètent-elles?

7. Montrer que chaque profil d'opinions politiques et économiques, ainsi que d'autres croyances, etc., reflète une certaine idéologie.

   Lire la Fiche 3: **Idéologie**, afin de commencer à comprendre le concept "idéologie".

   - Discuter si les quatre éléments nommés font partie de vos croyances.
   - Noter si vos croyances sont, peut-être, encore au stade du développement.
   - Selon vous, votre idéologie (idée, croyance, opinion) sera-t-elle la même à la fin de cette unité? à 25 ans? à 40 ans? et pourquoi changeons-nous parfois notre idéologie?

OPINIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Une caractéristique de l'espèce humaine est son besoin de se grouper en communauté. Dans chaque communauté, il est essentiel que le groupe soit d'accord sur une foule de décisions qui doivent être prises pour le bien-être du groupe et celui de l'individu. Beaucoup de ces décisions traitent de questions économiques et politiques:

1. Quel genre de gouvernement est le meilleur?

2. Qui doit avoir le pouvoir?

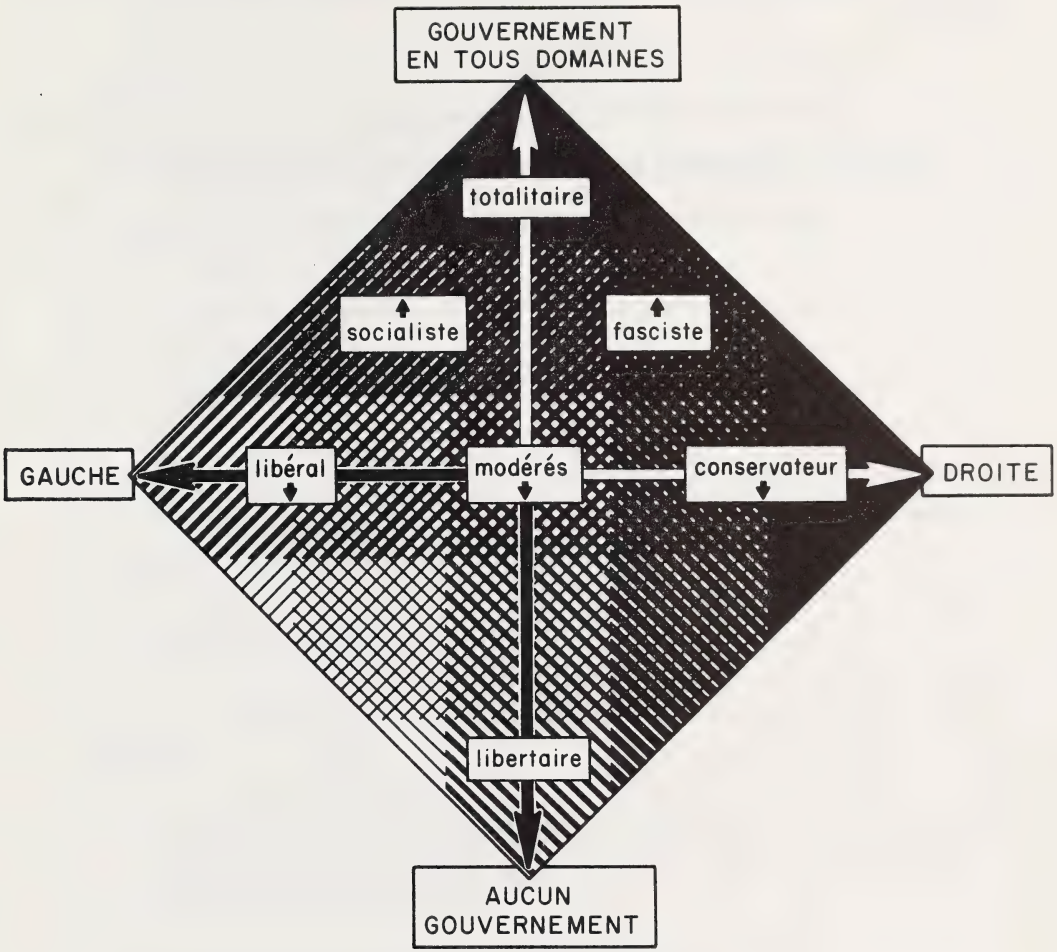
3. Comment régler la production et la consommation des biens et services?

4. Quel montant de liberté individuelle doit être accordé sans nuire au bien-être du groupe?

5. Combien de changements peut-on avoir et à quelle vitesse doit-on les réaliser?

Mais l'entente entre les individus formant une communauté n'est pas facilement obtenue. A cause de la grande diversité d'opinons, il y a toute une gamme d'opinions politiques et économiques qui en surgissent.

Voici un diagramme qui représente cette diversité d'opinions:



Dans ce diagramme, le point supérieur représente la soumission absolue tandis que le point inférieur représente la liberté absolue. Le concept de la liberté montré sur la ligne horizontale est partout le même. La différence réside dans la nature de cette liberté. Par exemple, la droite favorise les libertés économiques, tandis que la gauche favorise les libertés civiles (conservateur vs libéral).

Les fascistes favorisent une certaine liberté économique, mais ils accordent beaucoup plus de pouvoir au gouvernement dans tous les autres domaines.

Les modérés favorisent un équivalent de libertés économiques et civiles et un montant suffisant de pouvoir au gouvernement pour maintenir l'ordre et la loi dans la société.

Noter qu'il y a plusieurs positions possibles entre chaque classification.

PROFIL D'OPINIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

I. Directives

1. Écrire sur une feuille de papier les nombres de 1 à 40.

2. Lire chaque énoncé et indiquer:

   + si vous êtes d'accord
   0 si vous êtes indécis
   - si vous n'êtes pas d'accord

3. Répondre franchement selon votre opinion personnelle. Il n'y a pas de réponses vraies ou fausses. Répondre à toutes les questions. Ne pas indiquer votre nom.

4. Ne consulter personne.

II. Questions

1. La nation existe au profit des individus qui la composent, et non pas les personnes au profit de la nation.

2. Les Noirs sont, de nature, inférieurs aux Blancs.

3. Le besoin de faire la guerre est inhérent à la nature humaine.

4. Finalement, la propriété privée devrait être abolie et le socialisme institué.

5. Dans l'intérêt de la paix, nous devons céder une partie de notre souveraineté.

6. L'industrie et le commerce ne devraient pas être sujets à l'intervention gouvernementale.

7. Les soi-disant défavorisés méritent peu de compassion, ou d'aide, de la part des personnes qui ont réussi.

8. Les crimes de violence devraient être punis par la flagellation.

9. La nationalisation des grandes industries mène probablement à l'inefficacité, à la bureaucratie et à la stagnation.

10. La peine de mort est une notion barbare et elle devrait être abolie.

11. Il peut y avoir quelques exceptions mais, en règle générale, les Juifs se ressemblent beaucoup.

12. Les personnes atteintes de maladies incurables devraient pouvoir exiger l'euthanasie.

13. Le capitalisme est immoral car il exploite le travailleur en ne lui donnant pas la totalité de la valeur de son travail.

14. Nous devrions croire tout ce que nous enseigne l'Église, sans nous poser de questions.

15. On devrait avoir le droit de se donner la mort, sans que la société n'intervienne.

16. L'entraînement militaire obligatoire en temps de paix est essentiel pour la survie du pays.

17. Les auteurs de crimes sexuels, comme le viol ou les agressions contre les enfants, méritent plus que la prison; ils devraient être flagellés, ou subir un châtiment encore plus sévère.

18. L'Église devrait tenter d'augmenter son influence sur la vie de la nation.

19. On devrait laisser les réfugiés européens se débrouiller seuls.

20. C'est une bonne chose que la lutte pour l'existence tende à éliminer les moins forts et les moins aptes.

21. En participant à toute organisation mondiale, le pays devrait s'assurer qu'il ne perde rien de son indépendance ni de sa puissance.

22. Toute discrimination contre les gens de couleur, les Juifs, etc., devrait être illégale et entraîner des peines sévères.

23. L'éducation religieuse devrait être obligatoire dans les écoles.

24. Nous traitons trop durement les criminels; nous devrions essayer de les réhabiliter, et non les punir.

25. Il n'y a pas de mal à voyager parfois sans billet, si l'on ne se fait pas prendre.

26. La vie est si courte qu'il est légitime de vouloir en profiter au maximum.

27. L'occupation par une puissance étrangère vaut mieux que la guerre.

28. La chasse, comme la chasse au renard par exemple, est un divertissement cruel et elle devrait être interdite.

29. Assurer le maintien de l'ordre au sein de la nation est plus important que d'assurer à tous une liberté totale.

30. L'homme d'action est plus utile à la société que le penseur.

31. On devrait modifier les lois relatives au divorce, afin que celui-ci soit plus facile à obtenir.

32. Les gens devraient croire en leur pays, qu'il ait tort ou raison dans ses actions.

33. Il n'y a aucune forme de vie après la mort.

34. Lâcher la première bombe atomique sur une ville japonaise et tuer ainsi des milliers de femmes et d'enfants innocents était une action moralement mauvaise, incompatible avec notre type de civilisation.

35. La contraception devrait être illégale, sauf lorsqu'elle est recommandée par un médecin.

36. Les mensonges pieux sont souvent une bonne chose.

37. Le concept de Dieu est une invention de l'esprit humain.

38. Les Juifs sont des citoyens estimables, comme tous les autres.

39. L'Église est le rempart principal contre les tendances néfastes de la société moderne.

40. Le Christ était divin en tout ou en partie, et différent de tous les hommes.

III. Directives pour obtenir les résultats

1. Faire deux colonnes sur une feuille de papier:

R	T

2. Vérifier les réponses ci-dessous. Veuillez noter que seulement certaines questions comptent.

Exemple:

Le n°4 correspond à R +. Si vous avez inscrit + pour le n°4, mettre un crochet dans la colonne R. Le n°6 correspond à R -. Si vous avez inscrit - pour le n°6, mettre un autre crochet dans la colonne R. Le n°10 correspond à R + T +. Si vous avez inscrit + pour ce numéro, mettre un crochet dans les deux colonnes (R et T).

Réponses

4.	R +	13.	R +	24.	R + T +	33.	T -
6.	R -	14.	R -	25.	T -	34.	T +
7.	T +	15.	T -	26.	T -	35.	T +
8.	R - T -	16.	T -	27.	R + T +	36.	T -
9.	R -	18.	T +	28.	T +	37.	T -
10.	R + T +	19.	T -	29.	T -	38.	T +
11.	T -	20.	T -	31.	T -	39.	T +
12.	T -	21.	R -	32.	R -	40.	T +

3. Compter le total des crochets dans chaque colonne.

Colonne R:

Colonne T:

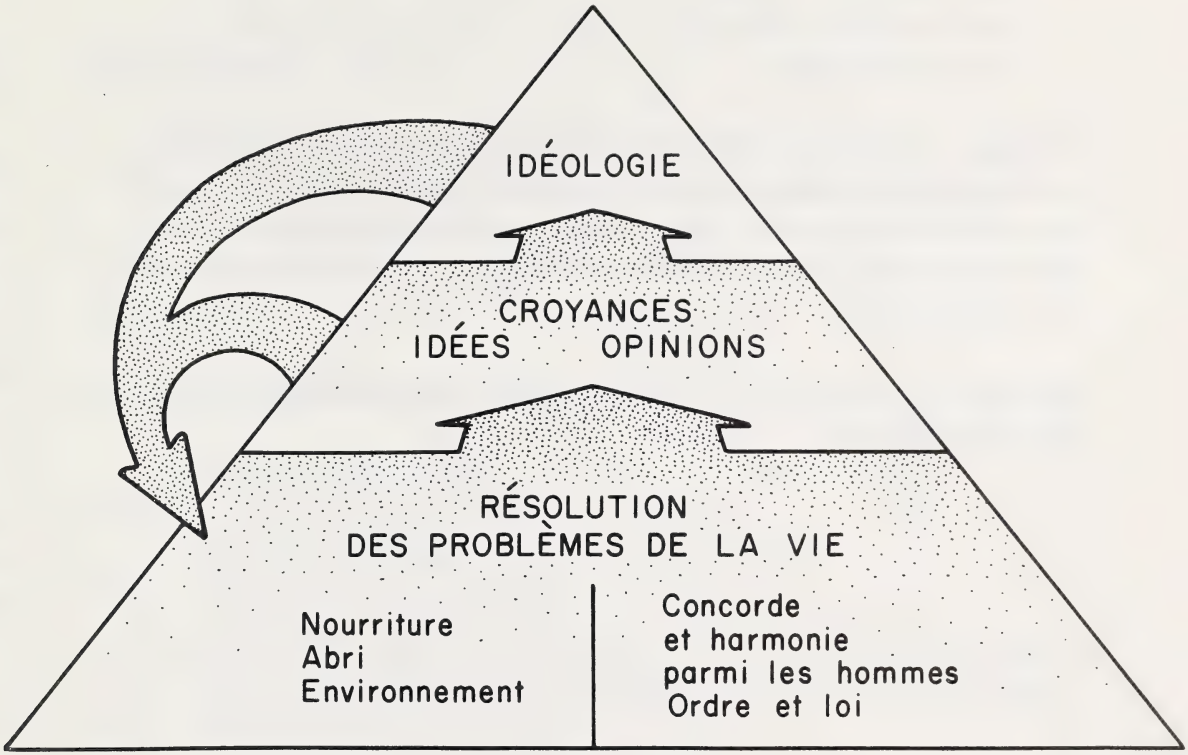
4. Tracer un graphique de votre résultat.

Totalitaire (T)

COMMUNISME	3	FASCISME
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
12 11 10 9 8 7	10	6 5 4 3 2 1
Radical (R)	11	Conservateur (R)
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
SOCIALISME	18	CAPITALISME

Libéral (T)

IDÉOLOGIE



Une idéologie consiste en des idées, des opinions et des croyances qui ont évolué à travers les âges et qui ont des liens entre elles. Elles déterminent la façon dont on voit le monde et dont on résoud les problèmes de la vie. Elles sont acceptées comme absolues par un groupe de personnes. Bien qu'il y ait plusieurs définitions de ce mot "idéologie", généralement on y trouve les éléments suivants:

- des hypothèses à propos de la nature humaine et de la société;
- une interprétation du passé;
- une explication du présent;
- une vision du futur.

On dit que c'est important d'avoir une idéologie, car cela nous permet de mieux comprendre notre environnement et de mettre de l'ordre dans notre vie. Une idéologie nous donne une façon de juger et d'évaluer toute une foule de questions et d'événements confus et complexes dans le monde et nous transmet un sens de sécurité envers le futur.

Les systèmes économiques et les régimes politiques dans le monde sont basés sur une diversité d'idéologies.

Activité 2: Les valeurs divergentes et la question sociale

INTRODUCTION:

Le but de cette activité est de sensibiliser les élèves aux valeurs divergentes du sujet A et de porter une attention particulière à la question sociale.

OBJECTIFS:

1. Identifier les valeurs divergentes du sujet A.

2. Interpréter des citations.

3. Faire des hypothèses.

4. Formuler des questions qui visent à préciser et à différencier les aspects essentiels des principaux régimes politiques et des systèmes économiques du XXe siècle.

RESSOURCES:

Cahier de l'élève

DURÉE:

1 période

DÉMARCHE SUGGÉRÉE:

1. Trouver dans les énoncés du profil d'opinions deux ou trois énoncés de sens contraire. D'après ces énoncés, identifier les valeurs qui sont divergentes.

   Faire ressortir autant que possible les valeurs divergentes du sujet A.

   Exemples:

   n° 6 Liberté individuelle
   n° 4 Contrôle de l'État
   n° 1 Bien-être individuel
   n° 5 Bien-être collectif

2. Lire la Fiche 4: **Croyances politiques et économiques,** et indiquer la (les) valeur(s) reflétée(s) dans chaque citation, en complétant le tableau suivant sur une feuille à part.

Citations	Régimes politiques		Systèmes économiques	
	Favorise la liberté individuelle	Favorise le contrôle par l'État	Favorise le bien-être individuel	Favorise le bien-être collectif
N° 1				
N° 2				
N° 3				
N° 4				
N° 5				
N° 6				
N° 7				
N° 8				
N° 9				
N° 10				

3. Formuler des hypothèses sur les effets des valeurs divergentes sur l'organisation de régimes politiques et de systèmes économiques.

4. Rédiger votre hypothèse initiale sous forme de question. Mettre au tableau les questions et arriver à la question sociale:

- Jusqu'à quel point les régimes politiques devraient-ils favoriser (autoriser) la liberté individuelle ou favoriser (intensifier) le contrôle de l'État?

5. Afin d'étudier les principaux régimes politiques et les systèmes économiques du XXe siècle, formuler des questions plus spécifiques qui visent à préciser et à différencier les aspects essentiels de chacun.

CROYANCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Citations qui reflètent des croyances politiques et économiques en relation avec l'individu et/ou la société.

1. Le gouvernement n'a pas le droit de:
   a) prendre la propriété d'un citoyen;
   b) percevoir des impôts;
   c) commander où, quand et comment on doit travailler;
   d) commander où l'on doit demeurer.

2. "Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire: "ceci est à moi", et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargnés au genre humain celui qui, arrachant des pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables: "Gardez-vous d'écouter cet imposteur; vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la terre n'est à personne."

   Jean-Jacques Rousseau

3. "Celui qui a donné des rois aux hommes a voulu qu'on les respectât comme ses lieutenants, se réservant à lui seul le droit d'examiner leur conduite. Sa volonté est que quiconque est né sujet obéisse sans discernement; et cette loi si expresse et si universelle n'est pas faite en faveur des princes seuls, mais est salutaire aux peuples mêmes auxquels elle est imposée."

   "Chef d'une famille choisie par Dieu pour gouverner la France, le roi est le lieutenant de Dieu dans son royaume. De droit divin, il est par conséquent monarque absolu: ses sujets lui doivent obéissance comme à Dieu. Il incarne la nation, il est la "loi vivante", la "fontaine de justice".

   Louis XIV

4. Le but économique immédiat est le plein emploi, une production élevée, la sécurité sociale, un niveau de vie élevé, et une répartition équitable de revenu et de propriété pour tous.

5. "La liberté naturelle de l'homme, c'est de ne reconnaître sur terre aucun pouvoir qui lui soit supérieur, de n'être assujetti à la volonté ou à l'autorité législative de personne, et de n'avoir pour règle que la seule loi naturelle. La liberté de l'homme en société, c'est de n'être soumis qu'au seul pouvoir législatif, établi d'un commun accord dans l'État, et de ne reconnaître aucune autorité ni aucune loi en dehors de celles que crée ce pouvoir, conformément à la mission qui lui est confiée ..."

John Locke

6. Les théoriciens capitalistes de la vie économique proclament "laissez faire, laissez passer" qui veut dire avoir le moins d'intervention gouvernementale possible dans les affaires économiques de la nation.

7. Nous proposons de garantir à chaque homme, à chaque femme et à chaque enfant, le standard minimum d'existence, assez pour qu'aucun être humain n'ait plus jamais la crainte d'être pauvre. S'il n'y en a pas assez pour faire le tour, nous aurons tous faim. Mais, s'il y en a assez pour faire le tour, distribuons-le à tout le monde.

8. Il y a déjà trop longtemps que le contrôle des ressources, du réseau commercial, des marchés et toutes autres questions économiques du monde, sont résolues par une concurrence, parfois impitoyable et désorganisée, et par des armes. Ces questions devraient être résolues par des groupes d'hommes et de femmes intelligents qui, en se servant des meilleures techniques d'organisation, pourraient planifier l'économie du monde.

9. L'initiative de l'individu est très importante. Le droit d'entrer dans les affaires, de faire un profit, de dépenser et d'investir, de négocier des contrats, sans restrictions, sont des libertés essentielles.

10. La prospérité et le bonheur sont mieux réalisés quand chaque personne vit par sa propre volonté et par son intelligence. Chaque personne est un citoyen responsable.

Activité 3: La culture et l'idéologie

INTRODUCTION:

Aucun progrès dans l'histoire de l'humanité n'est plus formidable que les progrès technologiques du XXe siècle. Mais malgré tous ces accomplissements technologiques, l'homme n'a pas encore développé un régime politique et un système économique capables de permettre aux peuples de la terre de vivre sans violence, sans guerre, sans pauvreté, sans privation et sans chagrin. Pourquoi n'y a-t-il pas de consentement quant à la façon de gouverner les hommes et d'organiser leur vie économique?

Une société est organisée d'après certaines valeurs philosophiques (croyances, idées, opinions) qui formeront l'idéologie de la société. Avant d'identifier les caractéristiques particulières d'un régime, expliquer pourquoi cette diversité existe. Des millions ont combattu et sont morts afin de protéger leur "système". Pourquoi paye-t-on un tel prix pour un système ou une idéologie? Pourquoi les Canadiens croient-ils essentiellement au capitalisme, les Soviétiques au communisme et les Allemands de 1930 au fascisme? Pourquoi des valeurs si divergentes pour résoudre les mêmes problèmes existent-elles?

OBJECTIFS:

1. Analyser les différents points de vue sur la relation entre la culture et l'idéologie d'un peuple, et sur la diversité qui existe dans le monde parmi les régimes politiques et les systèmes économiques.

2. Établir des généralisations quant aux concepts examinés ci-dessus.

RESSOURCES:

Cahier de l'élève

DURÉE:

variée

DÉMARCHE SUGGÉRÉE:

1. Relation entre la culture et l'idéologie d'un peuple et son régime politique et son système économique.

   a) Lire la Fiche 5: **Point de vue anthropologique,** et discuter des questions telles que celles présentées ci-dessous.
      - Qu'est-ce qu'une culture?
      - Les cultures ont-elles quelque chose en commun?
      - Pourquoi y a-t-il cette diversité?
      - Avez-vous des attitudes ethnocentriques envers d'autres cultures, d'autres régimes politiques et d'autres systèmes économiques?

   b) Discuter les réponses et trouver des raisons pour les attitudes présentées.

   c) D'après cette lecture, donner une explication du conflit entre les régimes politiques et/ou économiques.

   d) Expliquer la citation ci-dessous:
      "Il n'y a pas de gouvernement qui ait jamais existé, qui n'ait pas essayé de convaincre ses citoyens que son régime politique et son système économique sont les meilleurs dans toute la création."

   e) Expliquer la citation ci-dessous:
      "La meilleure façon de juger une autre culture (société) est par l'étude de la culture afin de comprendre comment cette culture répond à la satisfaction de ses besoins."

Note: Souvent, les discussions relatives à des sujets politiques et économiques, sont des expressions de perspectives personnelles au lieu d'être basées sur des faits. Il faut faire un effort pour observer la réalité telle qu'elle est; autrement, il y a danger de discuter d'un monde imaginaire, fait d'idées préconçues et de préjugés, au lieu du monde réel.
Noter le danger de faire des généralisations trop hâtives, basées sur quelques observations particulières.

2. Lire la Fiche 6: **Points de vue philosophiques sur la nature humaine**, et faire le travail suivant:

   a) Résumer la croyance essentielle des deux points de vue:
      individualiste / interventionniste

   b) Indiquer la façon dont ces points de vue influencent un régime politique et un système économique.

   c) Lequel de ces deux points de vue soutient les valeurs divergentes suivantes:
      i. liberté individuelle / bien-être individuel
      ii. contrôle de l'État / bien-être collectif

   d) Comparer et contraster le point de vue d'un individualiste et celui d'un interventionniste, en ce qui concerne chacun des exemples suivants:
      . l'assistance médicale
      . l'éducation publique
      . Air Canada
      . l'assurance-automobile obligatoire
      . Pétro-Canada
      . n'importe quelle question sociale de votre choix.

   e) Discuter des points de vue exprimés en classe, quant aux exemples ci-dessus.

3. En se basant sur les lectures des Fiches 5 et 6, résumer comment la culture et l'idéologie d'un peuple expliquent la diversité des régimes politiques et des systèmes économiques qui existent dans le monde.

POINT DE VUE ANTHROPOLOGIQUE

Relation entre la culture, l'idéologie et la nature humaine

L'importance de la culture

Tout individu est né dans une société, et l'héritage social de ce groupe est transmis à cet individu. On appelle cet héritage la culture de ce groupe. La culture représente la façon dont l'homme résoud les problèmes de la vie. La culture d'une société comprend tous les aspects de la vie, tandis que l'idéologie est une partie de la culture.

Les membres de chaque société (culture) doivent envisager les mêmes problèmes, simplement parce qu'ils sont humains et qu'ils ont les mêmes besoins. De temps en temps, sinon souvent, on a, chacun, trop chaud ou trop froid; alors, il faut trouver des moyens de s'abriter, de se refroidir ou de se réchauffer. L'eau et la nourriture sont essentielles à la vie. La procréation et l'éducation des enfants sont essentielles à la survie de la société. Puisqu'on ne peut vivre seul, on a aussi besoin du groupe pour survivre; donc, il faut apprendre à s'entendre. La mort est inévitable. Il ne reste qu'à dire que les Canadiens, les Russes, les Chinois, les Français, les autochtones de l'Amazonie et toute autre personne dans le monde, ont les mêmes besoins et doivent faire face aux mêmes problèmes économiques, politiques et sociaux.

Les besoins sont les mêmes, mais la solution varie d'une culture à l'autre, d'un âge à l'autre. La diversité inventée par les peuples est difficilement croyable. L'environnement, le climat, les ressources naturelles et l'héritage culturel contribuent à la diversité qui existe dans le monde.

Néanmoins, la solution trouvée par chaque société lui convient, même si elle semble inefficace, peu logique et absurde à nos yeux.

La nature humaine

L'homme apprend à parler, à agir et à penser d'une certaine manière; il croit que sa façon d'agir, c'est-à-dire sa culture, est la seule qui soit propice à tout le monde. On appelle cette tendance de l'homme à croire que sa culture est supérieure à toute autre, une attitude ethnocentrique.

Les Grecs de l'Antiquité avaient divisé l'humanité en deux groupes: les Grecs et les Barbares. Le mot barbare vient du mot grec barbaros, qui veut dire étrange, non civilisé, ignorant. D'après les Grecs, ils étaient le seul peuple civilisé du monde. Pour eux, les Romains, comme tous les autres peuples, étaient des Barbares.

Danger

L'histoire de l'humanité nous montre le danger qui existe quand une nation ou un peuple se croit supérieur à tout autre peuple ou nation.

POINTS DE VUE PHILOSOPHIQUES SUR LA NATURE HUMAINE

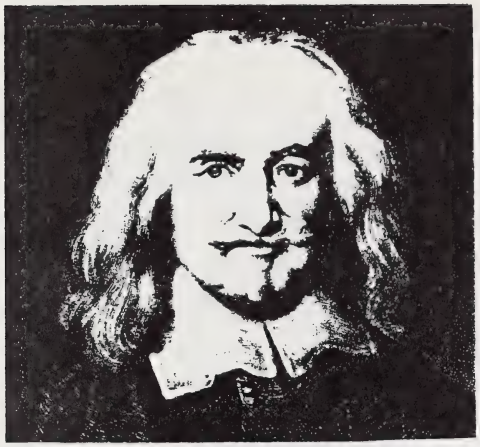
Pourquoi le désaccord parmi les hommes

Les lectures précédentes ont défini les éléments d'une idéologie et ont discuté de l'importance d'avoir une idéologie. Une idéologie justifie une théorie ou un système politique ou économique. D'après certains philosophes, nos croyances au sujet de la nature humaine et la raison d'être dans le monde affectent nos choix d'un régime politique et d'un système économique.

La nature humaine

Qu'est-ce que c'est que la nature humaine? Une variété de réponses fascinantes ont été données. Certains disent que nous apportons toujours les qualités primitives de nos ancêtres d'après la chaîne d'évolution (bien que la question de savoir si ces qualités sont pacifiques, agressives ou simplement territoriales soit encore discutée). D'autres déclarent que nous sommes régis par nos complexes freudiens quant à notre sexualité, ou que (comme le pense Marx) notre place dans l'échelle sociale détermine notre façon d'être, ou encore que notre souci principal est d'avoir un certain statut et d'être reconnu par nos concitoyens. Cette variété d'idées semble au moins suggérer que nous sommes des créatures complexes.

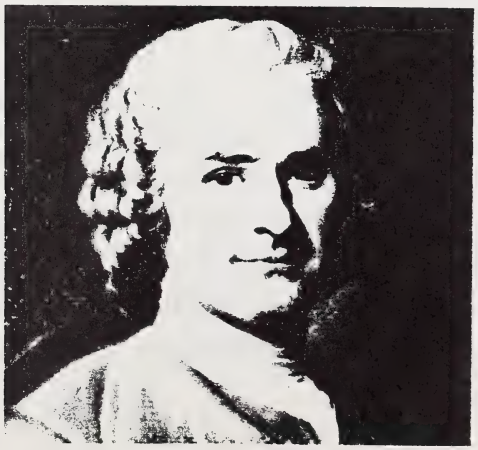
Pour le moment, nous ne discuterons que de deux idées opposées concernant la nature humaine. L'une est que l'homme a tendance à être mauvais. Il est égocentrique, paresseux et cruel, mais plein de ressources et de ressort, face à la difficulté. L'autre point de vue est que l'être humain est bon, généreux, conciencieux et gentil, mais faible et vulnérable en tant qu'individu.



Thomas Hobbes (1588-1675) est le philosophe que l'on associe le plus souvent avec l'idée que l'être humain est fondamentalement égoïste et démoniaque.

La notion de l'être humain prédisposé à la malveillance, est illustrée dans l'histoire de William Golding: "The Lord of the Flies". Dans cette histoire, la sauvagerie innée d'un groupe d'enfants surgit lorsqu'ils sont laissés à eux-mêmes dans un lieu sauvage, sans aucun adulte pour les surveiller. La notion de l'être humain, prédisposé à la bienveillance, se trouve, par exemple, dans le roman "Huckleberry Finn" de Mark Twain, où les qualités de Huck s'affirment en dépit de son évasion de ses parents et professeurs, ou même en raison de son éloignement d'eux.

Ceux qui croient en la bonté naturelle de l'être humain doivent, bien sûr, trouver l'explication du crime, de la guerre et des autres fléaux du monde. Ils les expliquent par la faiblesse de l'homme, dont la bonté innée peut être facilement supprimée par une enfance difficile, une mauvaise éducation ou l'influence d'une mauvaise société. Ceux qui croient que l'homme est mauvais s'attendent à voir le monde infesté de démons et considèrent n'importe quelle bonne action comme étant un défi contre la nature humaine.



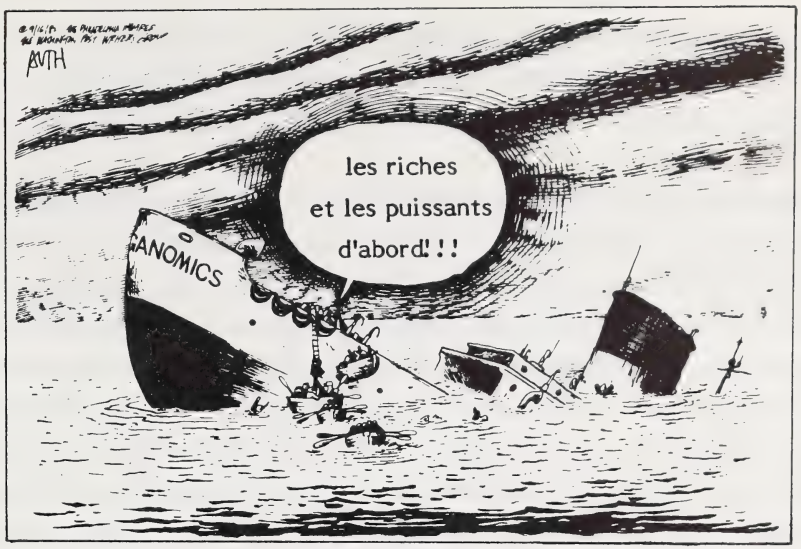
J.-J. Rousseau (1712-1788) représente le courant de pensée qui croit en la bonté naturelle de l'homme. Selon Rousseau, la malveillance est le produit d'institutions corrompues et d'influences sociales.

Maintenant, nous incorporerons ces points de vue sur la nature humaine et le but de la vie aux deux modèles simplifiés dont nous avons précédemment parlé. Appelons l'un d'entre eux le modèle "individualiste", basé sur le fait que le but de la vie est le développement personnel et que la nature humaine a tendance à être mauvaise, tout en étant pleine de ressources. Il n'y a pas de terme spécial pour désigner les croyances que nous appelons "individualistes". Certaines désignations qui ont été utilisées incluent "conservateur", "de droite", "libéral du XIXe siècle", "réactionnaire", "sans-coeur","non-conformiste" et "idiot".

Appelons l'autre point de vue le modèle "interventionniste", basé sur l'idée que le but de la vie est d'aider son prochain et que les êtres humains sont bons, mais vulnérables en tant qu'individus. L'interventionniste est appelé ainsi parce qu'il a tendance à préférer l'intervention gouvernementale dans le système économique. Il n'y a pas de terme spécial non plus pour désigner ce genre de croyances. On les a appelés "collectivistes", bien que cela suggère un degré extrême d'intervention gouvernementale. On les a aussi appelés, entre autres, "de gauche", "libéraux", "progressistes", "libéral de gauche", "socialistes", "communistes" et "idiots".

Voyons maintenant comment un partisan de l'individualisme et un interventionniste discuteraient, par exemple, de la question du port de la ceinture de sécurité en voiture. Jean, un interventionniste, aura tendance à être en faveur de la loi qui demande aux personnes d'attacher la ceinture de sécurité. Il croit que l'homme a besoin d'avoir la mémoire rafraîchie par la justice, parce qu'il est négligent de nature. Jean se croit en devoir d'aider son prochain, et il croit que ce dernier répondra favorablement à une loi de bonne intention, parce qu'au fond, l'homme tolère la loi.

Maria, une individualiste, aura tendance à s'opposer au décret imposant le port de la ceinture de sécurité. Elle croit que le développement individuel de l'être humain exige que celui-ci soit laissé seul à prendre sa propre décision et à en subir les conséquences. Elle croit que l'on doit faire confiance à l'individu et à ses capacités de distinguer où sont ses propres intérêts, surtout quand il s'agit de son bien-être. Elle croit également que l'esprit de contradiction de l'être humain rendrait difficile, de toute façon, le respect de la loi sur le port de la ceinture de sécurité.



Lorsque Ronald Reagan est devenu président des État-Unis en 1980, il espérait ranimer l'économie américaine en réduisant les impôts et en coupant les dépenses gouvernementales pour l'assistance publique et pour d'autres services offerts au public. La Presse a nommé cette politique "reaganomics". Que pense le caricaturiste de cette politique? Est-il individualiste ou interventionniste? Lequel de ces deux termes s'applique à la politique de Mr. Reagan?

Considérons, comme autre exemple, la prévention des crimes. Maria, l'individualiste, appuie les châtiments. Elle pense que l'homme, étant malveillant et égoïste, respectera la loi si la punition, en cas d'infraction, est assez importante pour avoir un effet de dissuasion. Jean, l'interventionniste, préfère la réhabilitation du criminel plutôt que la punition. Il croit que c'est son devoir de faire ressortir le bon côté du criminel. L'individualiste tend à blâmer le criminel, car il pense que l'être humain devrait être responsable pour lui-même. L'interventionniste met le blâme sur les parents, les voisins et la société en général, qui, d'après lui, sont aussi fautifs, car ils n'ont pas donné assez d'aide au criminel. L'interventionniste a tendance à considérer le comportement criminel comme étant une forme de maladie qui demande le traitement. De façon extrême, il aura tendance à accepter la défense "innocent pour cause de folie", parce qu'il a de la difficulté à réconcilier les actes criminels avec son point de vue, qui dit que l'être humain normal et sain, est bon. L'individualiste a tendance à voir le comportement criminel comme le côté malveillant, auquel il faut s'attendre, plutôt que de le voir comme une anomalie.

Quel rapport tout cela a-t-il avec les systèmes politiques et économiques? Les interventionnistes et les individualistes ont des préférences différentes, à cause de leurs différents points de vue sur la nature humaine et sur la raison d'être.

Parce qu'il croit que l'être humain est vulnérable, l'interventionniste conclut qu'une action de groupe est souvent nécessaire, c'est-à-dire qu'il a tendance à favoriser les actions collectives, telle que l'action gouvernementale. L'individualiste ne voit pas la nécessité d'action gouvernementale, parce qu'il a plus de confiance en la capacité de l'être humain de se débrouiller. La différence d'opinion entre l'interventionniste et l'individualiste augmente lorsqu'on regarde les buts respectifs qu'ils donnent à la vie. L'interventionniste veut ardemment aider son prochain et l'individualiste croit que chacun doit s'occuper de lui-même. Une différence encore plus grande provient des différents points de vue sur la nature humaine. L'interventionniste croit que celui qui reçoit de l'aide, n'abuse pas de l'assistance reçue parce qu'il est honnête. L'individualiste croit que celui que l'on aide est paresseux, égoïste et abusif.

Cette différence d'opinion touche un grand éventail de questions pratiques. Combien devrait-on donner au chômeur qui reçoit de l'aide de l'assurance-chômage? Est-ce que le gouvernement devrait accorder des pensions de retraite ou est-ce que la population devrait économiser pour la vieillesse? Est-ce que l'étudiant ou le gouvernement devrait payer l'éducation? l'assurance-maladie? Est-ce que le gouvernement devrait aider une entreprise qui est au bord de la faillite? et ainsi de suite.

D'une façon générale, l'interventionniste voit la nécessité de l'action gouvernementale au sens large, tandis que l'individualiste ne supporte pas l'intervention gouvernementale. Une autre des raisons de la mésentente entre l'interventionniste et l'individualiste provient du fait qu'ils n'arrivent pas à s'entendre sur la nature des personnes qui forment le gouvernement. L'individualiste craint que le fonctionnaire et le politicien en tant que personnes simples et vulnérables, ne soient portés à construire des empires pour eux-mêmes, à être insouciants, à commettre des erreurs, à être incompétents, à faire preuve de malhonnêteté, à être arrogants, despotiques et corrompus. L'individualiste ne veut pas de gouvernement puissant parce qu'il en a peur. Il préfère un petit gouvernement décentralisé, dans le but de réduire l'impact des erreurs commises. L'interventionniste désire confier plus de pouvoir aux mem-

bres du gouvernement, surtout si ces personnes ont reçu une bonne éducation, parce qu'il pense que des dirigeants ayant une bonne éducation sont plus capables de travailler pour le bien du pays.

Le système des prix est un moyen d'organiser l'économie de manière décentralisée, sans avoir recours au gouvernement. Ce système laisse chaque individu, ou chaque famille, et chaque entreprise à leurs propres moyens de gagner et de dépenser de l'argent le mieux possible, sans l'assistance ou la direction du gouvernement. Pour l'individualiste, c'est ainsi que cela devrait être, et il est donc en faveur du système des prix. L'interventionniste aime moins ceci, car il voit de nombreuses occasions où l'action collective, généralement en provenance du gouvernement, est nécessaire pour se tirer des problèmes économiques que les individus ne peuvent pas résoudre eux-mêmes.

L'individualisme appliqué à un système économique est parfois appelé "laissez-faire", ce qui signifie "ne pas toucher" ou "laissez-les se débrouiller seuls". C'était le message des physiocrates, un groupe de penseurs français qui, juste avant la Révolution française, recommandait la révocation des règlements gouvernementaux et une plus grande confiance dans l'entreprise privée.

Alors que le lien entre l'individualisme et le système des prix et entre l'interventionnisme et l'action du gouvernement dans l'économie est claire, il est plus compliqué de voir, de façon générale, le rapport de ces deux attitudes avec les systèmes politiques. De façon générale, l'individualiste sera en faveur de la démocratie plutôt que de la dictature, parce qu'il espère y trouver plus de liberté qui, pour lui, est essentielle au développement de l'individu. Toutefois, il aura aussi une mauvaise opinion (basée sur son idée de la nature humaine) des politiciens et de l'électorat et il se trouvera peut-être obligé de supporter un dictateur qui promet de le protéger contre un peuple mal guidé, qui veut élire un gouvernement de type collectiviste, interventionniste ou socialiste. En règle générale, l'interventionniste sera en faveur de la démocratie plutôt que de la dictature, parce qu'il croit que (selon son idée de la nature humaine) le corps électoral et les politiciens gouverneront pour le mieux. Il peut se trouver dans une situation où il sent que le corps électoral est trop aveuglé par la pauvreté, l'ignorance ou par de faux renseignements, pour pouvoir distinguer

leurs intérêts. L'interventionniste, alors, verra la nécessité d'adopter une dictature, du moins de façon temporaire, pour aider la population à acquérir l'éducation et le développement social qui lui permettront de se rendre compte de ses buts et les moyens de les poursuivre.

Nous devons rappeler que nous n'avons décrit que deux systèmes de pensée, en terme de modèles simplifiés. C'est tout ce que nous pouvons dire comme introduction. Les opinions intermédiaires entre l'individualisme et l'interventionnisme purs n'ont pas été discutées, bien qu'étant des idées courantes. Nous n'avons pas non plus discuté les implications des autres points de vue sur la nature humaine et sur le but de la vie. Par exemple, une autre croyance, qui n'a pas été mentionnée à propos de la raison d'être, est que l'individu devrait lutter pour la gloire de l'État. Un exemple extrême de cette doctrine est le fascisme; un autre, moins fort, est l'enthousiasme apporté aux événements sportifs internationaux.

Traduit de: Powrie, T.L., **Political and Economic Systems**, Academic Press. 1985. Don Mills, Ontario. (pp. 13-18)

Activité 4: Principes fondamentaux de la science politique et économique

INTRODUCTION:

Il est essentiel, pour survivre, que chaque société ait un système de gouvernement et un système économique.

Quels sont les principes fondamentaux d'un régime politique et d'un système économique?

Quels problèmes doivent-ils, tous, envisager et résoudre?

OBJECTIFS:

1. L'élève apprendra les principes fondamentaux de la science politique et économique.

2. L'élève pourra synthétiser ce qu'il a appris au sujet de la signification d'une idéologie et des principes fondamentaux d'un régime politique et d'un système économique.

RESSOURCES:

Cahier de l'élève

DURÉE:

variée

DÉMARCHE SUGGÉRÉE:

A. **Principes fondamentaux de l'économie**

Lire la Fiche 7: **Introduction aux systèmes économiques,** et répondre aux questions suivantes:

1. Suggérer la raison pour laquelle on dit que la science économique est la science de la rareté. Comment une telle définition peut-elle s'appliquer à l'étude d'une société aussi riche que la société nord-américaine?

2. Expliquer le problème économique fondamental que toute société doit envisager. Résumer les trois choix que chaque société doit faire.

3. Nommer les trois genres d'institutions qui permettent aux nations de répondre aux trois questions économiques, partagées par tout le monde. Donner brièvement une explication de chacune.

   . Économie traditionnelle
   . Économie planifiée
   . Économie de marché
   . Économie mixte

   Note: L'économie planifiée est aussi appelée <u>économie centralisée</u>; l'économie de marché est aussi appelée <u>économie capitaliste</u> (ou décentralisée).

4. Donner les trois facteurs de production dans un système économique. Donner des exemples de chacun.

5. Décrire un scénario dans lequel chaque facteur de production est limité.

   Exemple: Si les ressources naturelles sont limitées (ex.: pétrole), que se produira-t-il si la main-d'oeuvre est rare? Si le capital est aussi limité?

Note: Toute société, qu'elle soit traditionnelle ou modernisée et gouvernée par n'importe quel régime politique, doit considérer ces principes fondamentaux de l'économie. La façon de résoudre ces problèmes varie selon la culture et l'idéologie.

B. **Principes fondamentaux de la politique**

1. Expliquer le concept suivant:

"Chaque société a un système de gouvernement. Dès l'instant où l'on trouve des gens qui vivent ensemble, il doit y avoir une façon de régler les relations entre les individus et entre les groupes, afin de maintenir la paix et l'harmonie dans la société et de donner à l'individu la possibilité de poursuivre et d'atteindre son but dans la vie. Il doit y avoir des règles de conduite, et quelqu'un pour les mettre en vigueur. Ces règles et ceux qui les mettent en vigueur constituent un gouvernement."

2. Lire la Fiche 8: **Principes fondamentaux de tout système de gouvernement,** et faire le devoir suivant:

a) Donner les fonctions que l'on trouve dans chaque système de gouvernement. Rattacher les exemples du texte aux fonctions législative, exécutive et judiciaire.

b) Le but de tout gouvernement est d'exercer son pouvoir au profit du bien commun. Discuter ce qui empêche les gens d'atteindre cet objectif, ou ce qui leur permet de l'atteindre. Faire ressortir ce qui détermine le style et la philosophie d'un gouvernement. Noter que les valeurs et les buts d'une société font partie de son idéologie. Ces valeurs et ces buts varient d'une société à l'autre. Indiquer la facilité de juger le gouvernement d'une autre société d'après ses propres valeurs et ses propres buts. C'est pourquoi les généralisations de la part des Nord-Américains, en ce qui concerne les régimes communistes de l'U.R.S.S. ou de la Chine, peuvent être injustes et fausses.

c) "Monarchie, démocratie, dictature, aristocratie, communisme, fascisme"; d'après la classification d'Aristote, qu'est-ce qui détermine la différence entre ces régimes politiques?

d) Le degré de la participation du citoyen (le civisme) dans un régime politique et un système économique varie selon l'idéologie. Selon les classifications ci-dessus, quel régime permet le plus de participation aux citoyens? le moins?

e) "Le pouvoir coercitif d'une société varie selon l'idéologie." Discuter ce commentaire en se servant des idées présentées à la Fiche 6.

f) Quel problème fondamental un gouvernement doit-il considérer dans l'obtention du bien-être collectif? Qu'est-ce qui détermine la façon de considérer ce problème?

C. **Relation entre régimes politiques et systèmes économiques**

1. Répondre aux questions suivantes:

. Qui décide des trois choix économiques que chaque société doit faire?
. Qui décide de la façon de maintenir la paix et l'harmonie?
. Qui a le pouvoir de mettre les lois en vigueur?

2. Lire la Fiche 9: **Modèles de régimes politiques et de systèmes économiques**, et faire le devoir suivant:

. Se familiariser avec la définition des modèles de régimes politiques et de systèmes économiques suivants, ainsi qu'avec le diagramme:
démocratie
dictature
économie planifiée (centralisée)
économie de marché (capitaliste)
société traditionnelle (fondée sur la coutume)

. Selon les définitions de la Fiche 9, classifier les modèles ci-dessus d'après les catégories du tableau suivant:

Liberté individuelle Bien-être individuel	Contrôle de l'État Bien-être collectif

3. Selon les énoncés de la Fiche 4, indiquer les éléments de la nature humaine qui sont reflétés dans chaque modèle de régimes politiques et de systèmes économiques.

4. Selon les lectures faites, discuter pourquoi il n'existe pas un modèle pur, tel que décrit dans la Fiche 9.

INTRODUCTION AUX SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

Chaque jour, nous prenons des centaines de décisions économiques qui influencent notre propre vie et la vie de milliers de gens que nous ne connaissons même pas. Avez-vous mangé des céréales ou des oeufs pour le petit déjeuner? Avez-vous regardé la télévision ou êtes-vous allé voir un film? Quels vêtements avez-vous portés aujourd'hui pour aller à l'école?

Si vous avez choisi de manger des oeufs, vous avez d'une certaine façon encouragé les fermiers à élever des poulets, plutôt que de faire la culture des céréales. En allant voir un film, vous avez donné de l'argent au propriétaire du théâtre, au producteur du film, aux acteurs, aux placeurs et probablement aux industries de pop-corn et de boissons gazeuses.

D'une façon similaire, nous sommes touchés par les décisions économiques prises par les autres et qui sont hors de notre contrôle. La construction d'un gros centre commercial dans la banlieue peut mettre en péril le commerce que votre père possède au centre-ville, ce qui peut avoir comme conséquence de le conduire à la faillite et de vous faire perdre votre voiture et votre maison. Une augmentation du prix de l'essence peut vous empêcher d'aller plus souvent à votre petite maison de campagne, de même qu'elle peut vous inciter à acheter un poêle à bois.

En plus d'avoir un certain effet sur les affaires personnelles, les questions économiques tiennent une place importante dans la plupart des décisions politiques. Est-ce que le gouvernement devrait remettre à plus tard la réparation des routes dans le but de réduire les taxes? Comment peut-on réduire le taux de chômage et le taux d'inflation? Peut-on améliorer les conditions de travail? Est-ce que les paiements d'assurance-chômage sont nécessaires? Quel rôle le gouvernement devrait-il jouer dans l'économie? Les réponses à de telles questions sont extrêmement importantes

non seulement en elles-mêmes, mais aussi parce que d'après l'histoire, la crise économique et le chômage ont souvent été la cause du malaise social, de la révolution et des guerres.[1]

Si les Canadiens décident de suivre cette suggestion qui leur est faite ici, quels en seront les effets?

RARETÉ

Malgré le fait que le niveau de vie se soit amélioré très rapidement dans le monde occidental au cours du dernier siècle, la grande majorité des gens n'ont pas tout ce qu'ils désirent. Vous pouvez trouver par exemple, lorsque vous examinez votre propre compte de banque, que vous n'avez pas suffisamment d'argent pour vous acheter un stéréo ou une nouvelle garde-robe.

---

[1] Le matériel de cette introduction provient en grande partie de: MacDonald, Silk, Saunders, **The World of Economics**, pp. 2-4, 30, 42-46; et Paul Samuelson, A. Scott, **Economics**, fifth Canadian edition, McGraw-Hill Ryerson, 1980. (pp. 3-4, 17-18, 41-43)

En d'autres mots, lorsque le moment est venu de satisfaire tous vos désirs, vous vous apercevez que vous n'avez pas assez d'argent. Les ressources disponibles ne sont jamais suffisantes pour satisfaire les demandes de chacun. Cette rareté est un élément fondamental de la science économique; c'est ici justement que se trouve l'origine des études économiques. Selon une définition populaire, l'économie, "c'est la science qui étudie les problèmes qui résultent du fait que les biens et les ressources qui peuvent être employés pour satisfaire les besoins humains, sont rares. Elle se préoccupe de la manière dont les hommes distribuent et exploitent leurs ressources peu abondantes, en vue de satisfaire leurs besoins d'une façon compatible avec les valeurs essentielles de leur société."[2]

Rareté est un terme qui est, bien entendu, très relatif. Pour plusieurs personnes qui vivent en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, cela peut vouloir dire ne pas manger à sa faim, alors que pour beaucoup de Nord-Américains, cela peut signifier le manque d'un téléviseur couleur. La plupart des Canadiens ne manquent pas de choses qui sont essentielles à la vie (comme la nourriture, l'abri et les vêtements); ce qu'ils désirent, c'est de pouvoir se procurer des biens de consommation, c'est-à-dire des biens qui ne sont pas essentiels commes les stéréos, les caméras, les vêtements ayant une certaine élégance et les automobiles. En raison de la contradiction qui existe entre leurs désirs de se procurer des biens de consommation et les ressources qui sont nécessaires pour pouvoir se les procurer, les gens doivent choisir les biens qu'ils veulent d'après leurs préférences. Par conséquent, on appelle l'économie, la science des choix.

LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES FONDAMENTALES

Afin de satisfaire leurs besoins, les gens doivent décider quelle est la meilleure façon d'utiliser leur temps et leur énergie, quoi acheter, combien d'argent ils doivent épargner pour leurs besoins futurs et comment ils peuvent augmenter leurs revenus. D'une façon similaire, puisqu'aucune société ne peut éviter les problèmes qui résultent de la rareté des ressources, chaque nation doit décider quelle est la

---

[2] P. Saunders, L. Silk, A. H. MacDonald, **The World of Economics**, deuxième édition, Scarborough: McGraw-Hill Ryerson, 1979. (p. 24)

meilleure façon d'utiliser ses ressources peu abondantes, de façon à satisfaire les besoins du pays. Chaque société, que ce soit une société tribale ou encore une société industrielle, doit considérer les trois questions suivantes:

1. **Quels sont les biens qui devraient être produits?** Devrions-nous cultiver le blé, fabriquer des machines, éduquer la population ou défendre la nation?

2. **Comment ces biens devraient-ils être produits?** Avec quelles ressources et quelles techniques les biens seront-ils produits? Et par qui? Qui devrait être fermier? Qui ira travailler dans les usines? Devrait-il y avoir quelques travailleurs et beaucoup de biens d'équipement affectés à la culture du blé ou devrait-il y avoir plus de travailleurs et plus de machinerie, mais moins de terres?

3. **Combien chacun devrait-il recevoir de ce qui est produit?** Au Canada, il n'y a pas suffisamment de maisons pour loger chaque famille. Qui devrait avoir ces maisons? Est-ce qu'on devrait répartir la plupart des biens entre quelques personnes ou est-ce qu'on devrait diviser les ressources nationales d'une façon égale?

Le Canada, la Suède, l'U.R.S.S., Cuba -- en fait, chaque nation dans le monde -- doit résoudre ces trois problèmes économiques fondamentaux: **quoi produire, comment le produire** et **combien en produire.** Les institutions et les pratiques que chacune des nations ont établies pour régler ces questions constituent ce qu'on appelle un **système économique.** Bien que plusieurs méthodes aient déjà été utilisées dans le passé pour organiser une économie on peut distinguer trois grandes catégories: les économies régies par la **tradition,** les économies administrées par une **direction centrale** et les économies dirigées en fonction du **marché.** Malgré le fait qu'aucun de ces trois types n'existe dans une forme pure, il peut s'avérer utile d'examiner les mécanismes de chaque système.

Dans le cadre des systèmes économiques traditionnels qui caractérisent plusieurs sociétés tribales, ce sont les coutumes des gens qui déterminent le fonctionnement de la société. A la question quoi produire, l'économie traditionnelle répondra: "Il faut produire ce qui a toujours été produit." D'une façon similaire, dans une économie traditionnelle on réglera la question de comment produire en répliquant:

"Comme nous l'avons toujours fait." On s'attend à ce que les enfants, par exemple, suivent les traces de leurs parents. La répartition des biens s'effectue également selon les coutumes et la force des habitudes. Au sein d'une économie planifiée -- souvent appelée système centralisé socialiste, ou communiste -- les ressources nationales sont contrôlées par le gouvernement, qui prend toutes les décisions économiques majeures.

L'économie de marché, de l'autre côté, résout les problèmes de production et de répartition en permettant aux individus de prendre leurs propres décisions économiques. Dans ce système -- qu'on appelle également entreprise privée ou capitalisme -- les ressources nationales appartiennent au secteur privé et le gouvernement n'intervient pas dans l'économie.

Aucune société ne dépend exclusivement du système traditionnel, de la direction centrale ou du système de marché, bien que la plupart des sociétés comptent davantage sur un type plutôt que sur l'un des deux autres. Dans la plupart des nations industrielles modernes, les systèmes de marché et d'économie planifiée sont fondus ensemble pour donner une forme hybride appelée "économie mixte". Au Canada, par exemple, les ressources du pays appartiennent généralement au secteur privé, mais le gouvernement intervient souvent dans l'économie pour rectifier des maux sociaux, tels que le chômage et la pauvreté.

Bien qu'il semble utile d'établir des catégories, ce n'est pas une tâche facile de classer les différents systèmes économiques qui existent dans le monde aujourd'hui. Dans le monde réel, les économies sont complexes et dynamiques; chaque système économique national a subi d'énormes changements au cours du dernier siècle. De plus, le capitalisme au Canada se distingue du capitalisme qui existe au Japon, aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, et le communisme soviétique diffère, à la fois, du communisme cubain et du communisme chinois. Finalement, les valeurs ou l'idéologie à la base de chaque système économique affectent tous les aspects d'une société et tendent à se confondre avec la politique et les idéologies politiques. Il est impossible de séparer complètement les régimes politiques des systèmes économiques.

Traduit de: A. Baldwin and W. Calder. **Ideologies.** McGraw-Hill Ryerson. Scarborough, Ontario. 1983. pp. 155-158.

PRINCIPES FONDAMENTAUX DE TOUT SYSTÈME DE GOUVERNEMENT

POURQUOI ÉTUDIONS-NOUS LE GOUVERNEMENT?

Le gouvernement est une partie intégrante de chaque société. Il fait les lois, les interprète et les exécute. Le gouvernement affecte presque chaque aspect de notre vie (ex.: les impôts et les taxes, le système de transport scolaire, les feux de circulation). Il peut nous empêcher d'atteindre nos buts les plus chers, et il peut même nous demander de sacrifier nos vies en temps de guerre. On peut, par conséquent, considérer le système politique comme étant un système qui exerce une influence déterminante sur la société. L'économie est affectée par les lois faites par le gouvernement qui restreignent les pratiques injustes contre les travailleurs, réglementent les relations de travail et établissent des tarifs. Les activités familiales sont circonscrites par les règlements scolaires, les exigences médicales et les lois de mariage. La gamme des lois qui régit une société peut s'étendre de quelques traditions transmises oralement d'une génération à l'autre, jusqu'à une organisation bureaucratique complexe.

L'étude de la politique, qu'on appelle généralement la science politique, a vu le jour lorsque les hommes ont commencé à s'interroger sur les règles qui régissent la société. Devrait-on suivre ces règles? Pourquoi les diverses nations ont-elles des gouvernements différents? Est-ce qu'il y a un ensemble de règles que chaque société devrait adopter? Cette enquête, qui existe depuis des milliers et des milliers d'années, se poursuit encore aujourd'hui.

Chaque génération est placée devant le même dilemme, à savoir si elle doit accepter les règles qui ont été établies ou acceptées par la génération précédente, ou bien si elle doit les modifier ou encore les remplacer par d'autres règles. Le citoyen ordinaire, qui contemple la décision de voter pour un parti politique, peut tenter de trouver une réponse à la question à laquelle les philosophes grecs ont essayé de répondre il y a deux mille ans, lorsqu'ils se sont demandés: Quelle est la meilleure forme de gouvernement? Bien entendu, les citoyens ordinaires sont certainement

plus enclins à se demander quel parti politique va les aider le plus? Quoi qu'il en soit, l'électeur (dans le sillage des philosophes grecs) va se poser une question analogue: Quelle est, pour moi, la meilleure forme de gouvernement?

LE GOUVERNEMENT ET LE POUVOIR

La monarchie, la démocratie, la dictature, le fascisme, la théocratie, la monarchie constitutionnelle, le communisme, l'aristocratie, l'oligarchie... Le nombre de formes gouvernementales semble illimité. Au IVe siècle avant J.-C., Aristote, un philosophe grec, a tenté de simplifier ce choix en classant les diverses formes de gouvernement selon la répartition de leur pouvoir politique. Les formes de gouvernement où il n'y avait qu'une seule personne à la tête de l'État ont été nommées monarchies. On a appelé aristocraties, les régimes politiques où il y avait plus qu'une personne, c'est-à-dire un petit nombre qui détenait le pouvoir. Et enfin, les organisations politiques où l'État était administré par la majorité des citoyens ont été appelées démocraties. Bien que le partage du pouvoir soit seulement une manière de classer par catégories les diverses formes de gouvernement, le pouvoir est l'élément essentiel dans presque n'importe quelle sorte d'organisation. En particulier, c'est la façon par laquelle les gouvernements s'emparent et se servent de leur pouvoir qui les différencie les uns des autres. Un monarque absolu, par exemple, ne se préoccupe pas des désirs de ses sujets. Quand le roi Louis XIV de France déclarait: "Je suis l'État", ce qu'il voulait dire véritablement c'était: "Je suis le gouvernement et, par conséquent, ce que je dis prévaut." Dans une démocratie, ce sont les gens eux-mêmes qui, par l'intermédiaire de leurs représentants élus, décident de la façon dont le gouvernement doit exercer le pouvoir.

Le principe de la monarchie absolue, ou de l'autorité politique exercée par un seul individu, tire son origine de la philosophie ou de l'idéologie qui affirme et justifie l'exercice du pouvoir. Une bande qui vit dans les rues de la ville de Calgary ou de Vancouver, par exemple, est contrôlée par une personne à laquelle tous les membres de la bande ont juré obéissance et loyauté. L'appropriation du pouvoir par le chef de la bande est considérée comme une façon de démontrer qu'il ou elle est de loin supérieur(e) aux autres membres de la bande. La Mafia n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, du succès de cette philosophie.

Le principe de leadership est cependant trop restreint pour attirer ou retenir plusieurs partisans au cours d'une longue période. De nouvelles idées sont nécessaires pour recruter de nouveaux partisans et stimuler encore plus la loyauté. Hitler a résolu ce problème en adoptant la croyance que le peuple allemand constituait une race supérieure. Aux États-Unis, l'idéologie du Ku Klux Klan affirme que Dieu prescrit aux membres du clan de protéger la société blanche protestante contre les Noirs, les catholiques et les Juifs. Historiquement, la plupart des gouvernements ont fondé leur pouvoir sur la religion. Cela s'applique aux pharaons égyptiens, aux tsars russes et aux empereurs chinois. Les pays communistes justifient leurs actions en s'appuyant sur la doctrine de la lutte des classes contre les capitalistes et sur la croyance que toute propriété sera administrée pour le bénéfice de la classe ouvrière. De même les gouvernements démocratiques ne craignent guère, non plus, d'utiliser la croyance en "la règle de la majorité" pour justifier leur utilisation du pouvoir.

Quelle serait alors la meilleure forme de gouvernement? Pour répondre à cette question nous devons examiner l'idéologie ou l'ensemble des croyances en fonction des choix disponibles. Les questions les plus importantes à poser sont: Qui exerce le pouvoir? D'après quels critères les décisions sont-elles prises? Quels sont les buts et les idéaux du gouvernement? Quel rôle le citoyen joue-t-il dans l'organisation politique?

Traduit de: A. Baldwin and W. Calder. **Ideologies.** McGraw-Hill Ryerson, Scarborough, Ontario. 1982. (pp. 17-19)

L'OBJECTIF DU GOUVERNEMENT

Tout individu qui vit en société est lié aux autres par une forme quelconque d'organisation politique et sociale. Le gouvernement utilise son pouvoir pour soutenir cette organisation. Mais à quelle fin le gouvernement devrait-il exercer son pouvoir? La réponse la plus simple à cette question, c'est de suggérer que le gouvernement exerce son pouvoir en vertu du bien-être général. Le problème, à ce niveau, cependant, c'est que les intérêts des gens sont très rarement les mêmes. Les gens possèdent différentes valeurs; il y a les majorités et les minorités; quelques personnes favorisent l'indépendance alors que d'autres valorisent une certaine structure et la sécurité. Par conséquent, l'ordre social dépend de l'exercice d'une certaine coercition et n'importe quelle forme d'organisation politique implique l'usage d'une certaine contrainte.

La nature de la coercition exercée par une société variera en fonction de l'idéologie que préconise cette même société. La contrainte peut être utilisée d'une manière subtile, par exemple, en promettant une récompense monétaire comme le fait le capitalisme. Ou bien, on peut affecter le comportement humain en utilisant la force pour se faire obéir (comme le fait le fascisme).

Par conséquent, les moyens par lesquels le gouvernement peut atteindre son objectif changeront en fonction de la façon dont le gouvernement perçoit l'utilisation de la force.

L'autoritarisme présume qu'une élite connaît ce qui est bon pour le peuple et gouverne en fonction de sa connaissance de la "vérité". Les positions au centre du continuum politique illustrent les philosophies politiques qui suggèrent que l'autorité politique tire son origine de la volonté des individus et par conséquent, l'autorité politique devrait être limitée et la liberté individuelle protégée. Ce point de vue semble indiquer que, quel que soit l'objectif du gouvernement, il doit être atteint librement, sans aucune contrainte. Par exemple, si le gouvernement désire la sécurité économique pour tous, pour atteindre cet objectif chaque individu devrait être libre de pouvoir poursuivre son propre bien-être économique. Cette idée introduit la possibilité qu'une partie de la société ne pourra jamais être bien nantie

économiquement. Donc, si l'on doit garantir à tous les membres d'une société la sécurité économique, la liberté devra peut-être être sacrifiée en vue de permettre au gouvernement d'atteindre plus efficacement son objectif.

Quel que soit l'objectif ultime du gouvernement, les moyens par lesquels il est atteint seront basés sur la façon dont les gens de cette société voient la nature de l'homme et sur ce qu'ils considèrent comme important. Par exemple, une société qui considère la sécurité économique comme étant un objectif très important croira que le gouvernement devrait assurer que la richesse soit répartie également entre tous. Si elle présume que la nature de l'homme est d'être essentiellement égoïste, la méthode par laquelle le gouvernement pourrait garantir l'égalité impliquerait peut-être un contrôle par l'État de tous les aspects de l'économie. Un libertaire, de l'autre côté, voudra que le gouvernement ne joue aucun rôle ou un rôle très minime dans la société, puisque d'après lui tous les hommes sont essentiellement bons et les richesses personnelles pourraient finalement être partagées.

DÉCISIONS QUE TOUTE SOCIÉTÉ DOIT ENVISAGER

Le problème auquel fait face tout système de gouvernement est la relation entre la valeur accordée à la liberté individuelle et le concept de l'ordre dans une société, qui peut être exprimé comme "le bien-être général". Le gouvernement tend à rechercher un certain équilibre entre la **liberté individuelle** et le **bien-être collectif**, ce qui est bon pour la société dans son ensemble. Idéalement, il n'existe pas de conflit entre ces deux concepts; l'un dépend de l'autre. Le bien-être général peut se définir en pratique comme étant un ensemble de droits et de devoirs unissant les hommes les uns avec les autres. Les droits ou les libertés peuvent être revendiqués par n'importe quel individu comme étant essentiels à sa capacité d'être une personne humaine rationnelle et en même temps, nécessaires pour qu'il puisse faire ce que la société attend de lui. Son identité en tant qu'individu est en fonction de ses responsabilités sociales, ce qui veut dire le bien-être général. Ainsi, prétendre que le bien-être général ou encore la liberté individuelle devrait être considéré comme étant suprême, c'est exprimer une fausse opposition. Le bien-être général ne peut exister

sans que les libertés individuelles soient maintenues, mais la liberté individuelle perd toute signification lorsqu'elle est considérée hors de la société organisée.

Le gouvernement, par définition, s'intéresse à la société et au bien-être général, mais en vue d'y parvenir, il doit aussi tenir compte de la liberté individuelle. L'équilibre qui est atteint entre les deux concepts peut être modifié en fonction des valeurs d'une société particulière, telles qu'elles sont énoncées à la Fiche 2.

MODÈLES DE RÉGIMES POLITIQUES ET DE SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

Un système politique ou économique est une organisation complexe. Il est utile, voir même nécessaire, de le décrire en étapes. La première étape donne une description simplifiée; chaque étape qui suit devient de plus en plus complexe et réaliste.

Ensuite, on simplifie la présentation de chaque différent type de système. La première ébauche ne souligne que les éléments essentiels du système à connaître. Cette ébauche peut être appelée "le modèle" du système. Un modèle peut être utilisé soit pour montrer la situation telle qu'elle est, soit pour montrer comment elle devrait être.

Un modèle n'existe que dans l'imagination. Nous pouvons, par exemple, imaginer un système économique à base d'entreprises purement privées, ou purement dictatoriales, mais il n'existe pas de telles structures en réalité. Les formes actuelles d'organisations politiques et économiques ne peuvent pas être facilement mises dans de simples catégories. Les modèles imaginaires sont purs et simples, et sont, pour cette raison, un bon moyen de comprendre le monde réel dont la complexité pourrait nous confondre. Cependant, pour la même raison, les modèles représentent seulement une première étape. Il est nécessaire d'aller plus loin, vers une description de plus en plus détaillée, complexe et réaliste.

Dans ces fiches, chaque type de système politique et économique est tout d'abord décrit en termes d'un modèle. Une description plus réaliste s'ensuit, montrant le fonctionnement réel de certaines parties des systèmes économiques et politiques de pays spécifiques.

De brèves définitions sont données ici comme introduction. Elles réduiront le problème, si commun lors des discussions politiques ou économiques, de termes identiques qui sont interprétés différemment.

Démocratie: système politique dans lequel la majorité gouverne, tout en respectant les droits de la minorité.

Dictature: système politique dans lequel un petit groupe gouverne. Il se peut que le groupe au pouvoir ait l'appui de la majorité des citoyens, mais, en cas contraire, il n'y a pas de moyens légaux de renverser le pouvoir.

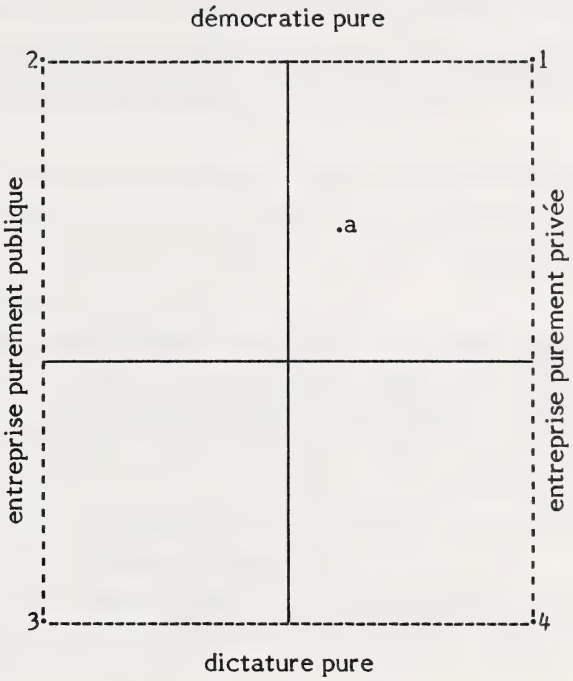
Entreprise publique: système économique dans lequel la production, la terre et le capital appartiennent au gouvernement, et dont l'activité économique est organisée et dirigée par le gouvernement.

Entreprise privée: système économique caractérisé par la propriété privée. La vie économique est organisée d'après les marchés d'échange, où les prix sont déterminés par l'offre et la demande, sans intervention gouvernementale.

Société traditionnelle: société dans laquelle la vie politique et économique suit la tradition, sans que celle-ci ne soit rationnellement remise en question par ceux qui agissent.

Le diagramme ci-dessous montre comment les quatre premiers types de systèmes étudiés peuvent être classifiés. Le point "1", par exemple, illustre un pays dont le système politique est purement démocratique et dont le système économique est composé d'entreprises purement privées. Il est impossible d'attacher le nom d'un pays existant à chaque coin de la boîte, car ces coins ne représentent que des extrêmes imaginaires. Les pays existants seraient représentés par des points situés à l'intérieur des limites du diagramme. Le point "a", par exemple, représente un pays qui s'oriente vers l'entreprise privée et la démocratie.

Combinaisons des systèmes politiques et économiques



Traduit de: T. Powrie - **Political & Economic Systems.** Academic Press, Don Mills, Ontario. 1985. (p. 8-11)

Activité 5: La démocratie et l'économie décentralisée

INTRODUCTION:

La croyance que la politique et l'économie sont séparées, qu'elles n'ont presque rien à faire l'une avec l'autre, et que n'importe quel régime politique peut s'allier avec n'importe quel système économique, est une illusion.

Il y a une relation significative entre un régime politique et un système économique; les combinaisons possibles entre le régime politique et le système économique sont limitées.

Dans une économie capitaliste, également appelée système décentralisé, entreprise privée, libre entreprise, économie de marché ou système de prix, la démocratie et le libéralisme forment l'idéologie de base.

OBJECTIFS:

1. L'élève étudiera les aspects historiques de la démocratie et du libéralisme.

2. L'élève étudiera comment le parlementarisme et le système présidentiel américain soutiennent les principes du libéralisme et de la démocratie.

3. L'élève étudiera l'application du libéralisme en science économique.

4. L'élève apprendra les caractéristiques fondamentales et l'organisation d'une économie capitaliste pure.

5. L'élève apprendra les limites et les lacunes de la théorie du capitalisme pur.

6. L'élève étudiera les causes de la crise économique de 1929 et les changements dans le système économique capitaliste qui en résultèrent.

7. L'élève analysera les mérites du capitalisme pur, en relation au bien-être individuel et au bien-être collectif.

8. L'élève montrera la relation démocratique entre une économie capitaliste et un régime démocratique.

RESSOURCES:

Cahier de l'élève

Livres: Loriot, Idéologies et régimes politiques comparés.
Trueman, Les grands courants de l'histoire moderne.
Evans, Le Canada: Une histoire contemporaine.
Evans et Martinello, Les cent ans du Canada, pp. 164-166, 159, 174.

Options: Cachat, Les grands courants de la pensée contemporaine.
Cachat, Notre monde actuel.
Centre éducatif, Histoire générale III, 1815-1968.

DURÉE:

variée

DÉMARCHE SUGGÉRÉE:

I. IDÉOLOGIE

A. L'origine de la démocratie

1.

Démocratie:	**mot d'origine grecque**
Démos:	le peuple
Kratia:	autorité
Démocratie:	l'autorité (pouvoir) qui vient du peuple

Le peuple ⟶ Discussion ⟶ Lois

Lire la Fiche 10: **Le rôle essentiel de la démocratie,** et répondre aux questions suivantes:

a) Décrire la caractéristique essentielle d'une communauté où l'on pratique la démocratie complète.

Donner des exemples où la démocratie complète a été ou est pratiquée maintenant.

b) Donner trois conditions nécessaires au bon fonctionnement d'une démocratie.

c) Donner la relation entre les droits minoritaires et la démocratie. Se servir de la Chartre des droits, à titre d'exemple.

d) Discuter la façon dont les Canadiens se tiennent au courant des questions d'actualité (locales, provinciales, nationales).

Facultatif: Faire une enquête en classe sur la façon dont les gens de votre communauté se tiennent au courant de l'actualité

et évaluer l'efficacité de chacun des exemples suivants comme moyen d'informer les gens:

Exemples:

- programmes de télévision (nommez-les)
- programmes de radio (nommez-les)
- programmes dans votre communauté
- journaux, revues, livres
- autres

e) Identifier la façon dont vous prenez des décisions quant aux questions d'actualité (locales, provinciales, nationales)

. d'après l'opinion de vos parents?
. d'après l'opinion de vos amis?
. d'après les médias?
. d'après votre première réaction (intuition)?
. d'après l'évaluation de différents points de vue (par la recherche)?

2.

Alternative à une démocratie complète: Démocratie représentative			
Peuple →	Représentants →	Discussion →	Lois

Lire la Fiche 11: **La démocratie représentative**, et faire ce qui suit:

a) Donner trois raisons pour lesquelles une démocratie complète serait impraticable dans une grande et complexe nation moderne. Évaluer le rôle que jouent les communications modernes à rendre possible une démocratie complète (ex.: le choix du nouveau leader du Parti québécois: Pierre-Marc Johnson).

b) Nommer les huit mécanismes essentiels pour qu'une démocratie représentative gouverne selon le consentement de la majorité, tout en protégeant les droits de la minorité.

3. Lire la Fiche 12: **L'efficacité des techniques de la démocratie représentative.**

a) Discuter les raisons pour lesquelles une démocratie représentative, qui gouverne selon le consentement de la majorité, n'existe pas en réalité.

Évaluer la citation suivante:

"En pratique le gouvernement par le consentement de la majorité n'est jamais entièrement efficace et les droits de la minorité ne sont pas entièrement protégés."

b) Discuter si, d'après vous, on devrait rendre le droit de vote obligatoire au Canada.

c) Discuter le commentaire suivant: "La majorité n'a pas toujours raison." Donner des exemples, si possible.

d) Expliquer la citation suivante:
"Il n'y a aucun régime politique complètement démocratique, mais il y en a qui sont plus démocratiques que d'autres."

B. Le libéralisme

Bien que les idées démocratiques d'Athènes n'aient pas été totalement perdues, ce ne fut que pendant la Renaissance qu'elles réapparurent en Europe, et surtout plus tard au XVIIIe siècle, avec le déve-

loppement de l'esprit critique, pendant le "Siècle des lumières". Cet esprit critique se manifesta dans les oeuvres des écrivains (philosophes) qui propagèrent la réforme du système politique-économique de leur société. On appelle "libéralisme", l'idéologie qui se développera, à cause de cet esprit critique, et qui est basée sur le concept "d'individualisme".

Lire I et II, pp. 20-27, de Loriot; option: lire pp. 85-86 de Cachat.

a) Citer les idées principales de Locke et de Montesquieu.

b) Expliquer comment le libéralisme est une idéologie individualiste.

c) Indiquer la façon par laquelle les idées des philosophes sont mises en pratique.

d) Évaluer les énoncés suivants:

   i. "politique" veut dire "pouvoir"
   ii. dans le libéralisme politique, le gouvernement est au service des citoyens.

e) Donner l'inverse du concept de "gouvernement au service des citoyens". Donner des exemples du concept ci-dessus.

f) Est-ce que l'idéologie du "libéralisme" implique que les citoyens n'aient pas de responsabilités envers leur gouvernement?

g) D'après le préambule de la Déclaration d'Indépendance américaine, d'où vient le <u>pouvoir</u>?

h) Jusqu'à quel point trouve-t-on, dans le libéralisme, les quatre éléments d'une idéologie, tels que décrits dans la Fiche 3: **Idéologie.**

II. LIBÉRALISME POLITIQUE

A.

Le parlementarisme est une façon d'assurer les principes du libéralisme et de la démocratie.

Lire pp. 35-38 de Loriot.

a) Expliquer brièvement les raisons pour lesquelles la **fin de l'absolutisme**, la **séparation des pouvoirs**, la **représentativité** et la **légalité** ont été essentielles au développement du parlementarisme.

b) Expliquer pourquoi un régime parlementaire doit posséder les caractéristiques suivantes: **pouvoir exécutif dualiste, responsabilité ministérielle** et **discipline de parti.**

B.

Comparaison entre la Grande-Bretagne et le Canada, deux régimes parlementaires.

Lire pp. 41-49 et 77 et 93 de Loriot, ainsi que pp. 3-5 et 27-28 de Evans. Relire la Fiche 11, si nécessaire.

1. Expliquer:

   a) la fonction du pouvoir exécutif, législatif et judiciaire;

   b) comment les décisions sont prises (l'adoption des lois);

   c) le pouvoir exécutif dualiste (expliquer le rôle du Premier ministre et celui de la Couronne);

d) comment le Premier ministre et son Cabinet tiennent leur pouvoir dans la Chambre des communes (responsabilité ministérielle);

e) le rôle du citoyen (le civisme), jusqu'à quel point il participe au gouvernement ainsi que ses responsabilités.

2. On dit que le régime parlementaire est une des formes de démocratie libérale qui permette le plus de liberté individuelle.

Discuter l'importance et la fonction des éléments suivants pour réaliser ce principe:

a) la nécessité d'une opposition officielle au gouvernement qui est au pouvoir;

b) la séparation du pouvoir judiciaire et du pouvoir politique (exécutif et législatif);

c) la nécessité de choix par l'intermédiaire de partis politiques; noter les avantages et les inconvénients du pluri-partisme;

d) le suffrage universel majoritaire dans les élections libres;

e) les groupes de pression;

f) l'opinion publique;

g) la liberté d'information par l'intermédiaire des médias.

3. Dans tout système, il y a danger d'abus. Discuter comment il y a, parfois, des abus et comment la valeur de la liberté individuelle peut être poussée trop loin.

4. Lire pp. 5-21 de Evans pour approfondir la connaissance des partis politiques au Canada.

   a) discuter la citation suivante:
      "Les partis politiques sont des moyens pour assurer le bien-être collectif autant que le bien-être individuel."

   b) noter l'éventail politique à la page 7;

   c) trouver si votre profil personnel, complété dans la partie "introduction", correspond à l'un de ces partis politiques;

   d) revoir l'origine de la classification: droite, centre, gauche (révolution française).

5. Lire pp. 52-53, 74-77 de Loriot.

   a) Expliquer l'importance d'une constitution pour maintenir la liberté individuelle et limiter le pouvoir de l'État.

   b) Demander si la constitution canadienne contient ces caractéristiques (liberté individuelle, limite du pouvoir).

      Facultatif: Expliquer pourquoi il y a un régime fédéral au Canada. Noter la division des pouvoirs entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux. Répondre aux questions suivantes:

      i. Quels conflits peut-il y avoir entre les deux niveaux de gouvernement?

      ii. Comment le système fédéral limite-t-il les pouvoirs fédéraux et provinciaux?

Facultatif: Lire rapidement pp. 97-116 de Loriot et noter surtout la façon dont ce régime assure les principes du libéralisme et de la démocratie. Noter la différence entre ce système et le système parlementaire au Canada.

C. Utiliser Loriot pp. 42, 78 et 102 pour compléter le tableau de régimes politiques canadien, américain et anglais, et discuter jusqu'à quel point ils favorisent la liberté individuelle et le contrôle de l'État.

III. LE LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE

A.

Le libéralisme a influencé la pensée économique, autant que la pensée politique.

Lire III, pp. 27-29 de Loriot; option: lire pp. 86-87 de Cachat et p. 26 de Trueman.

a) Montrer que l'idéologie-libéralisme est à la base de la proclamation d'Adam Smith:

Laissez-faire, laissez-passer.

b) Montrer que le libéralisme et la théorie d'Adam Smith n'appuient pas le mercantilisme (système économique) à l'époque coloniale.

c) Expliquer les quatre principes sur lesquels s'appuient le capitalisme libéraliste. Noter surtout la signification de "l'offre et de la demande" et de "la main invisible".

d) Commenter ce point de vue d'Adam Smith:

Laissant l'individu à poursuivre son intérêt personnel, il sera conduit comme par une main invisible à réaliser les fins les plus avantageuses pour tous.

B.

Tout n'est pas toujours pour le mieux dans ce meilleur des mondes possibles! (Voltaire)

Lire IV, pp. 29-32 de Loriot, ainsi que la Fiche 13: **La pensée de John Stuart Mill.**

Facultatif: Lire pp. 87-88 de Cachat.

a) Déterminer les faiblesses du libéralisme classique.

b) Décrire le point de vue de J.S. Mill.

c) Expliquer comment la démocratie parlementaire et les parties politiques sont des façons de corriger l'inégalité du libéralisme.

d) Nommer d'autres changements apportés par le libéralisme moderne.

e) Expliquer le point de vue d'Adam Smith et de John Maynard Keynes.

f) Faire un tableau pour comparer les points de vue de Mill, Smith et Keynes.

g) "Libéralisme désigne tout à la fois une doctrine politique (augmenter les pouvoirs législatif et judiciaire et limiter le pouvoir exécutif; en ce sens il s'oppose à l'autoritarisme); une doctrine économique qui exclut l'État de toute intervention dans le jeu économique entre individus, classes et nations; une doctrine philosophique qui réclame la liberté de penser... ce qui implique une idée de tolérance, de respect d'autrui et de la personne humaine."

F. Braudel, **Le monde actuel,** 1966.

Indiquer:

i. A quoi s'oppose le libéralisme au point de vue politique?

ii. A quoi s'oppose le libéralisme au point de vue économique?

iii. A quoi s'oppose le libéralisme au point de vue philosophique?

Cachat, p. 95.

C. **Modèle d'un système économique capitaliste (Économie décentralisée - Entreprise privée)**

1.

Comment une économie capitaliste répond-elle aux trois questions économiques fondamentales: Quoi, Comment, Pour qui? Comment fonctionne-t-elle dans une démocratie?

D'après ce que vous venez d'apprendre à propos de l'idéologie du libéralisme, faire une hypothèse quant à l'objectif d'une économie capitaliste.

2. **Caractéristiques essentielles d'une économie capitaliste**

Lire la Fiche 14: **Caractéristiques d'une économie capitaliste.**

a) Dans une économie capitaliste, qui prend les décisions économiques (qui répond aux questions: Quoi, Comment, Pour qui)?

b) Les décisions économiques ne sont pas prises au hasard. Il y a des **institutions** qui caractérisent une économie capitaliste. Donner une définition et le rôle de:

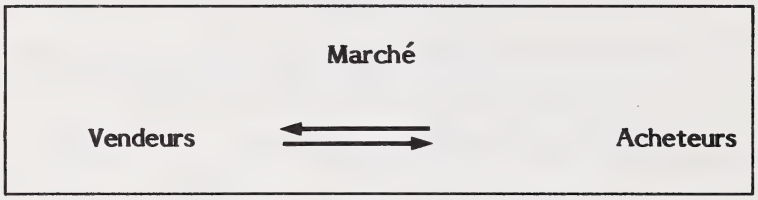
i. la propriété privée;

ii. l'offre et la demande (le mécanisme des prix);

iii. la liberté d'entreprise;
iv. la concurrrence;
v. la recherche du profit;
vi. l'absence d'intervention gouvernementale.

c) Analyser la relation des institutions ci-dessus quant au bien-être collectif et faire une généralisation.

3. L'organisation d'une économie capitaliste



a) Le Marché

Lire la Fiche 15: **La structure d'un modèle du système de prix.**

Expliquer ce que constitue un marché et donner, selon le modèle, les deux grandes catégories du marché pour les biens et services.

i. Comment le revenu des ménages influence-t-il la production des biens ou des services, si le revenu est plus élevé? si le revenu est moins élevé?

ii. Comment le profit des entreprises influence-t-il la production des biens ou des services si le profit est plus élevé? s'il est moins élevé?

iii. Comment le prix des biens et services (plus cher? moins cher?) influence-t-il éventuellement la production des biens? l'investissement?

iv. Expliquer la façon dont les entreprises ont besoin des ménages et les ménages des entreprises.

v. Expliquer les buts des vendeurs et des acheteurs. (Quel est votre but en achetant une paire de souliers? Quel est le but du marchand qui vend les souliers?)

b. **L'offre et la demande**

Lire la Fiche 16: **Hamburgers et poulets**

i. Expliquer l'interdépendance des prix et la sensibilité du mécanisme des prix dans une économie capitaliste:

Donner la réaction en chaîne provenant du fait que les consommateurs préfèrent des "hamburgers" au poulet

Exemples: - producteurs de poulet
- producteurs de boeuf
- main-d'oeuvre
- salaire
- producteurs de petits pains
- autres

ii. Lire la Fiche 17: **La courbe de l'offre et de la demande.** D'après les graphiques:

- Combien d'acheteurs seraient prêts à payer 0,25 $ la douzaine d'oeufs?
- Combien de producteurs aimeraient vendre leurs oeufs à 0,25 $ la douzaine?
- A quel point les producteurs et les acheteurs arrivent-ils à un point d'équilibre? (A quel prix les quantités d'oeufs offertes et demandées s'égalisent-elles?)

iii. Expliquer comment le système de prix basé sur l'offre et la demande crée un équilibre entre "l'offre" et "la demande".

iv. Déduire comment un système des prix encourage la souveraineté du consommateur - (c'est le consommateur qui décide indirectement des réponses aux questions économiques).

v. Expliquer pourquoi il y a de temps à autre des guerres de prix pour l'essence.

vi. Expliquer comment le libre jeu des prix répond aux trois questions économiques fondamentales: quels sont les biens et services qui devront être produits? de quelle façon seront-ils produits? pour qui seront-ils produits?

c) **La concurrence**

Lire la Fiche 18: **Le profit et la concurrence.**

i. Indiquer le rôle de la concurrence sur un marché:

- Qui a l'avantage quand les acheteurs entrent en concurrence?

. Qui a l'avantage quand les vendeurs entrent en concurrence?

ii. Décrire la concurrence parfaite.

. Expliquer pourquoi un marché de produits maraîchers (farmer's market) est un exemple de concurrence parfaite.

iii. Décrire le monopole. Qui a l'avantage, le vendeur ou l'acheteur?
Donner des exemples de monopoles.

iv. Expliquer le degré de concurrence et la relation entre les acheteurs et les vendeurs. Donner un exemple pour chaque organisme avec lequels vos parents ou vous-mêmes faites du commerce:

. quasi-monopoles privés
exemple: une seule banque dans un village, une concession juridique;

. quasi-monopoles publics
exemple: A.G.T.;

. oligopole
exemple: compagnies de cigarettes.

v. Indiquer le rôle de l'innovation, de la publicité, et de la différentiation des produits dans la concurrence non basée sur les prix.
Quel produit avez-vous acheté (ou vos parents) dernièrement à cause de la publicité, à cause d'une innovation?

. Analyser l'effet des innovations sur les limites physiques des ressources naturelles. Les innovations encouragent-elles l'obsolescence* planifiée?

---

* **obsolescence:** vieillissement technologique de l'équipement industriel, dû à l'apparition d'un matériel nouveau de meilleure qualité ou d'un plus grand rendement.

vi. Expliquer comment le profit stimule la concurrence.

d) **Le profit**

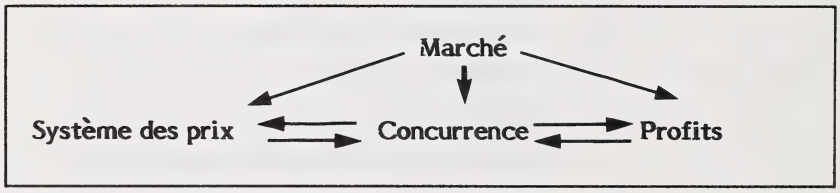
Lire la Fiche 19: **La propriété privée et le profit.**

i. Expliquer la relation entre le profit et la propriété privée dans une économie de marché.

ii. Quel aspect de la nature humaine, dit-on, favorise l'entreprise privée?

iii. Expliquer cette citation: **L'auto-intérêt de l'individu sert au bien-être de la société.**

4. **Conclusion**



Revoir la Fiche 14: **Caractéristiques d'une économie capitaliste,** et la façon dont l'économie capitaliste **pure** résoud les trois questions économiques fondamentales.

D. **Économie capitaliste en pratique**

1. Il n'y a pas d'économie capitaliste pure, telle que décrite à la partie A.

En vous basant sur les lectures précédentes et sur la Fiche 20: **L'insécurité économique dans le cadre du système des prix** (option: lire pp. 87-88 de Cachat):

a) Noter qu'il y a des obstables au bon fonctionnement du système de capitalisme pur posés par:

   i. les entrepreneurs,
   exemple: manipulation artificielle du marché (publicité exagérée)

   ii. les travailleurs,
   exemple: abus des droits aux négociations collectives (salaires excessifs)

   iii. les gouvernements,
   exemple: concurrence avec l'entreprise privée (Pétro-Canada); lois du travail (sécurité sociale).

b) Expliquer que l'acquisition de la propriété privée et le droit de la léguer, est une source d'inégalité dans une société qui opère dans une économie de marché.

c) Expliquer comment les aberrations suivantes rendent impossible la concurrence parfaite d'après les principes fondamentaux du capitalisme sur :

   i. les monopoles absolus;

   ii. les sociétés multinationales;

   iii. les cartels;

iv. l'intervention gouvernmentale quant à la politique de concurrence (lois anti-coalition. Au Canada, ces lois visent à empêcher toute entente des oligopoles pour fixer les prix.);

v. le manque de sécurité économique;

vi. le chômage.

2. La crise économique de 1929 exerce un effet énorme sur la théorie du capitalisme pur.

a) Lire p. 29 de Loriot. **Histoire générale III**, pp. 212-213; pp. 450-454 **Trueman**; pp. 164-166; 168-174, **Les cent ans du Canada** et la Fiche 21: **Le produit national brut** (option, pp. 38-40: **Notre monde actuel**).

i. Expliquer la façon dont les deux facteurs suivants, surproduction et spéculation, ont produit un déséquilibre dans le principe fondamental économique de "l'offre et de la demande". Analyser ce qui est arrivé à la "main invisible".

ii. Faire des déductions d'après les graphiques contenus dans: **Les cent ans du Canada.**

iii. Indiquer les effets sociaux de la dépression.

iv. Indiquer l'effet de la crise sur le capitalisme.

v. Montrer l'effet social et économique de la dépression au Canada.

vi. Expliquer les quatre phases du cycle économique.

vii. Revoir ce que constitue le PNB et expliquer comment le PNB est un indice de la situation économique d'un pays.

viii. Noter les caractéristiques du cycle économique marqué de hausses et de baisses extrêmes, et noter le rôle du gouvernement dans chaque aspect du cycle.

ix. Dans quelle phase du cycle économique se trouve l'économie canadienne présentement?

x. Compléter la Fiche 22: **Cycle économique des affaires** sur une feuille à part.

b) Lire Fiche 23: **John Maynard Keynes** et relire p. 31 de Loriot.

i. D'après Keynes, expliquer la cause de la dépression.

ii. D'après Keynes, expliquer la façon dont les facteurs suivants empêcheraient une dépression:
. dépenses gouvernementales
. déficit budgétaire
. bon usage des épargnes pour créer la prospérité ou limiter la prospérité selon la phase du cycle économique
. nécessité de stimuler la consommation en période de dépression.

iii. Expliquer la signification des théories économiques de Keynes quant à l'idéologie du laissez-faire capitaliste.

c) Relire pp. 30-31 de Loriot et faire une liste des changements économiques qui ont eu lieu à cause de la grande dépression.

E. **Récapitulation** (d'après cette étude)

1. Donner les valeurs principales:

   a) du libéralisme politique;
   b) du libéralisme économique.

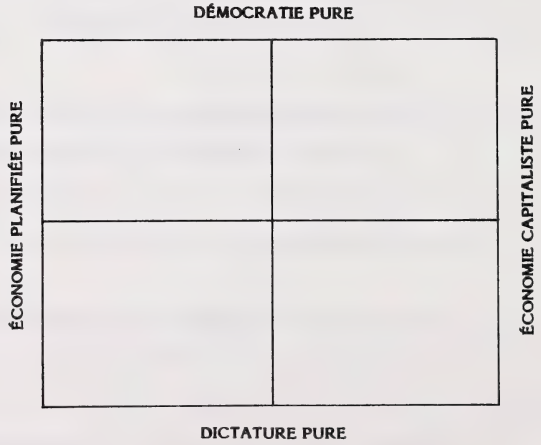
2. Donner les caractéristiques principales d'une économie de marché.

3. Donner les avantages et les désavantages du capitalisme pur.

4. Dans un paragraphe, analyser les mérites du capitalisme "pur" comme moyen d'atteindre le bien-être individuel et/ou le bien-être collectif.

5. Faire une généralisation quant au libéralisme moderne et sa relation entre le bien-être individuel et le bien-être collectif; entre la liberté individuelle et le contrôle de l'État.

6. D'après les données de cette activité, montrer en quelques phrases qu'il y a une relation significative entre un régime politique démocratique et une économie capitaliste.



Classer le régime démocratique capitaliste dans une des catégories du diagrammme ci-dessus.

LE RÔLE ESSENTIEL DE LA DÉMOCRATIE

A la défense de la démocratie

Le mot **démocratie** provient de deux mots grecs - "demos" le peuple, et "kratia", l'autorité. Littéralement, **démocratie** signifie "l'autorité entre les mains du peuple" ou, en bref, "le gouvernement du peuple". Il sera principalement question, dans cette discussion, de décrire les mécanismes de la démocratie ou en d'autres mots, les techniques par lesquelles le peuple conserve et exerce le pouvoir politique. Mais avant d'aller plus loin, nous allons aborder brièvement quelques-uns des arguments qui sont les plus souvent avancés pour justifier la démocratie:

1. **Jugement de valeur:** Les gens devraient être totalement libres de croire, de dire et de faire ce qu'ils veulent.

   Jugement de fait: La démocratie offre ce type de liberté d'une façon plus complète que n'importe quelle autre forme de gouvernement.

2. **Jugement de valeur:** L'État n'est ni plus ni moins que la somme de tous les individus qui le composent. Sa seule raison d'être est de faire ce que le peuple désire. Le gouvernement ne devrait pas être le maître, mais plutôt le serviteur du peuple.

   Jugement de fait: La démocratie est la forme de gouvernement qui est la plus sensible et qui répond le mieux à la volonté du peuple.

   Conclusion: La démocratie est souhaitable.

3. **Jugement de valeur:** Un système de gouvernement devrait faire en sorte que le changement à la direction du pays se fasse d'une manière paisible et méthodique.

Jugement de fait: Comme dit un vieil adage, les courses à la direction dans une démocratie sont faites non pas au moyen de balles, mais plutôt au moyen de bulletins de vote. Et les perdants sont davantage disposés à céder le pouvoir calmement parce qu'ils savent qu'ils auront l'occasion plus tard d'essayer, à nouveau, de reprendre le pouvoir à l'aide de moyens pacifiques.

Conclusion: La démocratie est souhaitable.

4. **Jugement de valeur:** Une société devrait rechercher les plus grandes réussites possibles dans n'importe quelle forme d'effort humain.

   Jugement de fait: En permettant une plus grande liberté individuelle, la démocratie encourage la créativité et la réussite chez tous ces citoyens.

   Conclusion: La démocratie est souhaitable.

Vous devez décider vous-même, si oui ou non, ces arguments sont convaincants. Nous allons maintenant aborder les mécanismes de la démocratie.

Un modèle de la démocratie directe pure

Dans le but de comprendre la façon dont les vraies démocraties fonctionnent, nous allons concevoir notre modèle de la démocratie. Imaginez une forme de démocratie "pure" où tous les gens exerceraient leur autorité dans tous les domaines, pour que nous puissions découvrir les principes fondamentaux de la démocratie. Plus tard, au cours de cette discussion, nous serons plus pratiques et réalistes et nous essayerons de voir comment notre modèle doit être changé en vue de décrire plus précisément ce qui se passe dans le monde réel.

Vous devez comprendre ici que, lorsque nous parlons d'un modèle de la démocratie, nous ne voulons pas dire nécessairement qu'il s'agit de la meilleure forme de gouvernement, ou même encore qu'il s'agit d'une très bonne forme de gouvernement. Que notre modèle soit une forme de gouvernement souhaitable ou peu souhaitable, en

fonction de personnes réelles appartenant à un monde réel, c'est une question hypothétique qui exige si l'on veut obtenir une réponse valable, des données normatives et positives.

Dans notre modèle de la démocratie, toutes les personnes exerceraient leur autorité dans tous les domaines. Le pouvoir politique résiderait à l'intérieur de la communauté entière plutôt qu'au sein d'une certaine classe, caste, ou d'un autre groupe à l'intérieur de la communauté. Ainsi, toutes les décisions publiques, grosses ou petites, seraient prises par l'ensemble des citoyens. Personne ne pourrait mettre en vigueur des mesures qui n'auraient pas été approuvées par la population.

Il est très évident qu'une forme de démocratie directe pure ne pourrait fonctionner qu'à l'intérieur d'un certain type de société. Premièrement, la densité de la population devrait être faible, puisqu'il serait impossible que tous les citoyens d'une grande communauté puissent se réunir pour prendre toutes les décisions publiques. Et deuxièmement, les décisions devant la communauté devraient être peu nombreuses, relativement simples et directes. De grandes assemblées ne sont pas des corps efficaces lorsqu'il s'agit de régler des questions très complexes. Les plébiscites ne sont que des instruments peu tranchants. Pour vous aider à mieux concevoir ce que pourrait être une démocratie directe pure, songez à cette forme de gouvernement opérant dans une petite communauté. Imaginez que les gens parlent la même langue, pratiquent la même religion, voient le monde de la même manière et opèrent une économie très simple. Un bon exemple de cela serait une communauté isolée, située très loin dans le nord du Canada.

Le bon fonctionnement de cette forme de gouvernement exige plusieurs choses. Premièrement, il faudrait qu'il y ait une forme d'organisation quelconque pour prendre des décisions lorsque les citoyens ne s'entendent pas. En effet, ce n'est guère réaliste de penser, même dans le cadre d'un modèle de la démocratie, que tous les gens seront toujours d'accord. Il est généralement reconnu que le mécanisme démocratique pour prendre de telles décisions est le gouvernement par la majorité. Après tout, on peut difficilement concevoir un gouvernement régit par une minorité comme étant le gouvernement du peuple. Cependant, il est généralement accepté que la mise en place de quelques barrières visant à freiner le pouvoir des majorités

est une chose permise dans une démocratie, de telle barrières étant destinées à empêcher les majorités de supprimer les droits politiques des minorités. A l'exception de ces quelques cas, cependant, chaque politique publique dans notre modèle de la démocratie serait acceptée par plus de la moitié des citoyens.

Une deuxième condition de notre modèle de la démocratie serait de disposer de quelques moyens pour se tenir informés à propos de ce que pensent les autres et d'être en mesure de communiquer aux autres ses opinions. Les gens ne peuvent voter pour ou contre les politiques proposées à moins qu'ils ne comprennent ces politiques. Cet échange d'informations et d'opinions exigerait évidemment que la liberté de délibération et de discussion soit étendue. Les citoyens de notre modèle de la démocratie devraient pouvoir bénéficier de la liberté de parole pour exprimer leurs opinions de la liberté de pouvoir s'assembler pour exprimer avec efficacité leurs opinions. Un tel montant de liberté d'expression demanderait beaucoup de tolérance de la part des citoyens. Même les individus et les groupes qui avancent des opinions qui ne sont guère populaires auraient le droit de les exprimer.

Finalement, dans notre modèle de la démocratie, tous les citoyens devraient être légalement et politiquement égaux en terme de vote et de débat public. Cela signifie que chaque personne aurait droit à un vote seulement, et aucun vote ne serait considéré comme étant plus important qu'un autre. Autrement, le principe du gouvernement par la majorité serait violé, puisqu'on accorderait plus d'importance aux opinions de quelques personnes qu'aux opinions des autres. D'une façon similaire, chacun aurait le droit également d'encourager publiquement les autres à partager ses opinions. Parce qu'encore une fois, si quelques citoyens ne pouvaient participer pleinement aux débats publics, les opinions de quelques privilégiés seraient favorisées au détriment des opinions des autres. Le résultat d'une telle situation serait le gouvernement par quelques-uns plutôt que le gouvernement par la majorité.

Les deuxième et troisième caractéristiques de notre modèle de la démocratie - la liberté de discussion et l'égalité des hommes devant la loi - sont souvent considérées comme étant les "droits de la minorité". Au sens strict, cette étiquette n'est pas correcte puisque dans une démocratie, les droits politiques sont garantis à tous, aux membres des majorités aussi bien qu'aux membres des minorités. Toutefois, puisque les droits politiques des minorités sont, en général, plus souvent menacés en compa-

raison avec les droits politiques des majorités, il ne fera pas de tort de continuer à utiliser la terminologie courante. Ainsi, une manière de décrire notre modèle de la démocratie très brièvement serait de souligner qu'il s'agit d'une forme de gouvernement où l'autorité est détenue par la majorité et les droits de la minorité sont également respectés. Le gouvernement par la majorité est une chose absolument essentielle dans une démocratie pour la simple raison que si la mojorité ne détient pas le pouvoir, c'est la minorité qui l'aura, ce qui est évidemment peu démocratique. Mais les droits de la minorité sont aussi essentiels puisqu'autrement, nous n'aurions pas les moyens nécessaires pour créer une nouvelle majorité.

Traduit de: T.L. Powrie. **Political and Economic Systems.** Academic Press, Don Mills, Ontario. 1985. (pp. 37-40)

LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE

Dans un modèle de démocratie directe, tous les gens gouverneraient dans tous les domaines; ce qui veut dire que toutes les questions d'intérêt public seraient résolues par la majorité. Bien qu'une forme de la soi-disant "démocratie directe", comme celle que nous avons décrite, existât dans l'ancienne Athènes, cette forme serait évidemment impraticable au sein d'un État moderne, vaste et complexe. Premièrement, les gens n'ont pas le temps de voter sur toutes les questions d'intérêt public, et encore moins, d'inventer de nouvelles questions. La plupart des gens considèrent qu'ils passent suffisamment de temps à gagner leur vie, à élever une famille, et à jouir d'une petite détente. Deuxièmement, la plupart des gens ne sont pas suffisamment intéressés aux affaires publiques pour se soucier de voter sur chaque nouvelle question qui se présente. Après tout, la plupart des gens ont plusieurs autres intérêts que les intérêts politiques - leur maison, leur famille, leur travail, leur religion, leurs loisirs, et ainsi de suite. Finalement, encore une fois parce qu'ils n'ont pas le temps ou ne sont pas intéressés, la plupart des gens ne se procurent pas l'information nécessaire à éclaircir plusieurs questions d'intérêt public, qui les mettraient en mesure de voter intelligemment sur ces questions. Savez-vous, par exemple, s'il devrait y avoir une saison de chasse à l'orignal qui soit limitée à Terre-Neuve, ou encore si les producteurs dans la vallée de la Rivière la Paix devraient recevoir une subvention pour la production des tomates?

Les résultats de ces trois facteurs - manque de temps, d'intérêt et d'information - a pour effet que les citoyens dans les démocraties réelles ne se prononcent pas sur toutes les questions, du moins pas directement. Au lieu de voter sur toutes les questions d'intérêt public, ils ne votent que sur quelques-unes. Toutes les autres questions (et ceci comprend la plupart des questions) sont résolues par leurs "représentants". Ainsi, dans les démocraties réelles, l'action de voter n'exprime pas le fait que les citoyens choisissent de s'en tenir à une certaine position devant les questions d'ordre public. Il s'agit plutôt d'une situation où les citoyens élisent d'autres personnes - des représentants - pour résoudre, à leur place, la plupart de ces questions. C'est ce qu'on appelle la "démocratie représentative".

Les techniques de la démocratie représentative

De quelle manière un système de gouvernement si différent de notre modèle de la démocratie directe peut-il encore être considéré comme étant une démocratie? Un tel système ressemble à la démocratie si les représentants du peuple font toujours ce que le peuple désire, suivant les principes du gouvernement par la majorité et respectant les droits de la minorité. En fait, les démocraties représentatives utilisent des techniques variées pour s'assurer que le gouvernement par la majorité et que les droits de la minorité sont protégés. Parmi ces techniques, on doit noter, entre autres, les techniques suivantes:

1. **Représentation proportionnelle à la population.** On s'assure que chaque représentant élu représente approximativement le même nombre de personnes. Le but de cette mesure est de faire en sorte que le vote de chaque citoyen soit approximativement équivalent au vote de chacun des autres citoyens.

2. **Les élections périodiques.** Selon la loi, les élections doivent avoir lieu dans le cadre des périodes maximales définies, malgré les préférences des représentants. Le but évident de cette mesure est de s'assurer que les opinions des représentants correspondent de très près aux opinions des citoyens.

3. **Le scrutin secret.** Le scrutin secret protège les individus contre la possibilité d'être menacés ou punis pour leurs opinions politiques.

4. **L'indépendance des cours de justice.** Puisque les juges des cours supérieures ne peuvent facilement être renvoyés de leurs fonctions, ils peuvent aider à protéger les droits de la minorité sans crainte de représailles.

5. **Le pouvoir de la bourse.** Dans une démocratie, les représentants élus directement par le peuple ont le dernier mot en ce qui concerne la perception et la distribution des fonds publics. Ce pouvoir est particulièrment important lorsqu'il s'agit d'exercer un contrôle sur les gens (tels que les ministres du Cabinet et les fonctionnaires) qui sont nommés par les représentants. Ce qui signifie

que, si les représentants désapprouvent quelques-unes des activités de ceux qu'ils ont nommés, ils peuvent refuser de leur accorder les fonds nécessaires à la poursuite de leurs activités.

6. **Les partis politiques.** De tous les facteurs qui peuvent sauvegarder le principe du gouvernement par la majorité et les droits de la minorité, les partis politiques sont probablement les plus importants. Premièrement, les partis politiques permettent aux majorités de se former plus facilement, en simplifiant les choix des électeurs. Sans l'existence des partis, les électeurs devraient choisir parmi une variété étonnante de formations politiques. Mais puisque les partis existent, les choix sont limités à un minimum de deux et un maximum de sept ou huit formations politiques. Deuxièmement, les partis en concurrence s'obligent mutuellement à rechercher l'appui populaire. Après tout, l'objectif principal de la plupart des partis politiques est d'obtenir le pouvoir, et ils ne peuvent atteindre cet objectif qu'en s'attirant l'approbation des électeurs. Si un parti ne réussit pas à rejoindre les électeurs, un autre saisira l'occasion et cherchera, à son tour, à plaire aux électeurs. Finalement, il est très important pour les partis politiques - particulièrement les partis d'opposition - de protéger les droits des minorités. Les partis d'opposition sont eux-mêmes des minorités, et leur seule espérance de prendre le pouvoir est de convaincre l'électorat qu'ils feraient beaucoup mieux que les gens qui sont au pouvoir.

7. **Les groupes de pression.** Le gouvernement par la majorité et les droits de la minorité sont menacés surtout entre les périodes d'élections. Les politiciens font preuve d'une conduite exemplaire à la période des élections, pour la simple raison qu'ils veulent être élus. Mais, comme la plupart des gens, ils ont parfois tendance à avoir la mémoire courte. Deux forces importantes pour les aider à se rafraîchir la mémoire sont: la concurrence des autres partis politiques et les activités des "groupes de pression". Les groupes de pression sont tout simplement des associations autres que les partis politiques qui essaient d'influencer les gouvernements. Par exemple, les sociétés commerciales, les syndicats, les églises et les clubs de chasse et de pêche. Des groupes comme ceux-ci tentent souvent d'influencer les politiques des gouvernements, même s'il ne s'agit pas de leur objectif principal. Ils se montrent particulièrement actifs lorsqu'ils croient

que les gouvernements ont empiété sur leurs droits. En se montrant constamment vigilants, ils réussissent jusqu'à un certain point à sauvegarder les droits de toutes les minorités.

8. **La presse libre.** La radio, la télévision, les journaux, les revues et les livres peuvent également servir comme gardiens des droits de la minorité, aussi longtemps qu'ils ne sont pas contrôlés par le gouvernement au pouvoir. Une de leurs tâches est de critiquer ce qu'ils considèrent comme étant les défauts des représentants du peuple et des fonctionnaires.

Traduit de: T.L. Powrie. **Political and Economic Systems.** Academic Press. Don Mills, Ontario. 1985. (pp. 40-43)

L'EFFICACITÉ DES TECHNIQUES DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE

Si toutes les techniques soulignées plus haut fonctionnent bien, les démocraties représentatives opèreront véritablement de la même façon que la démocratie directe que nous avons discutée plus tôt, même si le peuple ne se prononce pas directement sur chaque question. Toutefois, les techniques de la démocratie représentative ne sont jamais tout à fait efficaces en pratique. Par exemple, les démocraties représentatives font rarement plus que se rapprocher du principe de la représentation proportionnelle à la population. En particulier, les circonscriptions rurales tendent à ne contenir en moyenne que très peu d'électeurs, si on les compare aux circonscriptions urbaines. Quoi qu'il en soit, il s'agit là d'un cas où un vote rural "vaut davantage" qu'un vote urbain. Ainsi, si un représentant rural représente 5000 électeurs et un représentant urbain 10,000 électeurs, les votes des électeurs de la ville ne "valent" que la moitié des votes des fermiers.

Même si chaque représentant représente un nombre équivalent de citoyens, nous sommes encore très loin du gouvernement par la majorité. Aussi longtemps que quelques personnes n'utiliseront pas leur droit de vote, les élections n'exprimeront pas les options d'une majorité de la population, mais plutôt les opinions de la majorité de ceux qui ont pris le temps d'aller voter. En effet, plusieurs personnes ne votent pas. Au Canada, par exemple, bien que les élections nationales maintiennent une participation qui va jusqu'à 80% des électeurs éligibles, dans quelques élections locales, le degré de participation aux élections est aussi bas que 25%. De plus, lorsqu'au moins trois candidats se présentent pour un seul poste aux élections (comme cela se pratique couramment au Canada), le gagnant reçoit fréquemment beaucoup moins que la majorité des votes de l'élection. En résumé, il s'avère très difficile en pratique de choisir des représentants qui possèdent l'appui inconditionnel de la majorité des électeurs.

Même si nous pouvions être certains que les représentants qui sont élus dans les élections possèdent l'appui de la majorité des électeurs, il y aurait encore des problèmes. Comment pourrions-nous, par exemple, être certains que les représentants

font ce que le peuple désire "entre" les élections? Une réponse à cette question, comme nous l'avons vu plus tôt, c'est que les partis politiques en lice, les groupes de pression et la presse libre pourraient aider à promouvoir le gouvernement par la majorité et protéger tout spécialement les droits de la minorité. Mais les partis, les groupes de pression et la presse ne sont pas parfaits. Comme tout le monde, ils sont exposés aux erreurs, aux préjugés, et au manque de compréhension. Par exemple, puisque le pouvoir politique représente un des principaux objectifs des partis politiques, nous pouvons supposer que les représentants sacrifient quelquefois les intérêts de leurs électeurs au profit des intérêts de leurs partis.

De la même manière, les groupes de pression, par nature, sont voués aux intérêts de leurs propres membres qui ne constituent pas habituellement la majorité de la population. De plus, certains groupes, tels que les consommateurs et les travailleurs nonsyndiqués, n'ont pas de groupes de pression puissants pour les protéger. Nous ne devrions pas, par conséquent, être surpris s'ils ne sont pas aussi bien traités par les gouvernements que les personnes qui sont protégées par des groupes de pression puissants. Finalement, aucun lecteur ou auditeur n'a besoin de se faire rappeler que les journaux, les revues, la radio et la télévision ne considèrent pas toujours leur rôle politique aussi sérieusement qu'ils le devraient. En fin de compte, ces défauts indiquent qu'en pratique, le gouvernement par la majorité n'est jamais totalement efficace et que les droits de la minorité ne sont jamais non plus entièrement protégés.

Ces observations ne devraient pas toutefois désenchanter ceux qui croient que la démocratie représentative est une bonne forme de gouvernement.

Après tout, nous n'avons pas montré que les démocraties qui existent dans le monde réel soient tout à fait inefficaces. Bien qu'aucune forme d'organisation politique ne soit exactement semblable à notre modèle de la démocratie, quelques-unes (par exemple, la Suisse, la Norvège et le Canada) y ressemblent plus que d'autres (par exemple, le Brésil, la Libye et le Pakistan). De plus, la même forme d'organisation politique peut devenir avec le temps plus ou moins semblable à notre modèle. (Par exemple, la Grande-Bretagne ressemble plus à notre modèle aujourd'hui qu'en 1910, et l'Allemagne ressemblait moins à notre modèle en 1940, qu'en 1930.) En résumé, aucun système d'organisation politique réel n'est complètement démocratique, mais quelques-uns sont plus démocratiques que d'autres.

EN RÉSUMÉ

Démocratie signifie **le gouvernement par le peuple.** Dans un modèle de **démocratie directe,** la majorité exercerait son autorité sur pratiquement toutes les questions, tout en respectant les droits de la minorité sur chacune de ces questions.

Une démocratie directe, semblable à celle que nous avons décrite dans notre modèle, serait impraticable dans le cadre d'un état moderne large et complexe. Cela en raison du fait que les gens ne disposent pas du temps, de l'intérêt, et de l'information nécessaires pour que ce système fonctionne de façon adéquate. La **démocratie dans le monde réel** s'appelle, par conséquent, la démocratie représentative.

Dans les démocraties représentatives, quelques-unes des techniques les plus importantes pour promouvoir le gouvernement par la majorité et protéger les droits de la minorité sont: la représentation proportionnelle à la population, les élections périodiques, le scrutin secret, l'indépendance des cours de justice, le pouvoir de la bourse, les partis politiques, les groupes de pression et la presse libre.

Aucune de ces techniques conçues pour promouvoir le gouvernement par la majorité et protéger les droits de la minorité ne fonctionne parfaitement. Par conséquent, aucun système d'organisation politique n'est complètement démocratique. Cependant, quelques systèmes sont plus démocratiques que d'autres, et n'importe quelle forme d'organisation politique peut devenir avec le temps, plus ou moins, démocratique.

QUESTIONS

1. Est-ce que la démocratie représentative est une forme de gouvernement souhaitable? (Essayez d'expliquer votre réponse, en utilisant des données positives et normatives.)

2. Établissez un parallèle entre le régime démocratique et l'économie de marché.

3. Est-ce que le vote devrait être obligatoire?

4. Est-ce que le Canada serait un pays plus démocratique si le Sénat était constitué de cinq sénateurs pour chacune des provinces, qui seraient choisis dans le cadre d'une élection, et qui auraient le pouvoir de veto à toute législation provenant de la Chambre des communes?

5. Dans le cadre d'une élection, les partis politiques entrent en concurrence l'un avec l'autre sur une variété de questions. Un parti peut essayer d'aller chercher l'appui des électeurs en discutant de la supériorité de sa philosophie politique générale. Il peut également aller chercher l'appui des électeurs en discutant les mérites de sa position sur des questions particulièrement vastes (telles que le régime de santé ou encore la politique de commerce). Il peut s'entendre largement avec d'autres partis sur les politiques à adopter, mais il peut également discuter de son habilité ou de son intégrité supérieure pour mener à bien ces politiques. Il peut se concentrer sur une campagne électorale peu systématique, offrant quelques promesses adaptées en fonction des intérêts locaux de chacune des parties du pays. Il peut essayer de projeter une image spéciale de son chef, de façon à grossir aux yeux du public ses attributs naturels (tels que le dynamisme de la jeunesse ou la sagesse qui vient avec l'âge ou même, au besoin, une médiocrité inoffensive). Quels exemples basés sur les faits pouvez-vous trouver pour indiquer les sortes de questions qui prédominent dans les élections canadiennes? Quelles sortes de questions, d'après vous, devraient prévaloir dans une démocratie qui fonctionne de façon adéquate? Comment pouvez-vous expliquer les différences (s'il en existe) entre les questions qui sont débattues et les questions qui, selon vous, devraient être discutées dans les élections canadiennes?

6. Quel effet peut avoir sur la démocratie l'obligation de garder secret certains domaines de dépenses gouvernementales (par exemple, la recherche pour la défense nationale, des enquêtes policières, etc.)?

7. Les journaux canadiens, étant un produit de la recherche du profit de l'entreprise privée, doivent satisfaire leurs clients. En même temps, les journaux sont

un instrument important dans une démocratie, parce qu'ils diffusent de l'information. Existe-t-il une certaine base pour le conflit entre ces deux besoins?

8. "Il est absurde de mentionner qu'un politicien doit placer l'intérêt national avant les intérêts de son parti. Il doit chercher à s'emparer du pouvoir pour le parti et pour lui-même. Ce motif l'oblige à servir la nation puisque l'électorat ne lui confiera pas le pouvoir s'il ne sert pas la nation." Discuter cette affirmation.

Traduit de: T.L. Powrie. **Political and Economic Systems.** Academic Press. Don Mills, Ontario. 1985. (pp. 43-46)

	CANADA	GRANDE-BRETAGNE	ÉTATS-UNIS
POUVOIR Pouvoir éxécutif			
Pouvoir législatif			
Pouvoir judiciaire			
ÉLECTIONS Qui a le droit de vote?			
Nom du régime démocratique			

LA PENSÉE DE JOHN STUART MILL

Les réformateurs libéraux en Grande-Bretagne apparurent au cours de la même période de l'histoire que Marx. Ils étaient épouvantés par les conséquences funestes de la Révolution industrielle mais contrairement à Marx, ils voulaient préserver les fondations du capitalisme. Initialement, ils avaient soutenu les théories économiques d'Adam Smith. Ils pensaient que le gouvernement ne devrait intervenir que très peu dans l'économie, afin de sauvegarder les lois de l'offre et de la demande et de préserver le bien-être de la société. Les idées de John Stuart Mill (1806-1873) représentent une période de transition dans le développement du libéralisme, période où les libéraux renoncèrent à soutenir d'une manière inconditionnelle le capitalisme sous forme de "laissez-faire" et commencèrent à reconnaître que le gouvernement devait s'impliquer activement dans l'économie pour corriger les abus du système de la libre entreprise.

A l'origine, Mill soutenait les idées d'Adam Smith. Toutefois, alors que les abus de l'industrialisation se multipliaient, et que les industriels semblaient prêter peu d'attention à l'état pitoyable de leurs employés, Mill en vint, petit à petit, à croire que le gouvernement devrait jouer un rôle plus actif dans l'économie, mais pourtant il admirait également la productivité du système capitaliste. Et, contrairement à Marx, il ne croyait pas que le système de marché conduisait inévitablement à la lutte des classes. Selon lui, le capitalisme pouvait être amélioré. Il commença, alors, à préconiser l'intervention gouvernementale pour rectifier les abus du capitalisme, sans en altérer, cependant, les traits essentiels de ce système.

En Grande-Bretagne, à la fin du 19e siècle, les idées de Mill et de ses confrères, les réformateurs libéraux, influencèrent l'adoption de lois industrielles qui améliorèrent les conditions de la classe ouvrière. Cette réforme des idées s'étendit, comme la Révolution industrielle, sur tout le continent et en Amérique du Nord.

Traduit de: A. Baldwin and W. Calder. **Ideologies.** McGraw-Hill Ryerson. Scarborough, Ontario. 1982. (pp. 238-239)

CARACTÉRISTIQUES D'UNE ÉCONOMIE CAPITALISTE

Le système de l'entreprise privée résout les trois problèmes économiques fondamentaux de la façon suivante:

Ce sont les demandes des consommateurs qui déterminent **quels biens** seront produits. Si les consommateurs sont prêts à acheter des bonbons au chocolat, ce sont des bonbons au chocolat qui seront fabriqués. Si, par contre, les consommateurs décident qu'ils désirent des glaces, il y aura alors plus de glaces et moins de bonbons au chocolat qui seront produits.

C'est la concurrence parmi les producteurs qui décide **de la façon dont les biens** seront fabriqués. Afin de réaliser le plus de projets possible, les fabricants choisiront les méthodes de production qui seront les moins coûteuses. S'il est moins coûteux de creuser un tunnel à l'aide d'hommes munis de pioches et de pelles plutôt que d'utiliser un bulldozer, par exemple, c'est cette méthode de production qu'utiliseront les fabricants. Cependant, si le coût de l'essence diminue et les salaires des ouvriers augmentent, le bulldozer remplacera les pioches et les pelles.

C'est l'offre et la demande qui déterminent **qui obtiendra** telle portion des biens qui seront produits. Si la demande en personnes qualifiées dans un secteur quelconque est plus grande que l'offre, ces personnes recevront un plus gros revenu que d'autres personnes dont les qualifications sont moins en demande par rapport à l'offre. En parlant de qualifications, on veut dire les talents tels que chanter et jouer au tennis, tout aussi bien que le droit de propriété (les rentes) et la monnaie (les taux d'intérêt).

Traduit de: A. Baldwin and W. Calder. **Ideologies.** McGraw-Hill Ryerson. Scarborough, Ontario. 1982. (p. 165)

... Une économie basée sur l'entreprise privée pure est organisée en fonction de marchés libres. Le gouvernement n'intervient que pour fournir certaines dispositions juridiques qui sont nécessaires à la réglementation des contrats et de la propriété privée. La prise de décision est extrêmement décentralisée.

La souveraineté du consommateur prévaut dans les décisions qui sont prises à propos de ce qui va être produit. Ce sont les prix et la recherche du profit qui guident les entreprises à produire les biens désirés par les consommateurs, lorsque ces derniers sont prêts à payer un prix qui couvre le coût de la production ainsi que le profit.

Ce sont les prix qui amènent les entreprises à choisir leurs méthodes de production et qui les entraînent à utiliser les ressources économiques d'une manière efficace. Toutes les ressources sont utilisées d'une façon aussi productive que possible, et les plus rares ressources sont employées uniquement en fonction de leurs utilisations les plus productives.

La part de la production des biens et des services que chaque consommateur possède dépend de ses ressources, qui inclut son travail et les prix de service de ces ressources. Cet arrangement encourage chaque personne à utiliser ses ressources de la façon la plus productive que possible. Cela implique aussi l'inégalité et l'insécurité quant au revenu.

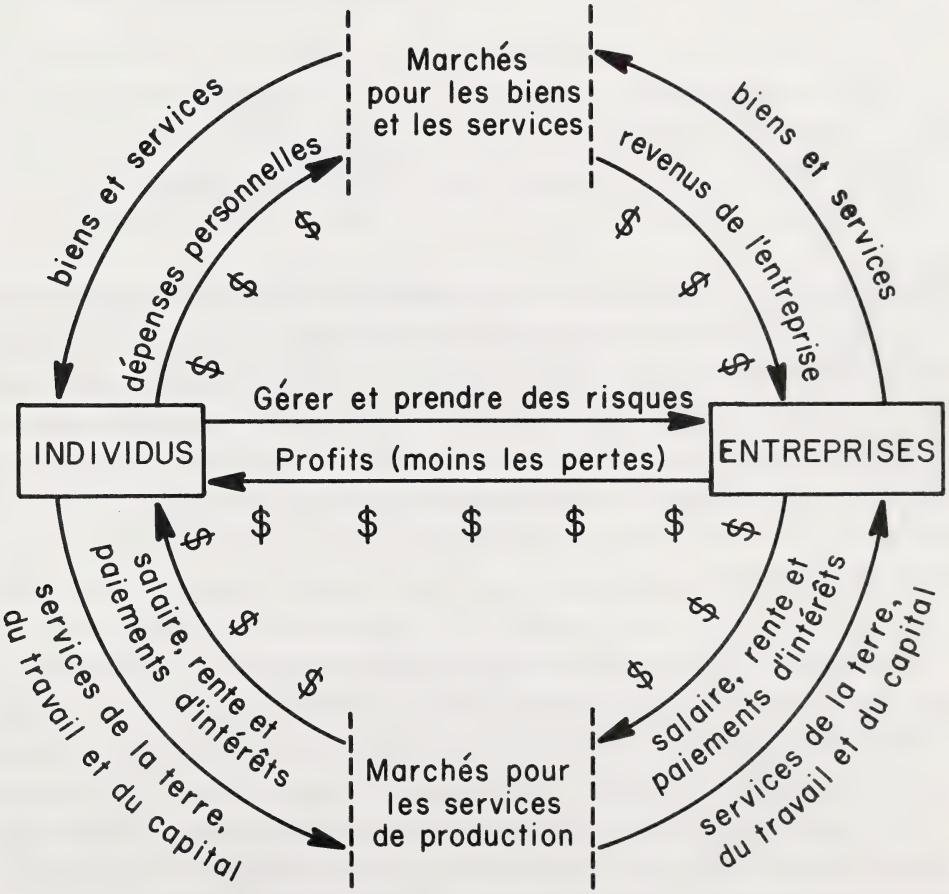
S'il existe une concurrence serrée parmi les producteurs, les consommateurs vont en bénéficier parce qu'ils ne payeront pas plus que les prix les plus bas que les producteurs les plus efficaces peuvent se permettre de changer.

La division extrême du travail, l'échange et l'interdépendance représentent des caractéristiques d'un système des prix bien développé, ainsi qu'une attitude rationnelle et prévoyante du peuple.

Traduit de: T.L. Powrie. **Political and Economic Systems.** Academic Press, Don Mills, Ontario. 1985. (p.36)

LA STRUCTURE D'UN MODÈLE DU SYSTÈME DES PRIX

Une façon commode de décrire la structure d'un modèle du système des prix est de le faire au moyen d'un diagramme, comme celui qui suit. La plupart des élèves trouve ce diagramme un peu déconcertant à première vue. Cependant, il ne s'agit que d'une manière très simple de montrer ce que nous avons l'occasion d'observer tous les jours. Si vous vous mettez à dessiner et à étiqueter votre propre version de ce diagramme, morceau par morceau, pendant que vous lirez les prochains paragraphes, l'image finale vous deviendra plus familière.



Le marché est une des caractéristiques fondamentales du système des prix. Un marché est un ensemble d'arrangements qui a pour objectif principal, de mettre en contact les acheteurs avec les vendeurs. Le marché pour les automobiles usagées comprend, entre autres, l'utilisation de petites annonces dans le journal, l'existence d'un terrain pour l'entreposage et l'exposition de voitures, la présence de marchands qui peuvent servir comme intermédiaires en achetant des voitures des vendeurs et en vendant des voitures aux acheteurs, et finalement, les conversations habituelles par lesquelles un acheteur éventuel peut entendre parler d'un vendeur éventuel. Le marchand qui vend des automobiles usagées ne représente qu'une partie du marché, puisque certaines personnes achètent et vendent sans passer par l'intermédiaire d'un marchand. Le marché pour les services des réparateurs de télévision inclut, entre autres choses:

1) les pages jaunes de l'annuaire téléphonique, au moyen desquelles les acheteurs trouvent les vendeurs et
2) l'usage actuel du téléphone lorsque les clients appellent le magasin.

Dans chacune de ces transactions, un prix monétaire est payé par l'acheteur au vendeur. Lorsqu'il n'existe aucun règlement gouvernemental, le prix de chaque transaction est déterminé par une entente réciproque entre l'acheteur et le vendeur, après un marchandage plus ou moins vigoureux entre les deux. L'énergie consacrée au marchandage varie évidemment d'une situation à l'autre. Lorsque vous achetez du dentifrice, vous payez le prix courant sans discussion. En achetant une voiture, cependant, vous allez probablement faire preuve d'un peu plus de zèle lorsque vous en discuterez le prix.

Dans notre système des prix pur ou imaginaire, il devra y avoir un marché et un prix pour chaque bien et service. Divisons maintenant ces milliers de marchés en deux groupes. Un de ces groupes de marchés comprendra ceux qui fournissent des biens ou des services finals (des lacets de souliers, des coupes de cheveux, etc.). L'autre groupe se composera de ceux qui fournissent des services de production (l'utilisation d'un bulldozer, le travail d'un chauffeur, etc.). Dessinez une boîte en haut d'une page et imaginez que tous les marchés pour les produits finals sont situés dans cette boîte. D'une façon similaire, imaginez que tous les marchés pour les services de production sont situés dans une boîte au bas de la page.

Ensuite, imaginez que tous les gens dans une économie habitent dans une boîte dessinée sur le côté gauche de cette page, et que toutes les usines et les entreprises sont situées dans une quatrième et dernière boîte à droite. (Souvenez-vous de mettre des étiquettes sur les boîtes, et sur les flèches que vous dessinerez ensuite.)

Un système des prix exige beaucoup d'entreprises. Ces entreprises ont été établies par des hommes et des femmes qui possèdent certaines compétences et qui sont prêts à risquer une perte lors de leur recherche d'un profit. Dessinez une flèche d'un côté à l'autre, en partant de la boîte à gauche, pour vous diriger vers la boîte à droite, de manière à illlustrer les gens d'affaires qui choisissent de gérer et de prendre des risques au nom de leurs entreprises.

Les entreprises, qui sont maintenant en opération dans la boîte à droite, se procurent la main-d'oeuvre, la terre et le capital sur les marchés pour leurs services de production. Nous avons besoin de quatre flèches pour illustrer cette étape. Une de ces flèches se dirige de la boîte au bas de la page vers celle qui est à droite, pour montrer que les entreprises utilisent les services de production.

Une troisième flèche, partant de la droite pour se rendre vers le bas, illustrera la monnaie versée par les entreprises sous forme de gages, de salaires, de rentes et d'intérêts pour acheter ces services. Finalement une quatrième flèche, partant du bas pour se diriger vers la gauche, montrera que cet argent sert de revenu aux individus qui vendent leurs services. Le prix de chacun de ces services de production est déterminé en fonction du marchandage qui a lieu entre les acheteurs et les vendeurs.

Les entreprises utilisent les ressources qu'elles ont engagées pour produire des biens et des services destinés à être vendus sur les marchés pour les produits finals. Les individus achètent ces produits finals. Quatre flèches sont encore nécessaires ici. Une flèche part de la droite et se dirige vers le haut, pour montrer que les entreprises offrent des produits finals. Une autre se dirige du haut vers la gauche, pour montrer que les individus reçoivent ces produits. Une autre se dirige de la gauche vers le haut, pour illustrer l'argent que les individus dépensent pour acquérir ces articles. La dernière flèche se déplace du haut vers la droite, pour montrer que cet argent sert de revenu aux entreprises. Les prix des produits finals seront également déterminés sur les marchés au moyen du marchandage.

Une dernière flèche complète le diagramme. Les entreprises prospères vont recevoir plus de revenus pour leurs ventes que ce qu'elles ont payé pour acheter les services de production. Ceci signifie qu'elles auront fait un profit. Dessinez maintenant la dernière flèche de la boîte à droite vers la boîte à gauche, afin de représenter ce profit monétaire gagné par les gens d'affaires ... Bien entendu, quelques-uns d'entre eux qui ont été maladroits, ou encore malchanceux, finiront avec des pertes.

On appelle parfois le diagramme, un modèle des flux circulaires du système des prix. Notez le cercle fermé où les paiements monétaires circulent dans le sens des aiguilles d'une montre, en échange d'un courant de biens et de services qui circule en sens inverse des aiguilles d'une montre.

Ce modèle du système des prix ignore des aspects importants. Il ne contient, par exemple, aucune allusion à l'épargne du revenu, aucune description de la production et de la vente de biens d'équipement, aucune mention des taxes et des dépenses publiques, et aucune référence au commerce international. Mais, en raison même de la simplicité de ce modèle, il est beaucoup plus facile d'apercevoir quelques-uns des traits essentiels qui sont présents dans la vie réelle, mais qui sont très difficiles à observer.

LES MÉCANISMES DE CE MODÈLE - QU'EST-CE QUI EST PRODUIT?

Comment, dans le cadre du système des prix, décidons-nous de produire certains biens et de ne pas en produire d'autres? Ce sont les entreprises qui prennent ces décisions. Cette prise de décision est très décentralisée. Il y a des milliers de décisions qui sont prises séparément, sans aucun plan global provenant d'une autorité centrale.

Chaque entreprise décide de ce qu'elle va produire et du nombre, en fonction de son désir de faire un profit. Elle cherchera à produire des choses qui vont lui donner la plus grosse marge de profits entre le revenu provenant des ventes et les coûts de

production. Ainsi, cette décision est basée sur les prix dans les marchés des produits finis (ces prix déterminent le revenu d'une entreprise) et sur les prix dans les marchés des services de production (ces prix déterminent les coûts d'une entreprise). Nous parlerons un peu plus tard du rôle que jouent les prix des services de production. Quant aux prix des produits finis, ils représentent un moyen pour les consommateurs de faire connaître leurs besoins aux entreprises. Supposons que le public décide, à un moment donné, de changer ses habitudes: disons qu'il veut acheter plus de viande et moins de pain. L'augmentation de la demande pour la viande aura tendance à faire hausser le prix de ce produit. Les entreprises à la recherche d'un profit seront portées à produire plus de viande. Au cours de la même période, la diminution de la demande en pain aura tendance à faire baisser son prix. Cela aura pour effet de réduire la rentabilité de produire le pain et par conséquent, les entreprises en produiront moins. Ainsi - grâce aux prix des produits et à la recherche du profit - le système des prix amène "la souveraineté du consommateur". Bien que ce soient les entreprises qui décident directement de ce qui va être produit, elles sont poussées à produire ce que le consommateur désire. D'une manière indirecte, ce sont donc les consommateurs qui contrôlent la production. Et c'est la recherche du profit qui conduit les entreprises à tenir compte de la force du dollar des consommateurs.

La publicité complique quelque peu la situation. Elle permet aux entreprises d'exercer une certaine influence sur les préférences des consommateurs, ce qui affaiblit évidemment la souveraineté du consommateur. Nous devons cependant nous rappeler que la publicité implique seulement la persuasion et non la coercition.

Bien entendu, les consommateurs ne peuvent pas avoir tout ce qu'ils désirent. Les entreprises refuseront évidemment de produire des choses qu'ils devront vendre à un prix moins élevé que leurs coûts de production. La souveraineté du consommateur signifie que les consommateurs peuvent avoir tout ce qu'ils veulent, en autant qu'ils sont prêts à payer un prix qui couvrira à la fois les coûts de production et le profit. Ce qui ne veut pas dire, cependant, que les consommateurs peuvent avoir tout ce qu'ils veulent quel qu'en soit le coût.

Traduit de: T.L. Powrie. **Political and Economic Systems.** Academic Press. Don Mills, Ontario. 1985. (pp. 23, 27)

HAMBURGERS ET POULETS

Imaginez ce qui pourrait arriver si une chaîne de restaurants qui vend des hamburgers concevait une nouvelle campagne publicitaire et que celle-ci réussissait à convaincre un grand nombre d'adolescents d'acheter et de manger des hamburgers plutôt que du poulet. Puisque le nombre de gens voulant acheter des hamburgers (la demande) augmente, le nombre de hamburgers qui sont disponibles (l'offre) ne satisfera pas la demande et il y aura une pénurie de hamburgers. De l'autre côté, il y aura plus de poulets disponibles que de gens qui désirent en acheter. Cette situation permettra à la chaîne de hamburgers d'augmenter le prix de ses hamburgers, alors que les restaurants qui vendent du poulet devront baisser leurs prix afin de vendre leurs stocks excédentaires de poulets. Cette augmentation du prix des hamburgers aura pour effet de:

a. réduire le nombre de personnes voulant acheter des hamburgers à ce nouveau prix;

b. encourager les fermiers à élever des vaches plutôt que des poulets;

c. entraîner la production de produits substituts pour la viande à hamburgers, tels que le soya ou encore, le porc haché;

d. inciter d'autres compagnies à se lancer dans le commerce des hamburgers pour partager les gros profits.

A long terme, ces quatre changements contribueront à réduire la pénurie en hamburgers et à faire baisser le prix. Les mêmes circonstances influenceront la production de poulets - toutefois dans la direction opposée. Alors que la quantité de poulets disponibles tombe à un niveau plus bas que la demande, le prix du poulet augmentera et finalement, on élèvera plus de poulets.

C'est de cette manière que le système des prix détermine ce qui sera produit (hamburgers ou poulets); comment les ressources naturelles et humaines (la terre et le travail du fermier) seront réparties; et qui recevra quoi (ceux qui peuvent se permettre d'acheter des hamburgers).

Bref:

- Une augmentation du prix supprime les pénuries, en réduisant la quantité demandée et en augmentant la quantité offerte.

- Une diminution du prix supprime les surplus en décourageant la production et en incitant les personnes à acheter davantage.

Le système des prix crée ainsi un équilibre entre l'offre et la demande. Si un certain produit n'est guère disponible sur le marché et que les consommateurs le désirent, ils seront prêts à payer un prix tellement élevé que cela incitera d'autres entreprises à le fabriquer. Ce système de récompenses (profits) et de punitions (pertes) assure que les besoins des consommateurs sont pris en considération et que les biens qui ne sont pas en demande ne sont pas produits.

LES CRAYONS À MINE

Imaginez qu'il y ait une augmentation dans la demande de crayons à mine, à la suite d'un accroissement du nombre d'inscriptions dans les écoles. Les magasins de détail s'apercevront qu'il vendent plus de crayons et vont, par conséquent, en commander davantage des marchands en gros. Ces derniers vont commander plus de crayons des manufacturiers qui, à leur tour, vont commander plus de bois, de cuivre et de graphite - tous ces produits étant utilisés dans la fabrication d'un crayon. En vue de persuader leurs fournisseurs d'en produire davantage, ils devront offrir des prix plus élevés pour ces produits. Des prix plus élevés vont inciter les fournisseurs à augmenter le nombre de leurs employés afin de répondre à une demande plus forte. Et pour recruter plus de travailleurs, ils devront offrir des salaires plus élevés ou de meilleures conditions de travail. De cette façon, des rumeurs circuleront au sein de cercles toujours plus grands, communiquant aux personnes dans le monde entier que la demande en crayons est plus forte, ou pour être plus précis, que la demande est plus forte pour un certain produit qu'ils sont en train de produire.[1]

---

[1]Milton et Rose Friedman. **Free to Choose: A Personal Statement.** New York: Harcourt Brace Jovanovich. 1980. (pp. 14-16, 18-19)

Les prix transmettent non pas seulement de l'information à propos des acheteurs éventuels aux détaillants, aux marchands en gros, aux manufacturiers et aux propriétaires de ressources, mais ils communiquent également de l'information d'une autre façon. Imaginez qu'un feu de forêt ou une grève réduise le montant de bois disponible. Le prix du bois va alors augmenter. Cela dira au manufacturier de crayons qu'il devra utiliser moins de bois et qu'il ne sera guère avantageux pour lui de fabriquer autant de crayons qu'auparavant, à moins qu'il ne puisse les vendre à un prix plus élevé. Une production moins élevée de crayons donnera la possibilité au détaillant de demander un prix plus élevé pour ceux-ci, et un prix plus élevé laissera savoir aux consommateurs qu'il serait plus avantageux pour eux d'user leurs bouts de crayons avant de s'en débarrasser, ou encore d'utiliser des stylos à bille au lieu de crayons.

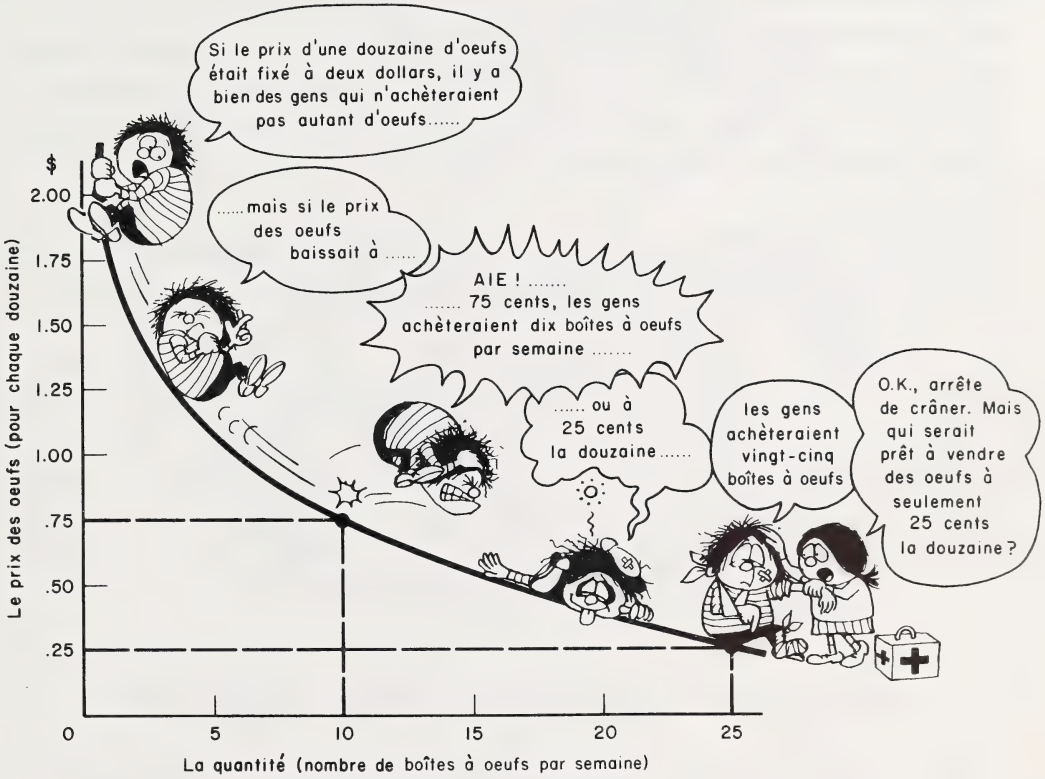
Jusqu'à maintenant, nous avons examiné les effets du mécanisme des prix par rapport aux producteurs et aux consommateurs. Mais ce système fonctionne aussi à l'égard des travailleurs et des propriétaires de ressources. Une augmentation de la demande en bois aura tendance à faire augmenter les salaires des bûcherons; ce qui laissera savoir qu'il existe une plus grande demande pour ce genre de travail qu'auparavant. Des salaires plus élevés encourageront les travailleurs à agir d'après cette information, de sorte que certains travailleurs, qui n'étaient guère intéressés au travail qu'ils faisaient, choisiront maintenant de devenir des bûcherons et que plus de jeunes, qui débutent sur le marché du travail, deviendront peut-être, eux aussi, des bûcherons.

A. Baldwin and W. Calder. **Ideologies.** McGraw-Hill Ryerson. Scarborough, Ontario. 1982. (pp. 162-163)

LA COURBE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

La courbe de demande illustre la propension* à acheter

Plus le prix des oeufs est bas, plus les gens essayeront d'acheter des oeufs.



Imaginez que ce graphique représente la demande d'oeufs par semaine dans votre région métropolitaine locale.

---

*Propension: tendance

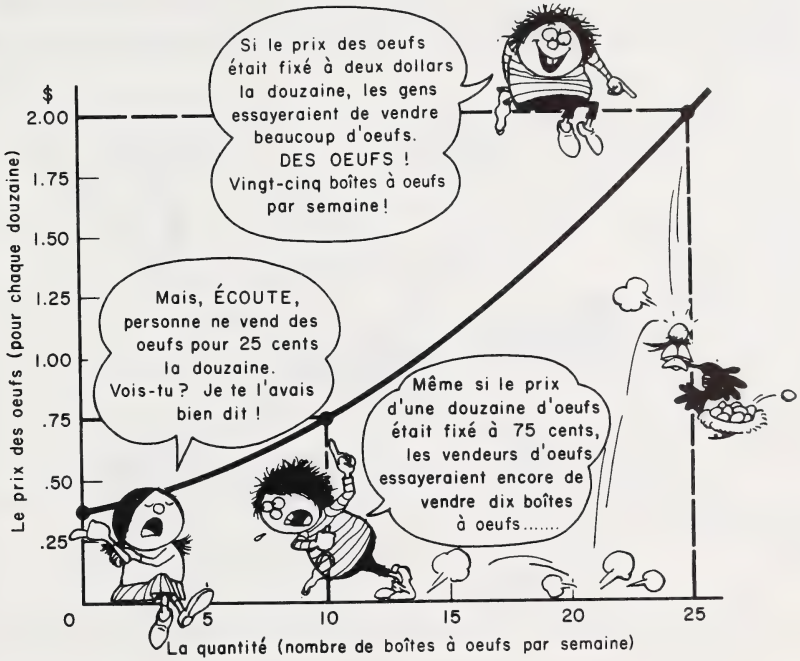
La courbe de demande illustre la "loi de la demande". Elle montre que si les prix diminuent, les gens vont acheter davantage. Par exemple, si le prix baisse de 1 $ à 75 ¢ pour une douzaine d'oeufs, la quantité de provisions que les gens vont acheter va augmenter de six boîtes à dix boîtes par semaine. Ce qui montre que la quantité de boîtes que les gens achètent est très sensible à la diminution du prix des oeufs.

L'économiste dirait que la demande pour les oeufs dans cet exemple est "relativement élastique", ou que l'élasticité-prix de la demande est élevée. Le terme "élasticité" signifie que les consommateurs réagissent fortement à un changement dans le prix. Lorsqu'un changement dans le prix n'affecte, que dans une faible mesure, la quantité d'oeufs achetés, nous disons que la demande est "relativement inélastique" ou que l'élasticité-prix de la demande est basse.

Le concept de l'élasticité de la demande aide énormément à comprendre comment le marché opère. Il veut dire: "la sensibilité des acheteurs aux variations de prix".

La courbe d'offre illustre la propension à vendre

Plus le prix des oeufs est élevé, plus les gens s'essayeront à vendre des oeufs.



L'offre d'oeufs par semaine dans votre région métropolitaine locale.

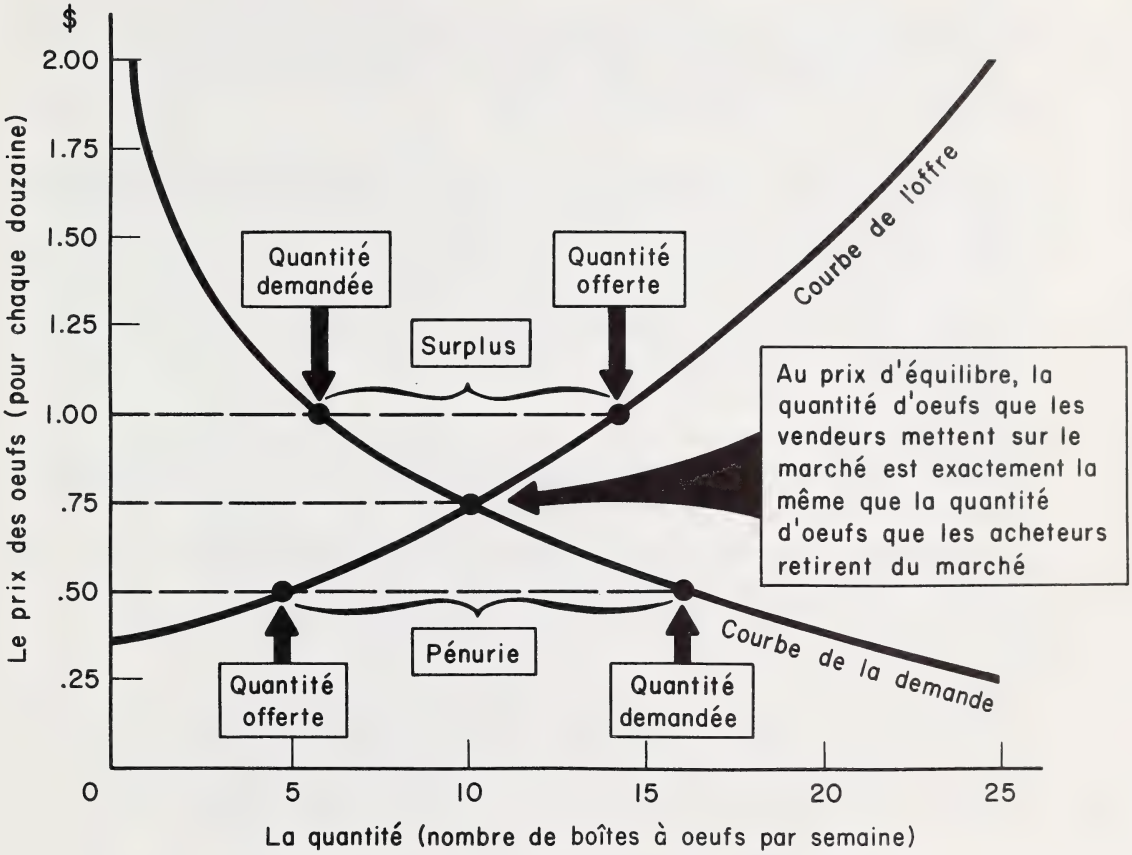
La courbe d'offre montre qu'à des bas niveaux de prix, seulement de petites quantités d'oeufs seront mises en vente. De combien s'accroît la quantité d'oeufs offerte lorsque le prix augmente (ou de combien diminue-t-elle lorsque le prix diminue) dépend de l'élasticité de l'offre.

Cette courbe d'offre s'applique seulement à "court terme." Elle ne pourrait s'appliquer à l'industrie à long terme parce que sur une longue période, il y a plus de producteurs qui peuvent entrer dans l'industrie ou encore, quelques-uns des producteurs

actuels pourraient quitter l'industrie. S'il y avait plus de fermiers qui entraient dans le commerce de la production des oeufs, ou si quelques-uns le quittaient, la courbe serait modifiée.

Lorsque la production augmente, le coût s'accroît également. À mesure que le prix devient de plus en plus élevé, les entreprises vont produire de plus en plus. Le prix plus élevé couvre le coût plus élevé. Donc, la production plus élevée est encore rentable.

L'offre et la demande pour les oeufs



C'est seulement lorsque la "quantité offerte" est égale à la "quantité demandée", que le marché sera en équilibre.

Il est évident, d'après ce graphique, que seulement le prix de 75 cents la douzaine peut être considéré comme étant le prix réel. Si le prix des oeufs était plus bas, les acheteurs esayeraient d'acheter plus d'oeufs que le montant disponible sur le marché. Et si le prix des oeufs était plus élevé, les fournisseurs expédieraient plus d'oeufs que les gens seraient prêts à acheter.

Si le prix était trop bas (disons 50 cents la douzaine), les acheteurs tenteraient de se procurer plus d'oeufs que les fournisseurs seraient prêts à offrir. Il y aurait alors une "pénurie" d'oeufs. Quelques acheteurs seraient même incapables de se procurer des oeufs. Bientôt, ces malheureux acheteurs tentant d'obtenir quelques-uns de ces oeufs de plus en plus rares, seraient prêts à payer davantage pour ces oeufs. Ce qui ferait monter le prix des oeufs.

Si le prix était trop élevé (disons un dollar la douzaine), les vendeurs offriraient plus d'oeufs que les gens désireraient acheter. Il y aurait alors un surplus d'oeufs. Quelques-uns de ces vendeurs ne seraient pas en mesure de vendre leurs oeufs. Ces vendeurs, en essayant de se débarrasser de leurs oeufs excédentaires, commenceraient à les offrir à des prix plus bas. Ce qui ferait baisser le prix des oeufs.

Tous ceux qui veulent vendre leurs biens et services au prix d'équilibre peuvent trouver un acheteur. Et tous ceux qui veulent acheter à ce prix peuvent trouver un vendeur. C'est ce que nous voulons dire par "le prix d'équilibre sur le marché".

Traduit de: E. V. Bowden. **Abridged Economics. The Science of Common Sense.** South-Western Publishing Co. Cincinnati. 2nd Ed. (pp. 293, 297)

LE PROFIT ET LA CONCURRENCE

Le système de l'entreprise privée repose essentiellement sur les mérites que l'on attribue à la propriété privée et à la concurrence. Le profit, qu'on l'évalue en termes de terre, de monnaie, de bonheur ou d'usines, représente la récompense (ou la motivation) pour ceux qui réussissent dans le monde des affaires. Si le droit à la propriété privée n'existait pas, les individus ne seraient pas motivés de faire de leur mieux. En permettant aux personnes d'accumuler la richesse personnelle, le système économique les incite à économiser et à investir leur argent dans les domaines économiques rentables. Bien que la recherche du profit puisse apparaître égoïste, elle favorise la recherche et l'épargne et mène finalement à une plus grande richesse et à une plus grande productivité pour tous. Ceux qui fournissent ces services reçoivent leur propre récompense basée sur leur capacité de satisfaire les désirs des gens. L'exemple suivant illustre comment la recherche du profit opère:

> "Aux abords à l'est de votre ville natale... il y a un terrain de dix acres qui appartient à M. Richard Andrews. Ce terrain est contigu à un secteur qui est "en train de devenir commercial", et le mois dernier la compagnie de fabrication Burke, une firme qui voulait construire une filiale à Elmwood, a offert à M. Andrews d'acheter sa terre à un très bon prix. M. Andrews savait que s'il vendait sa terre à cette compagnie, il recevrait beaucoup plus d'argent que s'il continuait à la louer à M. Gary Harr, un fermier qui l'utilisait pour faire pousser des légumes. En outre, la terre rapporterait beaucoup plus à la compagnie Burke qu'elle ne pourrait rapporter au fermier. C'est la raison pour laquelle la compagnie a fait une offre beaucoup plus avantageuse. C'était la recherche du profit qui a incité la compagnie à acheter ce terrain. C'était encore la recherche du profit qui a guidé M. Andrews à accepter cette

> offre plus élevée. Il s'agit, ici, d'un cas où la recherche du profit a décidé de la façon dont ce terrain serait utilisé.[5]

Le système de l'entreprise privée repose sur la nature matérialiste presque universelle de l'humanité. En vue d'accumuler des biens, les personnes ont inconsciemment créé les mécanismes de l'entreprise privée. Quoique quelques personnes soient mieux en mesure d'acquérir des richesses matérielles que d'autres, le système garantit que même les individus les plus égoïstes devront servir la société s'ils veulent s'avancer. L'économie de marché, cependant, ne contraint personne moralement à être soit égoïste, soit non-égoïste. Le même prix est établi, que les intentions de l'acheteur soient égoïstes ou altruistes. Quelle que soit l'intention, le système tient compte des actions économiques de l'individu en fonction du bien-être général.

Afin que l'entreprise privée puisse fonctionner efficacement, les entreprises particulières doivent chercher à maximiser leurs profits; les consommateurs doivent connaître les différents prix de chaque article qui est mis en vente; les entreprises et les consommateurs doivent prendre leurs décisions d'acheter ou de vendre d'après leurs propres intérêts; et aucun individu ou groupe d'acheteurs (ou de fournisseurs) ne devrait avoir l'occasion de contrôler ou de manipuler le prix de n'importe quel article (comme le font les monopoles). Les compagnies d'automobiles devraient essayer de faire autant d'argent que possible, mais aucune compagnie ne devrait avoir le pouvoir de convaincre les autres firmes d'établir un prix en commun. Autrement, ce seront les consommateurs qui payeront plus que nécessaire. De même, si les acheteurs éventuels d'automobiles ne font pas le tour pour comparer le prix et la qualité de chaque automobile, et s'ils ne prennent pas de décisions sur les mérites de chaque automobile, alors les compagnies n'auront que très peu de raisons de se faire concurrence en baissant leur prix ou en fabriquant des automobiles plus efficaces.

---

[5] K. Dolbeare et al. (éd.). **Readings in American Ideologies.** Markham Publishing Corp. 1973. pp. 39-40. C'est une réimpression de **Profits and the American Economy.** U.S. Department of Commerce. 1965.

Le système exige également beaucoup de concurrence dans les domaines des emplois, des clients et des biens. Si, par exemple, il n'y a qu'un seul fabricant de bâtons de hockey, cette compagnie peut simplement augmenter le prix des bâtons et tous ceux qui veulent un bâton doivent le payer plus cher. Dans une situation concurrentielle où il y a plusieurs douzaines de fabricants qui produisent tous le même produit, chaque compagnie essaie de vendre plus de bâtons de hockey en baissant ses prix ou en améliorant la qualité de son produit. Cette concurrence garantit que les joueurs de hockey achèteront leurs bâtons à un prix raisonnable, et que le fabricant les produira de la manière la plus efficace possible. La compagnie qui ne réussira pas à utiliser efficacement les ressources naturelles et humaines disponibles fera faillite, parce que les coûts élevés de production augmenteront le prix de ses produits. De la même façon, s'il y a un grand nombre de travailleurs qui cherchent du travail et qui ne se groupent pas en syndicat, la concurrence pour le travail empêchera les salaires d'augmenter au-dessus d'un niveau accceptable sur le marché.

Traduit de: A. Baldwin and W. Calder. **Ideologies.** McGraw-Hill Ryerson. Scarborough, Ontario. 1982. (pp. 164-165)

LE POUVOIR MONOPOLISTIQUE DANS LE CADRE DU SYSTÈME DES PRIX

Quelques entreprises peuvent devenir si prospères qu'elles supplantent leurs compétiteurs et obtiennent le pouvoir monopolistique. La taille et la force de ces entreprises peuvent devenir tellement importantes, par rapport à celles de leurs clients ou fournisseurs, que le processus de marchandage sur les marchés libres risque de devenir inégal. (Notez que ce ne sont pas tous les monopoles dans le monde réel qui résultent de la concurrence sur le marché. Dans certains cas, comme par exemple, les services postaux ou encore le transport aérien, les nouveaux compétiteurs sont totalement exclus en vertu de la politique gouvernementale.)

Il peut sembler ironique que quelques compagnies atteignent une telle grandeur dans le cadre du système des prix, parce que l'organisation interne d'une telle entreprise est conçue en fonction de la planification et de l'autorité centrale. Ceci signifie que le contrôle central doit présenter certains avantages. Si le système des prix était en tout point supérieur à la planification centrale, une grande firme ne pourrait jamais entrer en concurrence avec un groupe de petites entreprises. Les avantages d'être une grande entreprise ne sont pas les mêmes pour toutes les industries, mais ils comprennent, entre autres, la position de force à l'égard des employés, des fournisseurs et des clients; l'accès à la publicité; les économies de la production à grande échelle; et les économies au niveau de la recherche et le développement de produits. Le principal désavantage, toutefois, d'une grosse entreprise provient de la plus grande complexité des problèmes administratifs. Quelques compagnies s'étendent bien au-delà des frontières nationales. Ces sociétés, appelées multinationales, occupent une place très importante au sein de l'économie mondiale à l'extérieur des pays communistes.

Des firmes concurrentielles peuvent arriver à une entente pour se partager les marchés, pour maintenir les prix ou pour augmenter les profits. On donne le nom de cartel à une telle entente. Une compagnie peut préférer de former un cartel avec ses compétiteurs plutôt que de tenter de saisir le pouvoir monopolistique au moyen du jeu de la concurrence.

En même temps, le gouvernement joue un rôle très important en fournissant et en mettant en vigueur les fondations légales du système. Les contrats et la propriété privée représentent de simples idées, mais dans une société complexe, ils exigent un système légal élaboré pour les définir et les mettre en vigueur. Au sein des économies réelles, le gouvernement fait beaucoup plus que cela, mais le rôle d'arbitre qu'il joue pour maintenir "les règles du jeu" ne peut être exclu même du plus simple modèle.

Traduit de: T.L. Powrie. **Political and Economic Systems.** Academic Press. Don Mills, Ontario. 1985. (pp. 32-33)

L'INSÉCURITÉ ÉCONOMIQUE DANS LE CADRE DU SYSTÈME DES PRIX

Le système des prix implique l'insécurité économique pour tous ou pour la plupart des citoyens. Même au cours des périodes de prospérité, n'importe quel individu peut souffrir une baisse de revenu, parce que son revenu dépend du prix de ce qu'il vend, et ce prix peut descendre en raison d'un changement dans les conditions de la demande sur le marché. Et il faut souligner que les temps ne sont pas toujours prospères. Le système des prix est sujet aux périodes de chômage à grande échelle, quand les travailleurs qui veulent travailler ne peuvent gagner aucun revenu parce qu'il n'y a pas de travail. Que ce soit au cours de bonnes ou de mauvaises périodes, toute personne risque de perdre son revenu, par suite d'accident, de blessures ou encore de maladie. Ceux qui n'ont rien à vendre - ceux qui sont incapables de travailler et qui ne possèdent aucune propriété - ne reçoivent aucun revenu.

Bien des gens pourraient acheter une assurance pour se protéger contre ces risques et faire des économies en fonction de leur vieil âge. (Les liens familiaux traditionnels et les obligations familiales peuvent également fournir une certaine protection, mais ils ne font pas partie du système des prix.) Dans le cadre du système des prix, tout le monde est sujet à l'insécurité économique, que ce risque soit plutôt négligeable pour certains, ou encore très important pour d'autres.

Traduit de: T.L. Powrie. **Political and Economic Systems.** Academic Press. Don Mills, Ontario. 1985. (pp. 35)

LE PRODUIT NATIONAL BRUT

Le PNB, c'est tout simplement la valeur aux prix du marché, de tout ce qui est produit au Canada sur une période annuelle. Pour l'obtenir, il s'agit d'additionner le prix final de tout le blé, le papier journal, les téléviseurs, les automobiles, les radios, les vêtements, les coupes de cheveux, les trajets en taxi, et ainsi de suite.

Il faut noter ici que, s'il existe quelque chose qui n'a pas de prix, nous ne pouvons pas l'inclure dans le PNB et, d'ailleurs, plusieurs services très importants du pays entrent dans cette catégorie. Par exemple, le travail des ménagères n'est pas inclus dans le PNB, parce que nous ne disposons d'aucun moyen précis d'évaluer la valeur monétaire de ce genre de travail. Les travaux que l'on fait soi-même ont augmenté la production nationale en biens et services, beaucoup plus que ne le reflète le PNB.

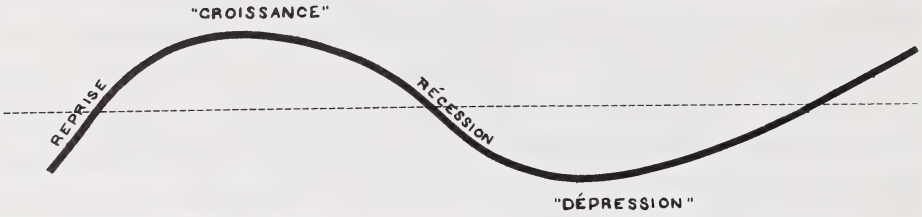
En calculant le PNB, les statisticiens, travaillant pour le gouvernement, doivent faire attention de ne pas compter à deux reprises la même chose. Ainsi, il y aurait erreur à ajouter les prix de tous les pneus qui sont fabriqués pendant une année et ensuite, d'inclure les prix de toutes les automobiles. Les pneus des automobiles seraient ainsi comptés deux fois. Tous les éléments qui entrent dans la composition du produit final, ne doivent pas être comptés dans le PNB.

Une autre manière de découvrir la valeur de tous les biens et les services qui ont été produits sur une période annuelle, c'est de calculer ce qui a été dépensé durant l'année. Si nous pouvons savoir ce que les individus, les entreprises, et les gouvernements ont dépensé au cours de n'importe quelle année, nous obtiendrons la valeur de presque toute la production pour cette année. Afin d'être plus précis, nous devrons soustraire la valeur de nos importations et ajouter la valeur de nos exportations, et tenir compte de tous les changements qui se sont produits au niveau des inventaires du premier au dernier jour de l'année. Lorsque nous arrivons à établir la valeur de la production en calculant ce qui a été dépensé, le compte change alors de nom - on parle alors de "dépenses nationale brutes".

Traduit de: Trimble, W. **Understanding the Canadian Economy.** 7th Edition. Copp, Clark, Pitman Ltd. 1983. (p. 116)

CYCLE ÉCONOMIQUE DES AFFAIRES

1. Écrire le nom de la phase du cycle aux 2 points indiqués sur le graphique (phase 1 et phase 2)



2. Compléter les:

Caractéristiques de la phase 1	Caractéristiques de la phase 2

3. Indiquer les solutions que peut apporter le gouvernement pour améliorer la situation pour chaque phase économique.

Phase 1	Phase 2

Conclusion: **Quel est le rôle du gouvernement dans une économie capitaliste?**

JOHN MAYNARD KEYNES

La Grande Dépression des années 1930 - au cours de laquelle des millions de gens se retrouvèrent sans abri et sans travail - fut telle que le public insista encore davantage sur l'intervention gouvernementale dans l'économie. Cette pression conduisit d'ailleurs à la constatation générale que l'État était responsable du bien-être de ses citoyens. John Maynard Keynes (1883-1946), un économiste britannique, se proposa de justifier l'intervention gouvernementale en démontrant que le gouvernement pouvait réduire le chômage et atténuer les effets des récessions économiques au moyen de la taxation, des dépenses publiques et de la politique monétaire. Keynes, qui devint l'économiste le plus influent au XXe siècle, concluait qu'à l'aide de l'intervention gouvernementale, il était possible de supprimer les pires maux du capitalisme.

Au cours de la Grande Dépression, Keynes déclarait que l'absence du pouvoir d'achat en général, causé par la déflation, était la source de la tragédie économique. Il recommandait au gouvernement d'augmenter énormément les dépenses publiques pour ramener la prospérité. En 1934, il visita Washington, parla au président Franklin D. Roosevelt et lui conseilla de pousser son programme de "New Deal" encore plus loin. Ainsi, lorsque l'ouvrage de Keynes intitulé: "Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie" fut publié en 1936, ce livre n'apparut pas comme étant aussi révolutionnaire que son auteur l'avait pensé, puisque les États-Unis avaient déjà essayé sa théorie des dépenses. Toutefois, Keynes fournit aux économistes une nouvelle approche théorique à leurs problèmes et montra que la politique financière du gouvernement pouvait affecter le niveau général de bien-être économique de la nation.

Dans ce livre, il affirmait qu'un pays qui avait déjà souffert une dépression, pouvait se maintenir dans cet état à tout jamais. Keynes croyait que la prospérité dépendant du fait que les gens investissaient leur argent et que, si les épargnes n'étaient pas utilisées, le chiffre d'affaires diminuerait. Il pensait, cependant, que l'on ne pouvait guère se fier aux investissements parce que, si trop d'argent était investi, l'activité économique pourrait en souffrir. Il prétendait que la dépression des années

1930 avait eu lieu, parce que les entreprises n'avaient pas investi suffisamment d'argent en nouvelles usines et en biens d'équipement. Par conséquent, la solution se trouvait au niveau des dépenses publiques, si les entreprises ne voulaient pas affecter les fonds nécessaires à l'expansion. Les nations devraient "dépenser pour ramener la prospérité", les chômeurs devraient pouvoir obtenir du travail et les revenus devraient être redistribués de façon à ce que les pauvres aient plus d'argent à dépenser.

Keynes s'écarta de l'idée conventionnelle que le "laissez-faire" résoudrait éventuellement le problème de la dépression économique, déclarant que l'entreprise privée et la concurrence ne pouvaient pas, par elles-mêmes, soutenir la pleine reprise économique. Alors que les autres économistes considéraient les rendements décroissants de la production comme étant la cause de la dépression, Keynes affirmait que c'était le manque de consommation suffisante de biens et de services qui était responsable en partie de la crise. Il croyait que les dépenses déficitaires de la part du gouvernement étaient la seule façon de stimuler l'économie et que le gouvernement ne devait pas hésiter à contrôler le chômage en changeant sa politique monétaire, ayant ainsi recours aux dépenses déficitaires, lorsque cette mesure s'avérait nécessaire.

Activité 6: Régimes socialistes et économie centralisée

INTRODUCTION:

Contrairement à une économie capitaliste dans laquelle il y a le moins d'intervention gouvernementale possible, dans une économie centralisée, les problèmes fondamentaux économiques (Quoi? Comment? Pour qui?) sont résolus par une autorité centrale.

La source de l'autorité centrale dépend du genre de régime politique (gouvernement) qui existe dans la société. Si l'autorité vient du peuple sous forme de démocratie représentative, on reconnaît ce régime politique-économique comme **une démocratie socialiste** (démocratie avec entreprise publique). Si l'autorité vient d'une seule autorité (un seul parti politique socialiste ou communiste ou un dictateur), on reconnaît ce pays avec un tel régime politique-économique comme un pays **socialiste** ou **communiste** (dictature avec entreprise publique).

Noter que les termes **entreprise publique, entreprise dirigée par l'État, économie planifiée** et **économie centralisée** sont interchangeables.

OBJECTIFS:

1. L'élève étudiera le socialisme, l'idéologie de base d'une économie centralisée et le régime politique socialiste.

2. L'élève étudiera l'application du socialisme dans l'économie de l'U.R.S.S.

3. L'élève étudiera les caractéristiques fondamentales et l'organisation d'une économie centralisée.

4. L'élève fera une analyse et une évaluation de l'économie centralisée soviétique.

5. L'élève étudiera l'application du socialisme dans le régime politique soviétique.

6. L'élève apprendra l'organisation du régime politique soviétique et pourra le comparer à celui du Canada.

7. L'élève analysera l'interprétation de la démocratie selon les Soviétiques.

8. L'élève déterminera jusqu'à quel point le régime politique-économique soviétique favorise la liberté individuelle et le contrôle de l'État et jusqu'à quel point il a réalisé les objectifs du programme marxiste.

9. L'élève montrera qu'il y a une relation significative entre un régime politique socialiste et une économie centralisée.

RESSOURCES:

Cahier de l'élève

Livres: Evans et Diachun, Le Canada: Une histoire contemporaine
Loriot, Idéologies et régimes politiques comparés
Trueman, Les grands courants de l'histoire moderne

Option: Cachat, Les grands courants de la pensée contemporaine
Notre monde actuel

DURÉE:

variée

DÉMARCHE SUGGÉRÉE:

I. IDÉOLOGIE

L'origine du socialisme

1. Puissent les classes dirigeantes trembler à l'idée d'une révolution communiste. Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous.

   K. Marx et Er. Engels,
   Manifeste du Parti Communiste, 1848

   a) Relire, si nécessaire, la Fiche 6: **Points de vue philosophiques sur la nature humaine**, et expliquer quel point de vue sur la nature humaine favorise une économie centralisée.

   b) Lire pp. 139-146 de Loriot, pp. 277-283 de Trueman. **Facultatif:** lire pp. 155-159 (1. 2. 3.) **Les grands courants de la pensée contemporaine.** Répondre aux questions:

      i. Dans quel état les travailleurs se trouvent-ils en 1850? Les entrepreneurs?

      ii. Selon cette lecture, quelles valeurs caractérisaient cette période?

      iii. Quel point de vue sur la nature humaine semble être vérifié par cette situation en Europe vers 1850?

      iv. Sur quelles valeurs, le théoricien socialiste, Karl Marx, met-il l'accent?

      Marx analyse les grands courants de l'histoire et le conflit parmi les hommes bien différemment de la façon dont le font d'autres grands philosophes.

      v. Expliquer, en vos propres mots, les trois principes fondamentaux marxistes:

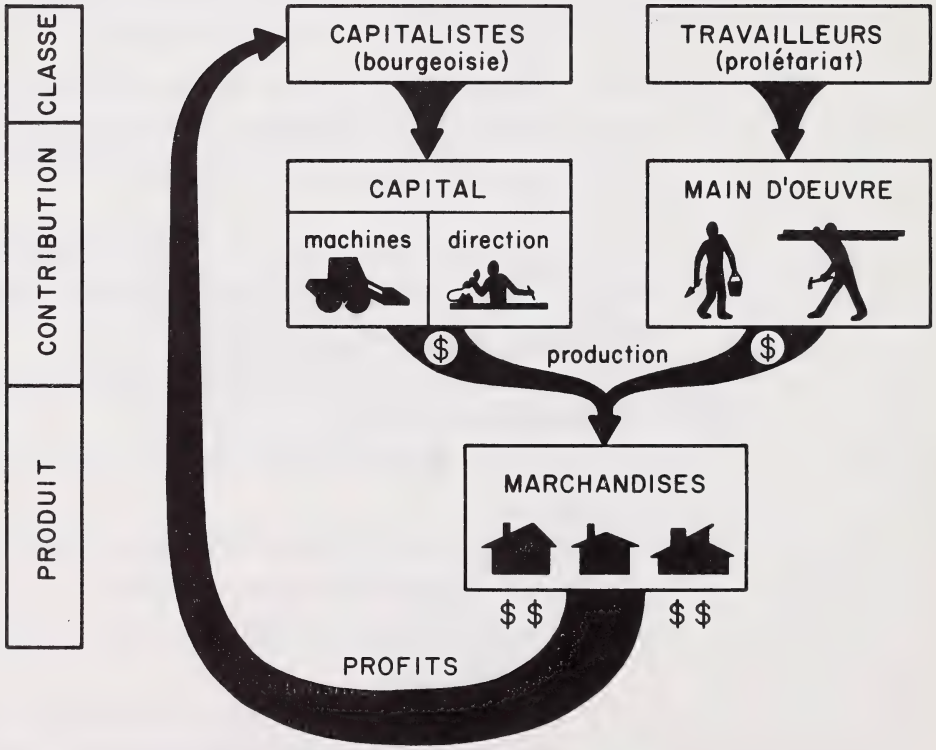
- matérialisme
- dialectique
- théorie de la lutte des classes.

Faire un tableau chronologique qui montre cette lutte des classes à partir de la civilisation grecque jusqu'à nos jours.

Note: Bien noter la définition de **bourgeoisie** et **prolétariat.**

vi. Expliquer pourquoi la liberté est une valeur essentielle pour la bourgeoisie.

2. **Théorie de la plus-value**



a) Revoir les facteurs de production. Revoir la Fiche 7, si nécessaire: **Introduction aux systèmes économiques.**

Lire pp. 146-147 de Loriot.

Selon Karl Marx, les travailleurs sont aussi essentiels à la production que les entrepreneurs (capitaliste). Qu'est-ce qui constitue l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie (capitaliste)?

- Expliquer la doctrine économique de plus-value de Marx.
- Expliquer la relation entre plus-value, profit et propriété privée.

b) Lire pp. 147-148 de Loriot:

i. À l'époque de Karl Marx, quelle était la condition des travailleurs quant à leur pouvoir de prendre des décisions politiques et économiques?

ii. Selon Karl Marx, quel était le seul moyen par lequel le prolétariat pouvait changer sa condition?

c) Lire pp. 150-155 de Loriot:

i. Expliquer les trois étapes du programme marxiste pour atteindre le bien-être collectif.

ii. Selon Karl Marx pourquoi la dictature du prolétariat et la révolution sont-elles essentielles?

iii. Faire une distinction entre socialisme et communisme.

iv. Contraster avec les valeurs du libéralisme, le slogan communiste.

"De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins"; "l'homme doit être incité à travailler dur" et "les désirs et les besoins de l'homme sont sans bornes".

d) Selon Karl Marx, qui prendra les décisions fondamentales communes à tout système économique: **quoi** produire, **comment** le produire, **pour qui** le produire?

e) Jusqu'à quel point trouve-t-on, dans le marxisme, les quatre éléments d'une idéologie énoncée à la Fiche 3?

3. Lénine, disciple de Karl Marx, établit les bases de l'État socialiste soviétique. Il modifie certains principes marxistes (pour mieux coïncider avec les conditions en Russie) et ces nouvelles thèses léninistes feront partie de l'idéologie, "Marxisme-Léninisme".

a) Lire pp. 159-168 de Loriot et analyser les principes de Lénine.
   i. Pourquoi le rôle du parti est-il important?
   ii. Comment voit-il la masse?
   iii. Pourquoi une obéissance à la ligne tracée par le parti est-elle nécessaire? (le Parti communiste)?
   iv. Quelle contradiction y a-t-il dans le centralisme démocratique?
   v. Comment propose-t-il de transformer le système économique et les institutions politiques de la Russie? dans le monde?

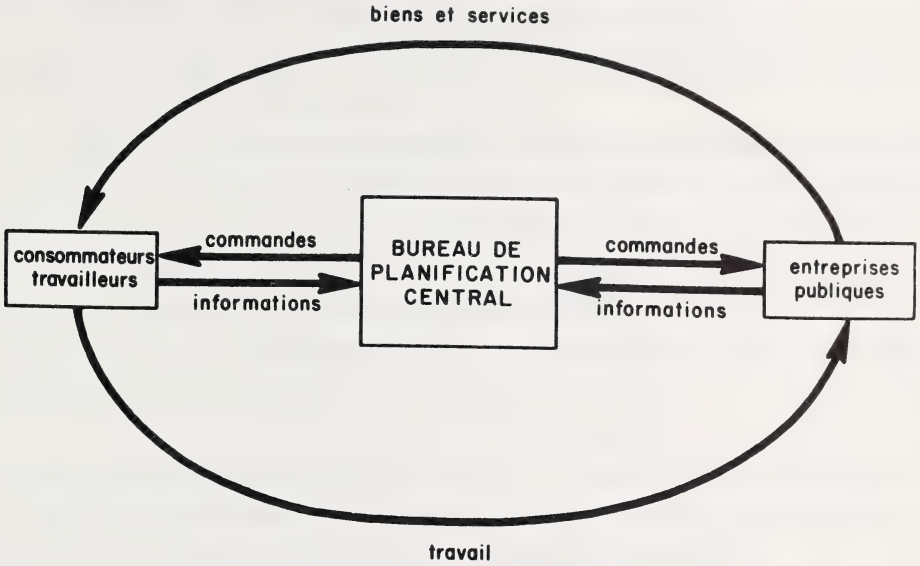
b) Discuter comment Lénine aurait répondu à la question sociale de cette unité:

   "Jusqu'à quel point les régimes politiques devraient-ils autoriser la liberté individuelle ou intensifier le contrôle de l'État?"

OPTION: Revoir, si nécessaire, les événements de la Révolution russe qui ont eu pour résultats le premier régime politique-économique marxiste-léniniste.
pp. 409-416 Trueman
pp. 167-172 **Les grands courants de la pensée contemporaine.**

II. SOCIALISME ÉCONOMIQUE

A. Organisation d'une économie centralisée



Bien que n'étant pas un modèle pur, le meilleur exemple d'une économie centralisée, selon les principes marxistes-léninistes, est celui du type soviétique qui débuta par la Révolution russe de 1917.

1. Lire la Fiche 24: **La planification en U.R.S.S.**

   a) Contraster, en donnant des exemples, les deux caractéristiques fondamentales qui distinguent l'économie centralisée de l'U.R.S.S. d'une économie de marché:
      i. propriété collective
      ii. centralisation des décisions économiques.

   b) Quel aspect du programme marxiste est mis en pratique par ces deux caractéristiques fondamentales?

   c) Jusqu'à quel point l'individu est-il libre dans une économie centralisée?

2. Comment la production est-elle organisée dans une économie centralisée? Comment une économie résoud-elle les questions économiques: quoi, comment et pour qui?

a) Lire la Fiche 25: **La planification centrale en U.R.S.S.**

i. Pour mieux comprendre la planification d'une économie centralisée, comparer l'économie soviétique à une grande entreprise opérant dans une économie de marché, qui emploie un très grand nombre de travailleurs et qui produit une grande quantité de toutes sortes de produits. Une telle institution a besoin de bien planifier et de bien coordonner ses activités.

ii. Expliquer le rôle: du conseil des ministres, du Gosplan, du ministre, d'un ministère, du directeur d'une entreprise.

iii. Au point de vue administration, quel est l'avantage du processus descendant et ascendant quant au recueil des informations? Comment les travailleurs (en bas de la hiérarchie) participent-ils à améliorer la planification?

iv. Donner les principes d'organisation de la production par industrie et par région. Montrer les avantages et les désavantages de ces deux principes.

b) i. Faire une distinction entre chaque catégorie d'entreprises ci-dessous et composer une liste d'entreprises trouvées dans chacune:

entreprise d'état	entreprise coopérative	entreprise privée

ii. D'après l'organisation ci-dessus, pourquoi l'économie du type soviétique n'est-elle pas une économie centralisée pure?

iii. Expliquer comment les travailleurs sont mobilisés pour réaliser les objectifs des planificateurs. Montrer qu'il y a une contradiction avec le slogan marxiste "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins".

iv. Donner les principales fonctions de la monnaie et des prix dans le système soviétique.

v. Expliquer brièvement la répartition des biens de production (pour qui les biens ont-ils été produits?) Inclure le rôle des salaires et comment on en arrive à une échelle de salaires.

c) Lire la Fiche 26: **Les plans quinquennaux**
Expliquer le rôle des plans quinquennaux dans la planification de l'économie soviétique.

d) Discuter le manque de succès du communisme pour atteindre le but de **mise en commun:** "Chaque chose appartenant à tous et tous devenant propriétaires de chaque chose."

i. Qui a surtout opposé l'aspect collectif de l'économie soviétique?

ii. Comment peut-on expliquer cette opposition? (selon les principes marxistes-léninistes; selon les principes capitalistes-libéralistes)

iii. Montrer que le N.E.P. est contraire au principe énoncé ci-dessus en d).

iv. Discuter de la façon dont Lénine justifie le N.E.P.

B. Évaluation de l'économie centralisée du type soviétique

La socialisation des moyens de production, selon le programme marxiste, a-t-elle améliorée la condition du prolétariat au XXe siècle en U.R.S.S. comparée aux pays "capitalistes"? A-t-elle mis

à la fin lutte des classes? L'économie soviétique est-elle devenue plus efficace relativement aux économies de pays capitalistes? Le prolétariat du monde est-il uni?

1. Lire la Fiche 27: **Avantages et désavantages d'une économie centralisée.** Faire un tableau montrant les avantages et les désavantages d'une économie centralisée selon le type soviétique.

Tout n'est pas toujours possible dans le meilleur des mondes.

2. A quel prix le collectivisme?
   A quel prix l'industrialisation?

   Dans un paragraphe, analyser les mérites du socialisme comme moyen d'atteindre le bien-être individuel et/ou le bien-être collectif. Donner des exemples concrets selon l'expérience soviétique.

III. SOCIALISME POLITIQUE

Régime politique soviétique

1. Le régime politique soviétique consiste en organes officiels de l'État et un seul parti politique, le Parti communiste.

   a) Lire pp. 168-169 de Loriot. Tout en lisant, garder ces questions devant vous:
      - Qui prend les décisions?
      - Comment les décisions sont-elles prises?
      - Quelles sont les valeurs de base de ce système?

b) Le Parti communiste

i. Expliquer la signification du Parti communiste de l'U.R.S.S.

- comment est-il organisé (la structure)?
- comment peut-on en devenir membre?
- quel est son but?
- quel est son rôle par rapport au peuple, aux élections du Soviet Suprême, aux médias, à l'éducation, aux entreprises économiques?

ii. Expliquer l'importance du Bureau politique, du Secrétariat et du Premier Secrétaire dans le processus de la prise des décisions politiques.

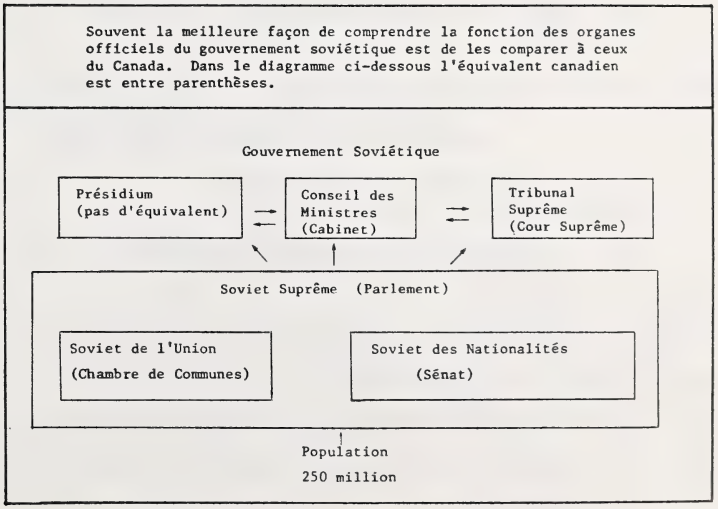
iii. Expliquer pourquoi il n'y a pas d'autres partis politiques?

iv. Montrer que le Parti communiste tel qu'il existe en U.R.S.S. correspond à la doctrine de Lénine.

v. Comparer les partis politiques au Canada avec celui de l'U.R.S.S.

vi. Comparer la participation du citoyen (le civisme) au Canada et en U.R.S.S.

2. Le Gouvernement



a) Expliquer les fonctions (exécutive, législative, judiciaire) théoriques du gouvernement de l'U.R.S.S.

i. Le Soviet suprême
ii. Le Présidium du Soviet suprême
iii. Le Conseil des Ministres
iv. Le Premier Ministre
v. En réalité qui gouverne (pouvoir exécutif et législatif) en U.R.S.S.?
vi. Comment est-ce différent des organes gouvernementaux équivalents au Canada?

b) La réalité ne correspond pas toujours à la théorie. Expliquer pourquoi:

i. la constitution de l'U.R.S.S. n'est pas suprême (montrer les contradictions);
ii. il n'y a pas d'élections libérales (les députés sont déjà élus par le Parti).

3. **Évaluation du régime politique socialiste de l'U.R.S.S.**

a) Analyser l'interprétation de la démocratie selon Léonide Brejnev.

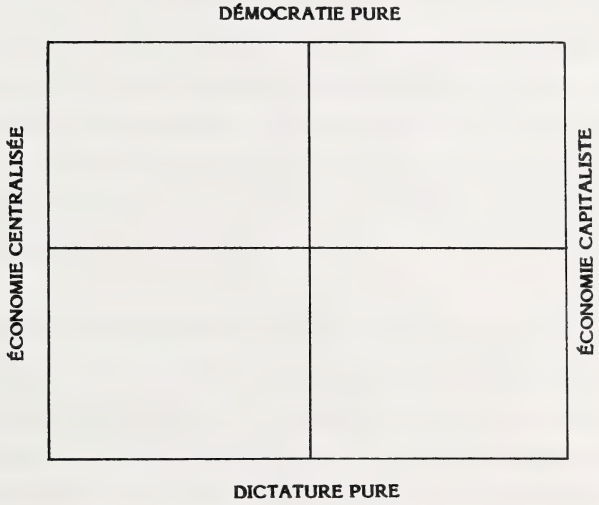
i. Comment son point de vue est-il différent de celui qui est soutenu par les démocraties libérales?
ii. Quelles sont ses valeurs?

b) Selon J. Andropov, pourquoi n'y a-t-il pas de dissidence en U.R.S.S.?
Êtes-vous d'accord avec son point de vue?

c) Pourquoi disons-nous que le régime politique soviétique est un régime autocratique et autoritaire? Quels sont les abus d'un tel régime?

d) D'après cette étude, énoncer la plus grande différence qui existe entre le régime politique tel qu'il existe dans l'U.R.S.S. et ceux des démocraties libérales.

e) Discuter dans un paragraphe jusqu'à quel point le régime politique-économique soviétique favorise la liberté individuelle et le contrôle de l'État. Par quels moyens ce régime tente-t-il de résoudre la question de bien-être individuel et collectif. Jusqu'à quel point le régime politique-soviétique a-t-il réalisé le programme de Karl Marx (p. 150, Loriot)?



f) Dans quel secteur du modèle ci-dessus se trouve le régime politique-économique de l'U.R.S.S.

i. Selon le point de vue des pays occidentaux?
ii. Selon le point de vue soviétique?

g) D'après les données de cette activité, montrer en quelques phrases qu'il y a une relation significative entre un régime politique socialiste et une économie contralisée.

h) Lire pp. 155-156 de Loriot et la Fiche 28: **La Hongrie flirte avec la libre entreprise.**

Discuter des raisons pour lesquelles le communisme ne s'est pas répandu à travers le monde, tel qu'envisagé par Marx.

LA PLANIFICATION EN U.R.S.S.

Les méthodes employées par Joseph Staline en vue de régler les problèmes économiques des années trente ne pouvaient pas être utilisées indéfiniment. On ne pouvait attendre du peuple, par exemple, qu'il renonce indéfiniment aux produits de luxe et aux biens essentiels, alors que l'Union Soviétique développait sa puissance militaire et industrielle.

Tandis que l'industrie soviétique devenait de plus en plus importante et complexe, les planificateurs à Moscou éprouvaient de plus en plus de difficulté à déterminer comment les objectifs du gouvernement pourraient être réalisés. En fait, selon certains critiques de la planification centrale, les planificateurs n'auront jamais suffisamment d'informations pour concevoir des stratégies économiques efficaces, puisque la réalité économique est beaucoup trop complexe pour être saisie par une personne, ou même un groupe de personnes.

D'autres théoriciens ne sont pas d'accord avec cette idée. Oskar Lange, par exemple, croit que si un comité de planification centrale établissait les prix pour tous les biens et les services, il saurait ce que les gens voudraient en se basant sur la quantité de chaque article qui serait acheté. Dans cette étude, nous examinerons comment l'économie soviétique contemporaine traite les trois questions économiques fondamentales: quoi produire, comment et pour qui.

L'Article II de la constitution soviétique affirme que: "la vie économique en U.R.S.S. est déterminée et dirigée par le plan économique de l'État". La concurrence, comme nous la connaissons au Canada, n'existe pas en Union soviétique. L'État possède pratiquement toute la terre, contrôle les moyens de transport, les finances, les productions industrielles et le commerce international. Il est responsable d'au-delà de 90% des magasins de détail de la nation. Bien que les citoyens soviétiques puissent posséder autant de vêtements, de téléviseurs, d'automobiles et d'autres biens de consommation qu'ils ont les moyens de s'acheter, ils ne peuvent pas ouvrir leurs propres magasins, ni être propriétaires d'une ferme, ni encore acheter

des actions dans une entreprise. On peut décrire le système économique soviétique comme un monopole gouvernemental gigantesque qui englobe toute la nation.

Toutes les décisions majeures en matière de politique économique sont prises par le gouvernement et non pas, par les firmes individuelles elles-mêmes. La plupart des entreprises soviétiques, à l'encontre de ce qui se pratique au Canada, ne vendent pas leurs produits aux autres firmes. Au lieu de cela, les comités de planification du gouvernement déterminent à quelles firmes les produits seront vendus, en quelles quantités et à quels prix.[1]

Les biens de consommation concurrentiels sont quelquefois fabriqués par différentes compagnies, mais si une compagnie fabrique un meilleur produit qu'une autre, le gouvernement demande à cette dernière d'adopter la technique qu'emploie l'usine la plus efficace. Les profits appartiennent à l'État plutôt qu'aux entreprises individuelles. Quelques usines subissent continuellement des pertes d'opération, mais elles sont supportées par les profits des autres entreprises.

Les planificateurs trouvent qu'il est difficile d'établir exactement quels sont les biens que les personnes achèteraient si elles en avaient le choix. Aujourd'hui, on accorde plus d'importance à la production de produits de luxe comme les automobiles, les téléviseurs et l'ameublement. Puisque les études de marché sont encore à leur tout début en Union soviétique, les économistes soviétiques observent fréquemment ce que les autres nations européennes achètent et essaient, alors, de produire des biens similaires. Cependant, toutes les décisions majeures concernant la répartition des ressources rares entre les biens de consommation et les besoins industriels et militaires, sont prises par le parti communiste.

---

[1] Malheureusement, ce plan ne réussit pas toujours en pratique. De sorte que plusieurs entreprises font souvent du commerce entre elles avec l'aide de personnes que l'on appelle les "expéditeurs". Ce commerce est considéré comme étant officiellement illégal, mais la loi n'est jamais appliquée.

LES PRIX ET LEURS USAGES

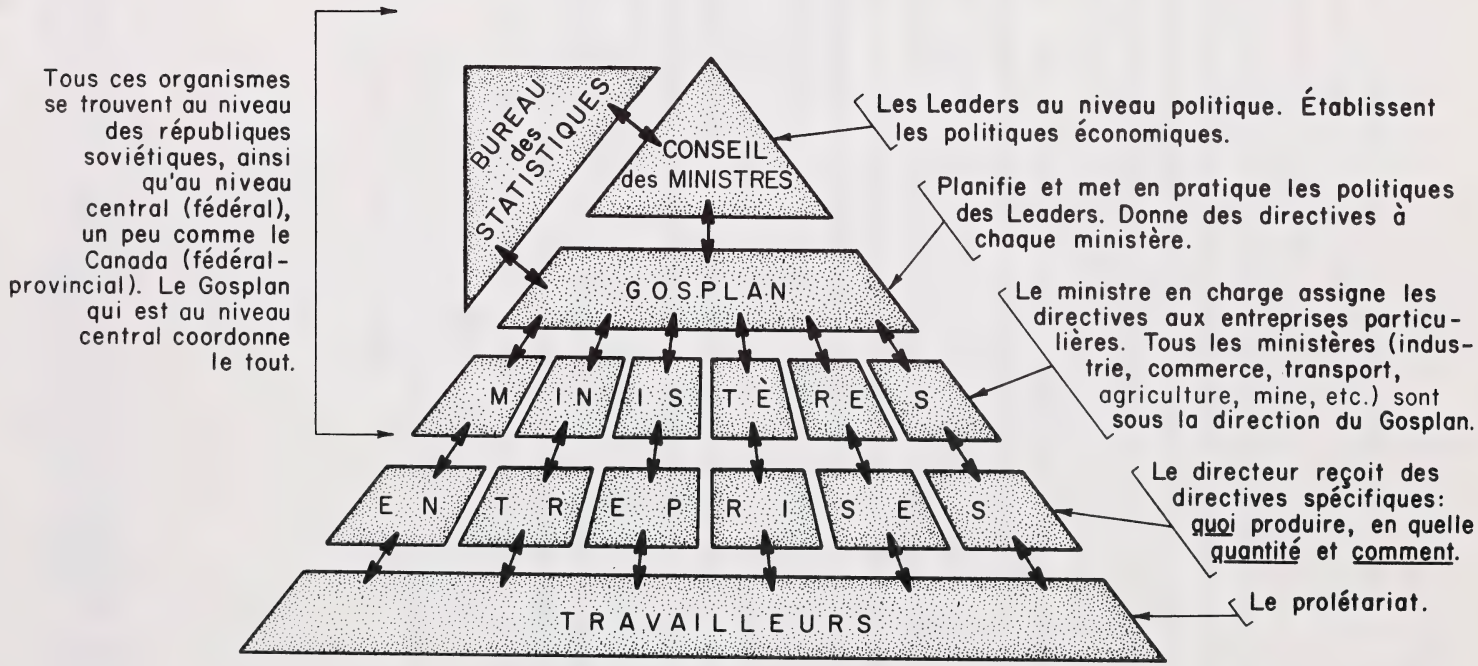
Bien que les consommateurs demeurent libres d'acheter les biens qu'ils ont les moyens de se procurer, la demande n'influence que partiellement l'offre. Le gouvernement soviétique se sert du contrôle qu'il exerce sur les prix pour réaliser ses objectifs. Par exemple, les livres scolaires sont vendus à un prix très bas en vue de promouvoir l'éducation, ainsi que les vêtements d'enfants qui se vendent également à un prix peu élevé, dans le but d'encourager les grandes familles. Par contre les prix de produits qui sont considérés comme étant socialement moins désirables, comme par exemple la vodka, sont très élevés, en vue de réduire leur consommation. Un autre objectif du gouvernement soviétique, c'est de réduire l'inégalité entre les différents niveaux de revenus. Pour en arriver à un tel résultat, le gouvernement établit des prix très bas pour les biens essentiels comme la nourriture et les vêtements, puisque ces dépenses constituent une grande proportion du revenu gagné par la classe la plus faible. Par contre, les prix des biens de luxe achetés par la classe à revenus élevés comme par exemple, les denrées alimentaires de luxe et les automobiles, sont très élevés. De cette manière, le parti communiste exerce une certaine influence sur ce qu'achètent les citoyens, en se basant sur ce qu'il perçoit comme étant les meilleurs intérêts de la nation. Il est bon de noter également que les dirigeants soviétiques sont souvent dissuadés d'augmenter le prix de la nourriture et des vêtements pour parer à l'éventualité que le peuple ne se décide un jour à tenir une grève de protestation.

Traduit de: A. Baldwin and W. Calder. **Ideologies.** McGraw-Hill Ryerson. Scarborough, Ontario. 1982. (pp. 222-223)

LA PLANIFICATION CENTRALE EN U.R.S.S.

Organisation de la production

(Quoi produire? Comment? et Pour qui?)



Nous avons défini l'économie basée sur l'entreprise publique, comme étant une économie dans laquelle toute propriété productive appartient à l'État. L'Union soviétique, ainsi que quelques autres nations en Europe et en Asie,[1] et Cuba en Amérique centrale, se rapprochent de cette condition. Dans ces pays, presque toute la terre et tout le capital appartiennent au gouvernement. Ces pays appellent leurs économies "socialistes." Nous les appelons fréquemment des économies "communistes" ou des économies de type "soviétique", afin de les distinguer des pays qui n'ont adopté que quelques mesures socialistes, telles que la nationalisation du système de transport. Cette section décrit les caractéristiques principales du système économique de l'U.R.S.S.

LES CARACTÉRISTIQUES FONDAMENTALES DE L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

L'économie soviétique vit le jour à la suite de la révolution d'octobre de 1917. Les Bolchéviques établirent la première économie "socialiste" mondiale en éliminant pratiquement toute propriété privée et en contrôlant les moyens de production (la terre et les biens d'équipement). Toutefois, ils n'avaient aucune expérience en ce domaine (puisqu'ils étaient les premiers à administrer toute une économie). Ils ne trouvèrent pas, non plus, beaucoup de conseils dans les oeuvres de Karl Marx, qui avait écrit davantage sur le capitalisme et sur son effondrement imminent, mais qui n'avait fait que quelques commentaires généraux concernant l'économie socialiste (ou l'économie communiste). L'économie soviétique s'est donc développée petit à petit, en fonction d'un procédé d'expérimentation. Elle se développe toujours d'ailleurs, aux niveaux de la grandeur et de la forme. Elle continuera à se transformer dans l'avenir.

Quoi qu'il en soit, les caractéristiques principales de l'économie soviétique, telles qu'elles existent dans les années 1980, n'ont pas changé fondamentalement depuis les

---

[1] L'Albanie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie, la Chine populaire, la Mongolie, la Corée du Nord, le Viêt-nam.

années 1930. Dans le diagramme de la page 51, l'Union soviétique serait située dans le troisième quadrant (au sud-ouest), au coin près du point 3. En d'autres mots, il s'agit essentiellement d'un régime dictatorial et d'une économie fondés principalement sur l'entreprise publique. Bien entendu, elle n'est pas située sur le point 3, parce qu'il s'agit d'une société située dans le monde réel, et non pas d'un système idéal "pur".

Le système économique soviétique représente un mélange de deux principes: la planification centrale (le principe du "dirigisme") et le marché. Cependant, le rôle que jouent les forces du marché est très limité et d'un type tout particulier. Les planificateurs soviétiques acceptent, en fait, l'importance que jouent les "incitations matérielles" dans la vie des travailleurs.

Cette acceptation implique deux choses très importantes. Premièrement, il existe un certain degré de liberté qui est très significatif quant au choix d'un métier[2]. Les travailleurs sont recrutés à l'intérieur de différents métiers, industries et emplacements géographiques, en fonction des différences de salaires telles qu'établies par les planificateurs. Comme nous le verrons, la plupart des prix, ce qui inclut les salaires sont, en fait, déterminés par les planificateurs. Deuxièmement, pour que les salaires incitent les travailleurs, il existe beaucoup de liberté en ce qui concerne l'achat de biens de consommation et de services. (Les salaires sont pratiquement la seule source de revenu du citoyen soviétique. Les exceptions seront mentionnées plus tard.) Par conséquent, en décidant quels sont les biens de consommation et les services qui seront produits, les planificateurs soviétiques tiennent compte des préférences des consommateurs.

Toutefois, comme nous l'avons déjà mentionné dans le paragraphe précédent, le rôle que jouent les forces du marché est très limité. Il est vrai que les consommateurs soviétiques sont libres d'acheter ce qu'ils veulent en fonction du choix de biens et de services qui est disponible. Cependant, les planificateurs outrepassent la "souveraineté du consommateur" de trois manières différentes.

---

[2] Il y a eu évidemment des exceptions, par exemple, le fameux système du camp de travaux forcés, qui atteignit des proportions monstrueuses sous la dictature de Staline.

Premièrement, certains biens et services ne sont, tout simplement, pas produits légalement par les entreprises soviétiques. A titre d'exemple, on peut inclure les articles religieux, la littérature interdite, et jusqu'à récemment, les blue-jeans, la musique rock, et le chewing-gum. Dans la mesure où la demande de tels biens demeure insatisfaite, les forces du marché apparaissent au sein de la soi-disant "deuxième économie": l'économie illégale ou demi-légale. (L'existence d'une "deuxième économie" est bien connue, quoiqu'il soit plutôt difficile de mesurer son ampleur.) Bien entendu, il existe aussi des biens illégaux au Canada, comme la marijuana, mais l'éventail des biens qui sont produits illégalement est beaucoup plus important en Union soviétique qu'il ne l'est au Canada.

Deuxièmement, certains biens sont produits légalement mais leurs prix, qui sont déterminés par les planificateurs, sont tellement bas qu'il existe des pénuries. La liberté de choisir est alors remplacée par une forme quelconque de rationnement, qui n'est pas basée sur les prix. Le rationnement formel (par exemple, les cartes de rationnement) ainsi que le rationnement informel (les étagères vides), ont toutes les deux été utilisées en Union soviétique. Ainsi, à titre d'exemple on peut inclure le rationnement des appartements, des automobiles ou de la viande. Le rationnement n'est, toutefois, pas un phénomène inconnu au Canada, mais il n'est utilisé qu'occasionnellement, comme par exemple, en temps de guerre.

Nous devrions noter en passant qu'il existe également des surplus de biens de consommation en Union soviétique. Il s'agit d'un développement assez récent. Avant, disons, les années soixante, les consommateurs soviétiques étaient si privés de biens de consommation qu'ils achetaient pratiquement tout ce qui était disponible dans les magasins. Au cours des deux dernières décades, cependant, leurs revenus ont augmenté et ils sont devenus, par conséquent, plus difficiles à satisfaire à l'égard des biens qu'ils achètent. De sorte que, lorsque les prix de certains biens de consommation sont fixés à un niveau trop élevé, les consommateurs refusent tout simplement de les acheter. Par exemple, certains vêtements des années 1970 sont considérés par les consommateurs soviétiques plus raffinés et ceux des années 1980 comme étant démodés. Par contre, les producteurs canadiens, faisant face à une demande faible de leurs produits, seraient forcés de baisser leurs prix ou encore de cesser leur production car ils sont guidés par les profits et les pertes. Mais l'économie sovié-

tique est une économie sans profits et sans pertes. La production de biens qui ne sont pas en demande peut, parfois, se poursuivre pendant longtemps avant que les planificateurs ne décident de modifier leurs plans.

La troisième façon dont les planificateurs outrepassent la souveraineté du consommateur est, de loin, la plus importante. Les planificateurs soviétiques déterminent quels sont les biens de consommation qui seront produits et en quelle quantité. Ils établissent, alors, le prix de chaque bien de façon à se rapprocher le plus possible du prix d'équilibre du marché. Ce qui veut dire, qu'ils essaient d'établir les prix de manière à ce que la demande des consommateurs soit équivalente à l'offre déterminée par les planificateurs. Ainsi, les prix sont utilisés par les planificateurs comme un moyen pour influencer ce qu'achète le consommateur, mais non pas comme un moyen pour les consommateurs d'influencer les producteurs. Les décisions concernant la quantité de biens à produire sont encore aujourd'hui les décisions les plus importantes dans le cadre du système de planification soviétique. Par exemple, les planificateurs ont essayé, pendant longtemps, d'augmenter la production de la viande et de produits laitiers. C'est seulement après avoir manqué leur objectif qu'ils sont venus à bout du problème en augmentant les prix de tels produits, et en les rationnant (en procédant principalement par la tactique des "étagères vides"). Il est beaucoup plus facile d'augmenter la quantité de volumes des oeuvres complètes de Brejnev ou de Marx. Toutefois, puisque la lecture de ces oeuvres est plutôt ennuyeuse, leurs prix sont fixés à un niveau très bas, probablement en-dessous des coûts de production, et cela afin d'encourager leur vente. Une fois que les prix sont établis, ils tendent à demeurer les mêmes pendant très longtemps.

L'ORGANISATION DE L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

L'économie soviétique ressemble à une entreprise gigantesque employant des millions de travailleurs et produisant des millions de produits. Son administration au sommet est composée d'un petit groupe des chefs politiques de l'État soviétique et du parti communiste. Ces personnes prennent les décisions majeures en ce qui concerne les politiques économiques.

En-dessous de ce niveau administratif où se décident les politiques économiques, il y a un groupe d'organismes dont la fonction est d'expliquer bien clairement les détails des politiques économiques, et d'administrer le système de planification économique. Parmi ces organismes, l'on peut mentionner la Commission de planification de l'État (ou le nom russe en abrégé Gosplan) et l'Administration statistique centrale.

L'entreprise représente l'unité opérationnelle de base dans l'industrie, le commerce, ou la construction. Son équivalent dans l'agriculture, c'est la ferme d'État. Les administrateurs de ces unités sont nommés par les autorités économiques supérieures, auxquelles ils sont subordonnés. Par exemple, le directeur d'une aciérie serait choisi par le ministère de la Sidérurgie à Moscou. Le directeur d'une mine de charbon en Ukraine serait désigné par le ministère ukrainien de l'Industrie houillère à Kiev. Et l'administrateur d'un grand magasin à Odessa serait nommé par le bureau du commerce municipal à Odessa.

L'agriculture soviétique est un secteur de l'économie où il existe d'autres formes d'entreprises importantes. En plus des fermes d'État, l'on peut inclure les fermes collectives, les terrains privés appartenant à l'État et les travailleurs des fermes collectives. Une ferme collective, c'est nominalement une coopérative, gérée par un président élu d'une manière formelle par les membres de la ferme. En 1980, 26,000 fermes collectives exploitaient 45% de la terre cultivée. Il y avait 21,000 fermes d'État et elles exploitaient 53% de la terre cultivée.

L'ENTREPRISE PRIVÉE DANS LE CADRE DE L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

L'agriculture constitue un secteur de l'industrie soviétique où la propriété privée joue un rôle très significatif. Les membres des fermes collectives et des fermes d'État peuvent utiliser les petites parcelles de terre entourant leurs maisons. Sur cette terre, ils peuvent élever du bétail et cultiver à la fois pour leurs propres besoins et pour la vente sur les soit-disant "marchés des fermes collectives". Il s'agit de marchés "libres" qui sont situés dans toutes les villes russes, quelle que soit leur grandeur. Les produits de la ferme sont vendus sur ces marchés aux prix déterminés par l'offre et la demande. La quantité de terre qui peut être utilisée pour la culture privée est très modeste - elle représentait environ 3% de toute la terre cultivée en

1980. Sur leurs parcelles de terre privées, les travailleurs des fermes collectives ont le droit de posséder un nombre déterminé de têtes de bétail. En 1980, 20% du bétail, 30% des vaches laitières, 20% des porcs, et au-dessus de la moitié de tous les poulets, appartenaient aux fermiers possédant de la terre privée. Environ 30% de la valeur totale des produits agricoles provient de ce secteur privé. Les produits sont ceux qui exigent beaucoup de travail par rapport au montant de terre utilisée, comme la viande, les produits laitiers, les fruits et les légumes.

En théorie, l'entreprise privée est aussi permise dans les industries de services, les métiers et les professions. Toutefois, les dirigeants de ces entreprises ne peuvent employer que leur propre main-d'oeuvre et ne peuvent pas vendre de biens produits par quelqu'un d'autre. En pratique, les autorités soviétiques découragent l'entreprise privée même sur cette base très limitée, et il n'existe qu'un très petit nombre d'entreprises individuelles.

En plus de l'entreprise privée "légale", qui joue un rôle mineur, il existe un grand nombre d'entreprises privées "illégales" et "semi-légales". On connaît davantage, depuis quelques années, cette "deuxième économie" (la "première" étant l'économie officielle ou l'économie légale) depuis que l'Union soviétique permet à un grand nombre de ses citoyens d'émigrer à l'Ouest. Les entrepreneurs privés illégaux s'engagent dans de nombreuses activités très variées. Ces activités s'étendent de la production de biens entreprise par la "première" économie jusqu'aux activités qui seraient illégales, même dans les pays où règne l'entreprise privée. Prenons, à titre d'exemple de ces activités illégales, le commerce du tailleur. Ce n'est pas illégal d'être un tailleur ou une couturière et de travailler à son propre compte; mais c'est illégal de pratiquer un métier sans permis. Mais plusieurs personnes ne prennent pas de permis afin d'éviter le paiement de taxes élevées. A l'autre extrême, la plupart de la production de la "deuxième" économie est produite à partir de matériaux qui ont été volés aux entreprises d'État.

Bien entendu, les autorités soviétiques essaient de supprimer cette "deuxième" économie et, à certains moments, ils se sont même servis de pénalités très sévères, qui incluaient la peine de mort, pour punir les crimes de nature économique. En dépit de cela, la "deuxième" économie occupe toujours une place importante en Union soviétique.

LE PROCESSUS DE LA PLANIFICATION CENTRALE

La planification soviétique repose, tout d'abord, sur les décisions fondamentales en matière de politique économique, qui sont prises par les chefs politiques. Une fois qu'une telle décision a été prise, Gosplan prend la relève. Il ne remet pas en doute la sagesse de la décision. Sa tâche est d'identifier les implications de la décision au niveau des diverses industries et des entreprises.

Comment ce processus fonctionne-t-il? Pour commencer, Gosplan (qui est une grosse organisation employant des centaines d'économistes, de statisticiens et d'ingénieurs) possède une très bonne connaissance de l'économie soviétique. Il ajoute constamment à cette connaissance de l'information, fournie par l'Administration statistique centrale. Cette dernière amasse de grandes quantités de données sur la production, le travail, les biens d'équipement, les ressources naturelles, et ainsi de suite. Les entreprises soviétiques ne sont pas supposées cacher quoi que ce soit à l'Administration statistique. La décision d'augmenter, par exemple, la production du courant électrique représente beaucoup plus qu'une simple augmentation de la capacité des usines d'électricité et des lignes de transmission. Pour la construction des usines d'électricité, il faudra du ciment, des briques, de l'acier, des grues, des outils et matériaux de terrassement, différentes sortes de main-d'oeuvre, et ainsi de suite. C'est la fonction de Gosplan d'évaluer quelles quantités de ces articles seront requises. Par exemple, les besoins en ciment seront estimés à un certain nombre de tonnes. La production de cette quantité de ciment exigera peut-être une augmentation de la capacité de production de la cimenterie. Mais une augmentation de cette capacité exigerait plus de briques, d'acier, de main-d'oeuvre, et d'autres choses incluant le ciment. Gosplan doit tenir compte de toutes les implications de ces politiques économiques qui ont été déterminées par les chefs politiques, et préparer une série d'objectifs pour l'économie.

Bien entendu, les ressources sont limitées en Union soviétique comme elles le sont partout ailleurs. La planification centrale ne peut évidemment pas éliminer la pénurie des ressources. En établissant des objectifs, les planificateurs doivent équilibrer les demandes en vertu des ressources disponibles. S'ils ne réussissent pas à atteindre ce but, quelques-uns de leurs objectifs ne pourront pas être réalisés. Ceci rendra

impossible l'exécution d'autres objectifs, et ainsi de suite. En effet, l'économie soviétique ne réussit pas souvent à exécuter ses plans. Typiquement, lorsque tous les plans ne peuvent être réalisés, les planificateurs ont recours à une solution qui repose sur un système de priorités. L'équipement militaire et les industries lourdes ont une haute priorité. Leurs plans sont exécutés. La consommation, de l'autre côté, a peu de priorité. Lorsque les ressources ne peuvent répondre à tous les besoins du plan, elles sont tranférées des industries peu prioritaires aux industries fortement prioritaires.

Lorsque Gosplan a défini sa série d'objectifs, il n'a terminé que la première ébauche du plan. La seconde étape consiste à décomposer le plan, en fonction des objectifs de chacune des divisions de l'économie. Par exemple, l'objectif concernant la production du ciment irait directement au ministère de la Construction. Ce ministère dispose de l'information concernant les cimenteries situées partout dans le pays. Sa fonction est de décomposer cet objectif global en un certain nombre de sous-objectifs et de les confier aux cimenteries particulières. L'administrateur de chacune de ces cimenteries reçoit l'objectif qui doit être atteint par sa cimenterie. Après avoir étudié l'objectif qui lui a été confié, il peut constater que cet objectif ne peut être réalisé, à moins que la capacité de production de sa cimenterie ne soit augmentée. Sa responsabilité, par conséquent, c'est de déterminer les besoins additionnels de main-d'oeuvre, de la machinerie, des édifices et ainsi de suite, pour réaliser son objectif.

Tous les administrateurs de toutes les usines examinent les objectifs qui leur ont été confiés et font connaître, dans leurs rapports à leurs ministères respectifs, tout ce dont ils ont besoin, par exemple, la main-d'oeuvre, les machines, etc., pour réaliser leurs objectifs. Les ministères, à leur tour, font parvenir cette information à Gosplan. Gosplan fait alors les modifications nécessaires au plan principal. Quelques objectifs seront réduits alors que d'autres seront augmentés. Éventuellement, les plans, qui ont été revisés, sont retournés à chacune des usines, qui se mettent, alors, au travail afin de les réaliser.

Qu'est-ce qui incite les administrateurs et les travailleurs soviétiques à travailler pour exécuter le plan? La réponse à cette question repose sur les encouragements

matériels. Dans le cadre de l'économie planifiée, idéalisée dans la première partie de ce chapitre, tous les travailleurs et administrateurs reçoivent simplement des ordres émanant du pouvoir central de planification et obéissent à ces ordres. Tout fonctionne facilement. Les administrateurs et les travailleurs sont "parfaits", tout comme des robots programmés. Ils ne sont pas comme les hommes et les femmes du monde réel, dont le comportement au travail est influencé par plusieurs choses qui incluent, par-dessus tout, les encouragements matériels tels que les salaires, les promotions, les idemnités ou encore, les inquiétudes à propos de la perte de son emploi.

Les administrateurs et les travailleurs soviétiques sont des hommes et des femmes qui appartiennent au monde réel. Par conséquent, ils doivent être encouragés à l'aide d'incitations matérielles. Ce qui signifie, qu'il doit y avoir une façon d'évaluer la performance, de manière à ce qu'une bonne performance soit reconnue et récompensée. En général, la performance des travailleurs et des administrateurs canadiens est évaluée d'après leur contribution aux profits.[3]

En Union soviétique, on ne se base pas sur le critère du profit, mais sur l'habileté à réaliser le plan. Cette différence, quant au critère, mène à des différences au niveau des résultats, comme nous aurons l'occasion de le constater.

Les profits (et les pertes) jouent un rôle relativement insignifiant dans les opérations d'une entreprise soviétique. Afin de comprendre comment opère l'économie soviétique, il est nécessaire de trouver pourquoi il en est ainsi. Le prix auquel une entreprise soviétique livre son produit à une autre entreprise est basé sur le coût de production par unité du produit. Le coût de production représente la moyenne des coûts de toutes les entreprises qui produisent ce produit. Puisqu'il s'agit d'une moyenne, quelques entreprises font un profit, quelques-unes arrivent au point mort, alors que

---

[3]Un grand nombre de travailleurs et d'administrateurs canadiens sont employés par des organisations à but non-lucratif - par exemple, les fonctionnaires appartiennent tous à cette catégorie. Leur performance est évaluée, par conséquent, en fonction d'autres indicateurs. Cependant, l'existence d'un secteur privé important au Canada a des répercussions importantes dans le secteur public. La performance des fonctionnaires peut être comparée à celle des employés qui possèdent des qualifications similaires dans le secteur privé.

d'autres subissent des pertes. Quelles que soient les raisons qui sont avancées pour que l'on fasse des profits ou que l'on subisse des pertes (une administration ou des travailleurs plus ou moins efficaces, de la machinerie et de l'équipement des plus perfectionnés ou les plus inadéquats qui soient, de la meilleure terre ou de la terre de mauvaise qualité, etc.), les administrateurs soviétiques ne s'intéressent pas tellement à cet aspect de leurs opérations. Si ces entreprises font beaucoup de profits, elles devront en verser la plus grande partie sous forme de taxes. Si elles subissent des pertes, elles recevront une subvention de la part du ministère des Finances.

Ce qui est important à noter, c'est le fait que les récompenses matérielles accordées aux administrateurs et aux travailleurs reflètent leur habilité à exécuter le plan plutôt que leur capacité à faire un profit. Nous avons montré plus haut la méthode par laquelle le plan d'une entreprise est formulé. La partie la plus importante du plan, c'est l'objectif de production. Les primes, les promotions et d'autres récompenses accordées aux administrateurs et aux travailleurs dépendent de la réalisation de l'objectif. En plus de l'objectif de production, le plan d'une entreprise renferme d'autres objectifs, par exemple, le montant de salaires à payer, la quantité de matériaux à utiliser et même les profits que l'on doit faire (ou les pertes que l'on doit subir). Mais l'objectif de production demeure le plus important, puisque les récompenses accordées aux administrateurs et aux travailleurs sont étroitement liées à cet objectif. Si l'objectif de production est atteint, ils reçoivent une prime. S'il est non seulement atteint mais également dépassé, ils reçoivent une plus grande prime.

Traduit de: T. L. Powrie. **Political and Economic Systems.** Academic Press. Don Mills, Ontario. 1985. (pp. 90-98)

LES PLANS QUINQUENNAUX

Après la mort de Lénine en 1924, une division est apparue au sein du parti communiste entre ceux qui croyaient que la nation devrait s'industrialiser lentement et ceux qui voulaient accélérer, à la fois, l'instauration de l'industrialisation et du socialisme.

A cette époque, il y avait environ 25 millions de fermes en Union soviétique. De 5 à 8 millions de familles paysannes étaient tellement pauvres qu'elles devaient labourer leurs terres à l'aide de charrues en bois, et qu'elles devaient louer de l'équipement et des animaux des riches fermiers. Ces fermiers plus prospères (les Kulaks) se chiffraient à environ un million. L'État se fiait aux Kulaks pour approvisionner les villes en nourriture, mais les Kulaks refusaient de livrer leurs surplus de grain en raison des prix peu élevés qui avaient été établis pour les produits agricoles. De plus, le gouvernement disposait de très peu d'argent pour importer la machinerie qui s'avérait nécessaire pour l'industrialisation, et les nations occidentales refusaient de donner de l'aide financière à l'U.R.S.S. L'Union soviétique avait besoin de surplus agricoles pour défrayer le coût des produits importés et nourrir les travailleurs industriels. Malheureusement, la plupart des fermes étaient si petites (2,02 hectares par famille) ou si pauvres qu'elles pouvaient à peine subvenir aux besoins des fermiers. Les Kulaks étaient les seuls qui pouvaient fournir les surplus nécessaires à l'exportation, mais ils voulaient recevoir des prix plus élevés pour leurs produits et obtenir des produits manufacturés à meilleur prix. Toutefois, l'industrie était très jeune et donc, incapable de fabriquer une grande variété de produits peu coûteux. Pour être en mesure de nourrir ses ouvriers et de s'industrialiser rapidement, la nation qui luttait pour sa survie devait adopter des méthodes plus efficaces au niveau de l'agriculture et de la production en usine. Mais comment en arriver là?

En 1928, Joseph Staline, le nouveau chef de l'U.R.S.S., déclarait que le taux d'industrialisation devait être augmenté à tout prix. Cette nouvelle politique avait été conçue en vue de ranimer l'esprit du parti communiste. Il croyait qu'un pays industriel libérerait la population des entraves de la pauvreté et de la misère, mais chose

encore plus importante, cela permettrait à l'Union soviétique de se défendre contre les nations européennes occidentales dans une guerre que Staline considérait comme inévitable. Staline affirmait que l'industrialisation était essentielle au socialisme et à la préservation de la nation:

"Le problème de l'industrie lourde est plus difficile à régler et il est, de loin, le plus important. Il est **plus difficile** à régler parce qu'il demande d'énormes investissements et, comme l'histoire des pays peu avancés sur le plan industriel l'a démontré, l'industrie lourde ne peut être développée sans l'existence de prêts à long terme considérables. C'est de loin le problème le **plus important**, puisqu'à moins que nous ne développions une industrie lourde, nous ne pourrons construire aucune industrie quelle qu'elle soit, pas plus que nous ne pourrons mener à terme l'industrialisation. Et comme nous n'avons jamais reçu, ni ne recevons présentement, que ce soient des prêts à long terme ou encore du crédit pour une période de temps suffisamment longue, l'intensité du problème devient plus évidente. C'est précisément pour cette raison que les capitalistes de tous les pays refusent de nous accorder des prêts et du crédit. Ils croient que, laissés à nous-mêmes, nous ne pourrons faire face au problème d'accumulation, que nous sommes destinés à échouer dans la tâche de reconstruire notre industrie lourde, et que nous serons contraints, à la fin, de nous présenter humblement devant eux et de nous vendre en esclavage."[2]

Le 1er octobre 1928, un plan quinquennal était préparé par la commission de planification de l'État pour exécuter la politique de Staline. Les objectifs fondamentaux de ce plan quinquennal étaient de promouvoir l'expansion du secteur national de l'industrie lourde, afin qu'il puisse fournir de la machinerie industrielle, des moyens de transport et des armes militaires; d'introduire la technologie moderne; d'éliminer la plupart des fermes et créer à leur place des fermes coopératives et des fermes d'État, d'éliminer l'entreprise privée et de rendre l'U.R.S.S. indépendante.

---

[2] Tiré de: J.V. Stalin, **A Year of Great Change (On the Occasion of the Twelfth Anniversary of the October Revolution** et **Problems of Agrarian Policy in the USSR (Speech Delivered at the Conference of Marxist Students of the Agrarian Question, December 27, 1929)**, dans **Problems of Leninism,** Moscow: Foreign Languages Publishing House, 1940, pp. 294-298, 302-305, 308-309, 325-326. Cité dans Daniel R. Brower (ed.), The Soviet Experience: Success or Failure? New York: Holt, Rinehart et Winston, 1971, p. 28.

Le plan fut déclaré complet seulement après quatre ans et trois mois, et un deuxième plan quinquennal fut mis en place de façon à continuer l'industrialisation de l'Union soviétique. A la fin de cette décennie, la base industrielle était bien établie et l'U.R.S.S. se classait au quatrième rang dans le monde en termes de production industrielle. En l'espace de quatre ans, le nombre d'ouvriers industriels était passé de trois à six millions. Le taux d'analphabétisme avait diminué de 80% à 10%. Si bien qu'en 1934, l'Union soviétique produisait plus de saumon de fonte et d'acier que la Grande-Bretagne. Au cours du premier plan quinquennal, la production de pétrole avait doublé, celle de l'électricité avait augmenté de 550%, la production des machines s'était accrue de 400% et de nouvelles industries, telles que les industries de caoutchouc synthétique, des plastiques et de l'aéronautique, avaient été établies. Le pourcentage de fermiers vivant sur les fermes coopératives et les fermes d'État était passé de 1,7% en 1928 à 61,5% en 1932, pour finalement en arriver à 93,5% à la fin de 1938. Selon Nikolai Baibakov, les premiers plans quinquennaux ont transformé l'Union soviétique en une puissance industrielle majeure:

"Le pays fut lancé fermement sur la voie du développement industriel. Le succès que connut l'industrie socialiste créa les prérequis qui étaient essentiels pour le contrôle planifié de l'agriculture et prépara les conditions nécessaires à l'introduction du collectivisme... Le succès que remporta le socialisme dans tous les secteurs économiques permit l'amélioration du niveau de vie de la population; le chômage, fléau des travailleurs dans les pays capitalistes, disparut."[3]

Cette croissance industrielle phénoménale ne fut pas réalisée sans quelques sacrifices. L'orientation de la production vers l'acier, les tracteurs, les chemins de fer et l'hydroélectricité signifia que les besoins du consommateur étaient largement ignorés. La production d'un nombre suffisant de chaussures, de vêtements et de logements fut remise à une date ultérieure. Les pénuries furent justifiées en vertu des gains futurs.

Traduit de: A. Baldwin and W. Calder. **Ideologies.** McGraw-Hill Ryerson. Scarborough, Ontario. 1982. (pp. 216-217)

---

[3] Baibakov, **Economic Planning**, p. 46.

AVANTAGES ET DÉSAVANTAGES D'UNE ÉCONOMIE CENTRALISÉE

Le degré d'importance que l'on accorde à la production représente une des causes majeures de l'inefficacité de l'économie soviétique. Six problèmes se présentent.

Premièrement, il s'agit d'un objectif de production. Une fois que l'objectif de production est achevé, les producteurs obtiennent leur prime, même si les consommateurs refusent d'acheter le produit. Il n'y a rien par conséquent qui incite à interrompre la production d'un produit dont personne ne veut.

Deuxièmement, le degré d'importance que l'on attribue à la production mène au manque d'attention aux coûts de production, tels que la main-d'oeuvre, l'équipement et les matériaux. Il n'y a rien qui encourage la réduction des coûts de production.

Troisièmement, plus il existe de ressources disponibles pour atteindre l'objectif de production, plus l'exécution de l'objectif est facile. Il existe, donc, une raison pour exagérer la demande en main-d'oeuvre, en matériaux, etc., et même une motivation pour les "accumuler".

Quatrièmement, l'introduction d'une nouvelle technologie (de nouvelles méthodes de production) fait en sorte que la production réelle soit temporairement moins élevée que la production visée. Il s'agit donc d'une bonne raison pour résister au changement technologique.

Cinquièmement, plus l'objectif de production est bas, plus il est facile de l'atteindre. Ainsi, il est avantageux pour les administrateurs de dissimuler la capacité productive de leurs entreprises et de tenter de recevoir un objectif qui soit le moins exigeant possible.

Finalement, les primes sont payées d'après la production qui a été déclarée, et non pas nécessairement en fonction de la production réelle. Ce qui ne mène pas nécessaire à déclarer une production qui n'a jamais été produite. Mais cela pourrait, en

effet, conduire à la déclaration comme production d'articles qui sont défectueux, et qui devraient en fait être mis au rancart.

Bien entendu, les planificateurs soviétiques n'ignorent pas ces défauts et, au cours des années, ils ont essayé de modifier le système en vue de le rendre moins vulnérable. En effet, depuis les années soixante, ils ont commencé prudemment à diminuer l'importance de l'objectif de production et à augmenter l'importance des objectifs, comme les ventes et les profits. Toutefois, le progrès de telles réformes est lent et, jusqu'à présent, les résultats ne sont guère encourageants.

L'ÉVALUATION DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE SOVIÉTIQUE

Depuis la Révolution d'octobre, et tout spécialement depuis le début de l'industrialisation des années trente, l'économie soviétique a progressé énormément. Dans les années vingt, l'Union soviétique était un pays relativement sous-développé. L'industrie était faible et peu développée, et des millions de paysans vivaient d'une manière précaire sur de petites fermes, utilisant des méthodes de culture primitives. Aujourd'hui, l'Union soviétique est l'une des deux superpuissances mondiales et la deuxième plus grande économie au monde. Selon une évaluation, le produit national brut soviétique (PNB) en 1978 était estimé à 1046,6 millions en dollars américains. Il était surpassé seulement par le produit national brut des États-Unis (2106,9 millions en dollars américains).

Cependant, l'Union soviétique et les États-Unis possèdent, toutes les deux, de grandes populations. Si nous tenons compte de la population et considérons le PNB "per capita", le portrait change considérablement. Les chiffres suivants montrent le PNB per capita pour l'Union soviétique et pour sept autres pays, en 1979. Les montants ont été calculés en dollars américains par la Banque mondiale, une organisme de l'Organisation des Nations unies.

---

[1] Le produit national brut est une mesure économique de la production ou du revenu d'un pays. Pour une définition complète, voir le lexique à la fin de ce cahier.

PAYS	PNB PER CAPITA (1979)
Union soviétique	4110 $
Canada	9650
États-Unis	10820
Royaume-Uni	6340
France	9940
Japon	8800
Kuwait	17270
Chine populaire	230

Des chiffres tels que ceux-ci semblent très approximatifs. Quoi qu'il en soit, ils nous donnent une idée de la situation relative de l'Union soviétique. Il s'agit d'une situation moyenne. Celle-ci est de beaucoup meilleure à la situation des pays sous-développés, mais elle est également pire que la situation des pays capitalistes avancés.

En 1978, l'Union soviétique a dépensé un montant équivalent à 31% de son PNB sous forme d'investissements en biens capitaux (ce qui veut dire, usines, machines et d'autres biens d'équipement qui sont nécessaires pour augmenter la production).

Ce niveau d'investissement était plus important que celui de n'importe quel pays capitaliste, à l'exception du Japon qui a investi également 31% de son PNB. Il était de 22% au Canada, 19% aux États-Unis, 22% en France, et 19% au Royaume-Uni.

Cette proportion élevé d'investissements explique pourquoi l'économie soviétique s'est développée si rapidement dans le passé, en dépit de ses inefficacités. Au cours des années cinquante, le PNB soviétique a augmenté d'environ 5,5% annuellement. Au cours des années soixante, le taux de croissance du PNB a ralenti à environ 4,75% et au cours des années soixante-dix, il a ralenti encore davantage à environ 3,5%. Le succès qu'a connu la planification soviétique dans le maintien du plein emploi a également aidé à garder un taux de croissance élevé.

Les économies des pays capitalistes (à l'exception du Japon) ne se sont pas développées aussi rapidement que celles de l'Union soviétique. Quoi qu'il en soit, elles se sont développées assez rapidement en dépit de la proportion moins élevée d'investissements et de périodes où le taux de chômage était très élevé. Une manière d'expliquer cette situation, c'est que les pays capitalistes possèdent une plus grande aptitude que l'Union soviétique à engendrer et à répandre le progrès technologique.

La planification soviétique a beaucoup contribué à la croissance économique de l'U.R.S.S. L'investissement - la production de nouveaux biens d'équipement de toutes sortes - est un facteur vital à la croissance économique. Les chefs soviétiques ont accordé, sans exception, une importance considérable à l'investissement (et à la puissance militaire), et les techniques de la planification centrale ont assuré l'exécution de leurs priorités. La production qui a été sacrifiée, c'est celle des biens de consommation - la nourriture, les vêtements, les logis, les automobiles, et ainsi de suite. En raison de cette politique favorisant la production de biens de production au détriment des biens de consommation, la production a été plutôt disproportionnée. De sorte que l'Union soviétique s'est montrée capable d'entrer en concurrence avec les États-Unis dans l'espace, mais elle a éprouvé de grandes difficultés à nourrir et à loger sa population. Les avantages de cette politique sont supposés se faire sentir dans l'avenir. A mesure que la capacité productive de l'économie augmente, il y a une augmentation partout, ce qui inclut les biens de consommation.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, le taux de croissance de l'économie soviétique a ralenti au cours des deux dernières décennies. Une des raisons peut être attribuée aux sommes énormes qui sont investies dans le domaine militaire. Une autre raison semble être le fait que les vieilles techniques de planification, qui marchent assez bien dans le cadre d'une économie simple, sont encombrantes et inefficaces dans le cadre d'une économie beaucoup plus développée et complexe, telle que l'économie soviétique actuelle. A mesure que le nombre d'usines et de produits augmente et que la technologie progresse, il s'avère de plus en plus difficile de donner des directives très détaillées à chaque administrateur de chaque usine. Les erreurs administratives et le gaspillage des ressources deviennent de plus en plus difficules à éviter. Le ralentissement de la croissance économique peut aussi être expliqué par le fait que les ressources naturelles ne sont plus aussi disponibles

qu'elles ne l'étaient dans le passé. L'Union soviétique est encore, toutefois, un pays très riche en ressources naturelles. Mais ces ressources sont situées loin des marchés (par exemple, le pétrole et le gaz naturel en Sibérie), et il s'avère, par conséquent, très coûteux de les faire parvenir aux marchés.

Les chefs soviétiques ont tenté de résoudre ce problème. A partir du milieu des années soixante, ils ont introduit un certain nombre de changements à l'intérieur du système de planification. Le but de la plupart de ces changements était de faire disparaître les inefficacités dont nous avons discutés plus tôt. En général, les réformes économiques ont pris la direction d'un nouveau système de planification, qui repose moins sur les directives détaillées données aux administrateurs des fermes et des usines, et qui donne davantage de latitude aux administrateurs qui peuvent, alors, prendre sur les lieux leurs propres décisions. Avec moins de dirigisme, le nouveau système repose un peu plus sur l'influence indirecte des prix et des marchés.

EN RÉSUMÉ

Après les premiers désastres et les premiers retards, les chefs de l'U.R.S.S. ont établi, au cours des années trente, un système économique réalisable, basé sur l'entreprise publique et la planification centrale. Puisque ce système a permis aux chefs politiques d'augmenter l'investissement au détriment de la consommation, il a, d'une manière impressionnante, accéléré la croissance de l'économie soviétique.

La planification soviétique est très centralisée, Gosplan à Moscou étant l'âme de cette planification. Les chefs politiques prennent les décisions majeures; Gosplan s'occupe des objectifs qu'impliquent de telles décisions; divers ministères confient ces objectifs à beaucoup d'entreprises particulières. Les administrateurs de ces entreprises ne reçoivent pas seulement les objectifs de production, mais également les directives détaillées à propos des quantités et des types de matériaux et de ressources qu'ils devront utiliser. Les prix jouent un rôle mineur sauf dans la répartition des biens de consommation. L'entreprise privée est, pour ainsi dire, inexistante

si ce n'est en agriculture et dans le cadre de la "deuxième économie". Un tel système si centralisé est devenu de plus en plus difficile à administrer d'une manière efficace à mesure que l'économie s'accroît en grandeur et en complexité. Les chefs soviétiques essaient de nouvelles techniques de planification, qui reposent davantage sur les prix et les motivations économiques que sur les ordres directs.

Traduit de: T. L. Powrie. **Political and Economic Systems.** Academic Press. Don Mills, Ontario. 1985. (pp. 98-102)

LA HONGRIE FLIRTE AVEC LA LIBRE ENTREPRISE

Par Bradley Graham
BUDAPEST, Hongrie -
23 juin 1984

La direction politique de la Hongrie s'est lancée avec prudence dans une nouvelle phase de libéralisation industrielle. Ceci s'éloigne des deux principes socialistes qui étaient auparavant bien ancrés: que le ministre sait le mieux ce qui doit être fait, et que tous les salariés sont créés égaux.

Après plusieurs mois de discussion sur ce que les communistes intransigeants et les Soviétiques seraient prêts à tolérer, les chefs supérieurs du parti ont autorisé, en avril, des changements fondamentaux dans la façon dont les directeurs d'usines sont choisis et ont signalé que l'on supprimerait, encore davantage, le contrôle des salaires et des prix.

Ces actions sont considérées par les autorités comme des changements très significatifs, car on s'écarte d'une façon importante de l'économie planifiée pour se rapprocher de ce qui se pratique sur le marché libre. Avec l'effondrement du mouvement Solidarité en Pologne, la Hongrie a redoublé d'efforts pour trouver une meilleure alternative socialiste au modèle économique soviétique rigide. Elle est ainsi devenue le centre d'intérêt de ceux qui espèrent voir une poussée de libéralisation au sein du bloc soviétique.

Nulle part dans la résolution d'avril du Comité central du Parti communiste hongrois - le document clé autorisant les changements - n'est apparu le mot "réforme". Il n'y avait non plus aucune allusion aux améliorations "d'ensemble" du système, une expression qui était incluse dans les premières ébauches.

Au lieu de cela, la déclaration a décrit plutôt sèchement les nouvelles mesures comme "un développement plus poussé du système administratif économique", langage qui avait été clairement choisi pour éviter de donner l'impression que quelque chose de considérable, ou de radical, était sur le point de se produire. L'une des

marques du gouvernement de Janos Kadar, le chef du parti hongrois, est d'avoir évité d'alarmer les Soviétiques, alors qu'il manoeuvrait adroitement son petit pays, dépourvu de ressources et dépendant du commmerce, pour le faire entrer sur les marchés internationaux en adoptant les méthodes économiques occidentales.

Étant donné les tensions qui existent actuellement entre l'Est et l'Ouest et le rythme glacial qui caractérise l'activité du Kremlin à l'égard de tout changement économique, Kadar en a conclu évidemment que les nouvelles mesures de la Hongrie avaient beaucoup plus de chances d'être acceptées si elles étaient introduites sans trop de fanfare.

Mais quelques-uns des réformateurs hongrois les plus fervents déclarent que l'exercice d'une telle prudence favorisera les bureaucrates et les conservateurs qui ont l'intention d'empêcher l'exécution de ces nouvelles mesures.

Tamas Bauer, un critique à l'Institut des Sciences économiques de Budapest qui ne mâche pas ses mots, a observé que: "la résolution ne fait pas clairement la distinction entre un changement d'ensemble qui ferait évidemment une différence, et de petites mesures qui ne feront aucune différence".

Bauer soulignait que son pays avait besoin d'une déclaration en termes plus forts, qui engendrerait une nouvelle conscience de réforme parmi les Hongrois. "J'ai la nette impression," affirmait-il, "que la direction du parti préfère calmer les adversaires plutôt que ceux qui sont en faveur de la réforme."

Sur papier, plusieurs changements envisagés contribuent énormément à établir encore davantage et plus profondément l'esprit de la libre entreprise au sein du système hongrois. L'élément le plus significatif est la façon dont vont être choisis les directeurs d'usines - jusqu'à maintenant nommés par le ministre - au moyen d'élections par les employés ou les conseils d'entreprise.

Dans les compagnies moyennes et dans quelques grandes compagnies, des conseils d'usine constitués de travailleurs et de représentants de la direction, incluant le parti communiste et les délégués de syndicat, choisiront le directeur général,

décideront des investissements, des salaires et des prix et détermineront la stratégie de production. Dans les petites compagnies, les directeurs généraux seront élus directement par les employés.

Cependant, les ministres auront encore le pouvoir de nommer les directeurs des grandes compagnies orientées vers la défense et les services publics, tout aussi bien que les compagnies qui sont considérées par le gouvernement comme étant "dans l'intérêt public". Les directeurs élus seront encore sujets au veto ministériel.

Un autre changement majeur, en Hongrie, a été d'accepter l'idée que les salaires soient liés à la productivité. Les travailleurs qui produisent davantage recevront, ainsi, un salaire plus élevé.

Les disparités dans la répartition du revenu à la suite des réformes de 1968 a provoqué, au début des années 1970, des critiques parmi ceux qui soutiennent que de grosses différences dans les salaires violaient le principe communiste de l'égalitarisme.

Mais, aujourd'hui, le principe communiste a cédé la place à la promotion de l'efficacité et à l'idée pragmatique que les personnes tendent à travailler plus fort lorsqu'elles reçoivent un salaire plus élevé.

Traduit de: "Hungary Flirts With Free Enterprise". Bradley Graham (Times Post News Service) reprinted from the **Calgary Herald.** June 23, 1984.

Activité 7: Démocratie et économie centralisée

INTRODUCTION:

Tel qu'indiqué dans l'Activité 6, les problèmes fondamentaux d'une économie centralisée sont résolus par une autorité centrale et l'autorité centrale peut venir du peuple sous forme de démocratie représentative. Ce genre de régime politique-économique est reconnu comme une démocratie socialiste. Dans cette activité, l'élève examinera comment il est possible d'avoir une économie centralisée sous un régime politique démocratique.

OBJECTIFS:

1. L'élève apprendra les caractéristiques fondamentales de l'idéologie de la social-démocratie.

2. L'élève pourra comparer l'idéologie de la social-démocratie avec le marxisme (communisme).

3. L'élève examinera l'économie suédoise, bon exemple de la social-démocratie en vigueur.

4. L'élève examinera la situation canadienne et déterminera jusqu'à quel point les principes de la social-démocratie sont en vigueur au Canada.

5. L'élève pourra discuter les moyens par lesquels les partisans de la social-démocratie tentent de résoudre la question du bien-être individuel et collectif.

RESSOURCES:

Livres: Evans et Diachun, **Le Canada: Une histoire contemporaine**
Loriot, **Idéologies et régimes politiques comparés**

DURÉE:

variée

DÉMARCHE SUGGÉRÉE:

A. Idéologie des sociaux-démocrates

Cinquante-trois nations, contrôlant 42% de la population du monde, se proclament socialistes. En vérité, ce nombre est trompeur parce qu'il n'indique pas les degrés de différences qui existent parmi ceux qui sont partisans du programme socialiste. Il n'y a pas un programme socialiste universel. Chacun interprète le socialisme à sa façon:

- Selon le socialiste anglais, James Callaghan, le socialisme est "une société basée sur la coopération plutôt que la compétition".
- Selon François Mitterand de France, le socialisme est "un mouvement collectif, la communion des hommes à la recherche de la justice".
- Selon un chant populaire des Antilles, le socialisme est "l'amour de son prochain et le rapprochement des hommes". Néanmoins le but est toujours d'atteindre le socialisme quelle que soit l'interprétation.

Il y a trois sortes de socialisme:

. Le socialisme selon le programme Marxiste-Léniniste (le communisme).

- Le socialisme du Tiers-Monde.
- Les partis sociaux-démocrates ou les démocraties socialistes tels qu'ils sont représentés par le Parti travailliste de la Grande-Bretagne, les Sociaux-Démocrates de la Suède, le Parti socialiste de la France, ou le Nouveau Parti Démocratique du Canada.

1. Aspect historique:
   Lire pp. 274-276 et 333-336 de Trueman.

   Facultatif: Lire pp. 29-31, **Notre monde actuel.**

   Expliquer comment le syndicalisme, qui a donné lieu à la naissance des partis travaillistes, a offert des moyens de corriger les abus créés par le capitalisme et le principe du "laissez-faire".

2. Idéologie:
   Lire les sections sur la social-démocratie, pp. 151-155 de Loriot et la Fiche 29: **Les idéaux de la social-démocratie.**

   a) Donner la principale différence entre le socialisme marxiste et le socialisme démocratique.

   b) Quel défi la social-démocratie lance-t-elle au capitalisme?

   c) Donner trois caractéristiques de la social-démocratie moderne.

   d) Discuter le point suivant: La social-démocratie moderne appuie plutôt sur le bien-être social que sur le contrôle économique.
      i. donner des exemples de leurs programmes.
      ii. comment les gouvernements socialistes trouvent-ils l'argent pour financer ces services?

   e) Donner votre opinion sur la citation suivante: "La social-démocratie est essentiellement humaniste."

f) Montrer le danger qu'il peut y avoir dans un régime politico-économique qui s'oriente vers le socialisme démocratique.

B. Le socialisme démocratique en pratique:

1. L'économie suédoise est un bon exemple de la social-démocratie en vigueur.

Lire la Fiche 30: **La démocratie et l'entreprise publique.**

a) Expliquer jusqu'à quel point le Parti social-démocrate en Suède a atteint les principaux objectifs de l'idéologie de la social-démocratie.

b) On dit que la Suède est une démocratie collectiviste. Jusqu'à quel point est-elle démocratique? Collectiviste? Ces deux idéologies sont-elles parfois en conflit? Discuter.

c) Comparer les valeurs de ceux qui ne favorisent pas un système économique, tel qu'en Suède, avec ceux qui le favorisent.

d) Selon les données de cette étude, discuter si la Suède s'approche plus du capitalisme ou du socialisme.

2. La situation canadienne: Les valeurs de la social-démocratie ont-elles influencé notre régime politico-économique?

Lire pp. 16-17, 39-43, 59-62, 70-71, dans **Le Canada: Une histoire contemporaine,** et la Fiche 31: **Parti Néo-Démocrate ... Le record des succès du NPD ne révèle pas toute l'histoire.**

a) Discuter jusqu'à quel point les objectifs du NPD correspondent aux principaux objectifs de l'idéologie de la social-démocratie. Quels objectifs s'appliquent à la situation canadienne?

b) Pourquoi le NPD n'a-t-il jamais eu un appui majoritaire au niveau fédéral?

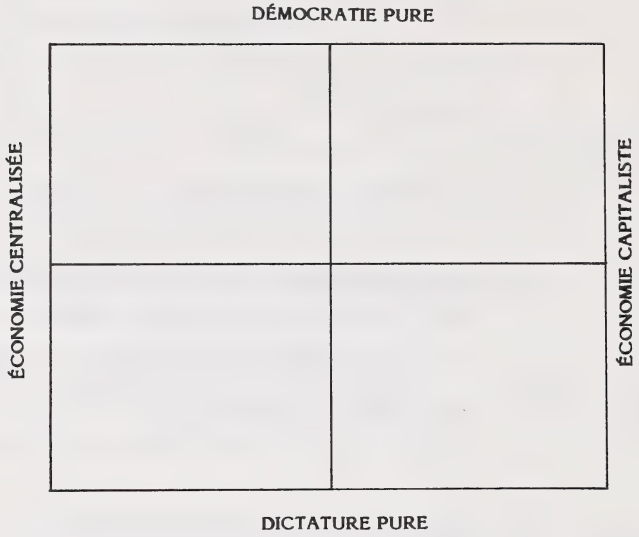
c) Discuter le syndicalisme au Canada.
   i. Quel rôle le syndicalisme joue-t-il au Canada?
   ii. Quels sont les objectifs des syndicats?
   iii. Pourquoi existe-t-il une hostilité envers les syndicats?
   iv. Est-ce que les syndicats sont justifiables dans notre société?
   v. Qu'arriverait-il sans syndicat?
   vi. Y a-t-il un lien entre le syndicalisme et le NPD?

d) Au Canada tout comme en Suède, il y a eu un changement social depuis la Deuxième Guerre mondiale: le mouvement des travailleurs des secteurs primaires (agriculture, pêche, forêt), aux secteurs secondaires (industries, etc.) et tertiaires (services) ainsi que la migration aux grands centres urbains. Expliquer pourquoi ce mouvement a produit un changement dans l'idéologie politique et économique au Canada.

e) Dans un paragraphe, discuter les raisons pour lesquelles on dit que l'économie canadienne est une économie mixte, même s'il n'y a jamais eu un parti social-démocrate au pouvoir (au niveau fédéral).
   i. Trouver des exemples d'entreprises publiques (sociétés commerciales - Ex.: Air Canada) et d'entreprises privées aux niveaux fédéral et provincial (Alberta).
   ii. Donner d'autres caractéristiques de l'économie mixte canadienne (programmes sociaux).
   iii. Lesquels se rattachent à l'idéologie socialiste, à l'idéologie capitaliste?

f) Où placeriez-vous les coopératives sur le continuum entre le capitalisme et le socialisme?

g)



D'après les données de cette activité, pourquoi est-il possible de classer une économie mixte dans une des catégories du diagramme ci-dessus?

C. Conclusion

Communisme? Socialisme? Social-démocratie? Capitalisme?

1. Résumer par quels moyens les partisans de la social-démocratie tentent de résoudre la question du bien-être individuel et collectif.

2. Lire la Fiche 32: **Le capitalisme contre Keynes.** Comparer l'idéologie de la social-démocratie et celle de John Maynard Keynes.

LES IDÉAUX DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

L'égalité, c'est la croyance fondamentale sur laquelle repose la social-démocratie. Les sociaux-démocrates croient que, malgré nos divergences de capacités et de talents, nous sommes, en tant qu'êtres humains, tous égaux et que nous devrions, par conséquent, jouir de l'équité en termes de revenu, aussi bien que devant la loi.

Ceci signifie que le système économique devrait fonctionner de façon à tenir compte des meilleurs intérêts de la société, prise dans son ensemble. Si nous croyons que les citoyens, dans une démocratie, devraient exercer un contrôle sur leur vie politique en assumant leur part dans la prise de décisions politiques, alors pourquoi ne pourraient-ils pas également exercer un certain contrôle sur leur vie économique? Au lieu de s'appuyer sur la recherche du profit pour organiser l'économie, la société devrait chercher à définir ses objectifs et alors, chercher à les réaliser au moyen d'une planification rationnelle. Cette planification ne serait pas effectuée par des élites qui se seraient désignées elles-mêmes pour remplir cette fonction, mais par un gouvernement démocratique qui serait responsable devant le peuple. Les sociaux-démocrates soutiennent que les représentants qui sont élus par le peuple devraient avoir le droit de réplique sur des questions, telles que par exemple, les industries qui devraient être nationalisées et la façon dont la production nationale devrait être répartie. Cela importe peu si les réponses varient d'un pays à l'autre; ce qui est important, c'est que les gens aient leur mot à dire dans l'économie nationale. C'est seulement de cette manière que les problèmes de la pauvreté, du chômage et des terribles conditions de travail pourront être résolus.

LE COMMUNISME VS LE SOCIALISME

Il devrait être évident, si l'on tient compte de la discussion précédente, que la social-démocratie diffère énormément du marxisme ou du communisme. Pourtant, les sociaux-démocrates sont souvent associés aux communistes. Quelquefois, les gouvernements capitalistes et les dirigeants dans le monde des affaires ont encouragé cette croyance dans le but de détruire les partis socialistes au scrutin. En

d'autres occasions, le malentendu est dû à l'ignorance. Ceux qui supportent ces deux idéologies, les socialistes et les communistes, possèdent certaines croyances en commun: les deux groupes n'aiment guère la recherche du profit et l'importance que l'on accorde à la concurrence, qui occupe une place si importante au sein du capitalisme; les deux groupes témoignent de la sympathie à l'égard de la classe ouvrière; les deux groupes désirent l'égalité de chances dans le domaine économique ainsi que des différences relativement modestes entre les revenus individuels; et finalement, les socialistes comme les communistes croient que les gens doivent être rééduqués de manière à ce qu'ils travaillent en fonction des meilleurs intérêts de la société, plutôt que de se mettre à la recherche d'un profit personnel.

En dépit de leurs points communs, les sociaux-démocrates et les communistes sont habituellement des ennemis jurés. Ceci est tout particulièrement le cas depuis la Révolution russe de 1917 et chacun, maintenant, considère l'autre comme une menace sérieuse à son avenir. Le tableau suivant illustre quelques-unes des différences majeures qui existent entre les croyances du communisme et les croyances du socialisme.

COMMUNISME vs SOCIALISME *		
	Communisme	**Socialisme**
Devise	De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins.	De chacun selon ses capacités à chacun selon son travail.
Origine des croyances	Les écrits de Marx, de Lénine ou bien de Mao.	Aucun ouvrage directeur.

* Il est très difficile de faire des énoncés spécifiques à propos des croyances des socialistes, parce que ces croyances varient d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre. Les croyances qui sont exposées ici constituent les idées qui sont soutenues le plus fréquemment.

	Communisme	Socialisme
Méthode pour s'emparer du pouvoir	La révolution violente	Les élections démocratiques; la persuasion pacifique
Forme de gouvernement	La démocratie d'un parti	La démocratie de plus d'un parti
Le degré de nationalisation (étatisation)	Étendu, sinon total	Limité aux industries essentielles
Les moyens d'acquérir les entreprises provenant du secteur privé	Par l'expropriation sans aucune compensation	Par la nationalisation avec compensation
La propriété privée	Aucune - Propriété d'État	En majorité: propriété individuelle
L'influence dominante exercée sur les activités humaines	La relation d'un individu vis-à-vis des moyens de production	Conscience et raisonnement rationnel

Traduit de: A. Baldwin and T. Calder. **Ideologies.** McGraw-Hill Ryerson Scarborough, Ontario. 1982. (pp. 241-242)

Objectifs des sociaux-démocrates:

1. L'engagement à promouvoir le concept d'égalitarisme (l'égalité de tout être humain).

2. La croyance que l'intervention gouvernementale est souvent nécessaire pour résoudre les problèmes sociaux et économiques.

3. La croyance que les travailleurs seront exploités si les moyens de production sont sous le contrôle exclusif de l'entreprise privée.

4. La croyance que la planification centralisée et l'intervention gouvernementale sont des moyens pour atteindre l'ordre et l'efficacité dans l'économie.

5. La promotion du bien-être collectif en élevant la qualité de la vie (grâce à une foule de mesures sociales, économiques et politiques).

6. Le contrôle et, éventuellement, la réduction des privilèges qui font partie de la possession de la propriété privée.

Comment atteindre ces objectifs:

Selon leur philosophie, l'abîme entre les riches et les pauvres crée une injustice, qui peut seulement être corrigée par la redistribution de la richesse au moyen d'impôts.

Caractéristiques distinctes de la démocratie socialiste:

1. Accepte le concept d'un système politique avec plusieurs partis (le pouvoir est atteint par le choix du peuple).

2. Atteint ses objectifs par des moyens pacifiques (contrairement aux communistes qui veulent effectuer des changements par la révolution).

3. Se concentre sur l'amélioration de la condition inéquitable des travailleurs, créée par le capitalisme (assurance-chômage, meilleurs salaires) et non sur la restructuration de la société, tels que les marxistes.

4. Aboutit, en général, à une économie mixte qui réunit des éléments d'entreprises privées à ceux d'entreprises publiques (socialisation d'industries clefs seulement).

Danger de ce genre d'idéologie:

1. La liberté individuelle peut être réduite par la bureaucratie, qui est plus ou moins essentielle à la planification centralisée.

2. L'inefficacité a tendance à se produire lorsque les industries sont nationalisées et les forces de la concurrence disparaissent.

3. Les impôts excessifs ont tendance à supprimer l'initiative.

LA DÉMOCRATIE ET L'ENTREPRISE PUBLIQUE

Un nombre assez grand de pays démocratiques ont présentement, ou ont déjà eu, des gouvernements travaillistes ou sociaux-démocrates. Parmi ceux-ci, nous comptons le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les démocraties scandinaves, l'Allemagne de l'Ouest, l'Autriche, la France et la Grèce. Chez les trois premiers, des gouvernements travaillistes étaient au pouvoir par intermittence au cours des années, alors que dans les pays scandinaves, des gouvernements sociaux-démocrates ont été au pouvoir pendant de longues périodes de temps.

Tous ces pays sont loin d'être des économies basées sur l'entreprise publique pure. Aucun d'entre eux ne possède une économie planifiée. Le point 2 à la page 51 est un cas imaginaire extrême, comme tout autre coin du schéma. Ces pays, tout simplement, arrivent mieux que tous les autres à se situer dans le deuxième quadrant à la page 51. Le Royaume-Uni, la Suède et les autres pays ont, comme le Canada et les États-Unis, des "économies mixtes", composées d'entreprises privées ayant plusieurs éléments socialistes. Mais, pour diverses raisons, les deux pays nord-américains ne possèdent pas de partis socialistes puissants et le "mélange" qui caractérise leurs économies se situe quelque peu vers la droite.

QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME DÉMOCRATIQUE?

C'est une conviction qu'une sorte d'action gouvernementale est souvent nécessaire pour venir à bout des problèmes économiques et sociaux. Cette conviction a tendance à être imprégnée d'un idéalisme qui va au-delà de toute déclaration qui se rapporte aux procédures d'ordre pratique. Elle contient un intérêt humanitaire pour le bien-être des gens qui sont mal traités dans un système capitaliste et une expression de protestation contre l'instinct de possession et la glorification du succès économique. Dans leurs plates-formes électorales, les travaillistes mettent l'accent sur le plein emploi, la stabilité et la sécurité économique, la planification économique jusqu'à un certain point et la réduction des inégalités dans la répartition du revenu. Les moyens employés par ces partis lorsqu'ils sont au pouvoir consistent, en général,

en une politique monétaire et fiscale, en une planification économique indicative (ces termes seront définis plus tard), et aussi en une gamme de contrôles directs sélectionnés. On n'entend pas souvent parler de la nationalisation des moyens de production. Contrairement aux socialistes marxistes qui prescrivent l'abolition de la propriété privée par principe, la plupart des socialistes démocratiques voit la nationalisation comme étant seulement un des moyens possibles pour atteindre leurs buts. Cette attitude a été exprimée avec justesse par feu Monsieur Aneurin Bevan:

"Le socialisme démocratique ... recherche la vérité dans n'importe quelle situation donnée, tout en sachant que si ceci va trop loin, l'erreur en résultera. Il lutte contre les maux qui découlent de la propriété privée, en se rendant compte toutefois que toute forme de propriété privée n'est pas nécessairement mauvaise."

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EN SUÈDE

LE SYSTÈME DE GOUVERNEMENT SUÉDOIS

La Suède compte parmi les démocraties socialistes qui ont le mieux réussi à maintenir la liberté démocratique, la stabilité politique, un haut niveau de vie et une croissance économique considérable. Les démocrates socialistes ont été le plus puissant parti politique en Suède pendant plus d'un demi-siècle, ayant été au pouvoir presque sans interruption depuis 1932. Leur seule période d'absence prolongée du pouvoir a été de 1976 à 1982. Même pendant cette période là, ils représentaient encore le plus grand parti politique individuel au parlement.

Le parti social-démocrate, qui fut fondé en 1889, est étroitement lié aux syndicats et aux organismes des travailleurs. Son programme a été modifié au cours des années. Lors des premières années, la nationalisation était une politique majeure, mais maintenant elle est considérée comme étant seulement un moyen possible et non pas une fin en soi. Les socialistes suédois sont pragmatiques, plutôt que dogmatiques. L'épreuve principale à laquelle ils soumettent une politique est de savoir si elle fera avancer le niveau de vie général. Ils ont souvent manqué le vote majori-

taire, ce qui les a forcés à trouver le support d'autres partis, soit par coalition soit par compromis. Leurs collègues plus idéologues à l'étranger les appellent les "socialistes terre-à-terre". Mais ils ont réussi aux épreuves de survie et de succès.

Le parlement suédois est élu par un système de représentation proportionnelle. Dans ce système, le nombre de sièges gagnés par un parti est en rapport direct avec le nombre de votes obtenus lors d'une élection. Donc, un parti qui reçoit 40 pour-cent des votes aura droit à 40 pour-cent des sièges au parlement. Les partisans de ce système soutiennent que c'est le moyen le plus équitable d'assurer que le vote de chaque personne compte. (Dans un système comme le nôtre au Canada, les élections sont souvent gagnées par des candidats qui ont obtenu moins que la moitié des votes dans leur circonscription. Il est donc possible pour la majorité des citoyens d'une circonscription canadienne d'être représentée par des personnes ou des partis pour lesquels ils n'ont pas voté.) Le moyen par lequel la représentation proportionnelle fonctionne peut être compris par l'étude du Tableau 1.

Chaque circonscription électorale choisit plusieurs membres. A l'intérieur d'une circonscription électorale, chaque parti peut nommer autant de candidats que le nombre de sièges vacants. Chaque parti classe aussi ses candidats par ordre de préférence. Donc, les candidats désirent être choisis par leurs partis pour les quelques premières places, puisque celles-ci assureront probablement leur élection.

TABLEAU 1

Résultats des élections parlementaires en Suède d'après les partis politiques majeurs de 1979 et 1982				
Parti politique	Pourcentage des votes		Nombre de sièges	
Non Socialistes	1979	1982	1979	1982
Modérés (Conservateurs)	20,4	23,8	73	85
Centre	18,2	16,0	64	56
Libéraux	10,6	6,3	38	22
Total des Non Socialistes	49,2	46,1	175	163
Socialistes				
Sociaux-Démocrates	43,5	46,8	154	166
Communistes	5,6	5,6	20	20
Total des Socialistes	49,1	52,4	174	186

SERVICES PUBLICS ET TAXATION

Réduire les inégalités a été l'un des buts principaux des sociaux-démocrates depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Pour arriver à leur but, ils ont introduit un grand choix de bénéfices et de services gouvernementaux. Le système d'éducation, par exemple, a été considérablement réformé afin d'égaliser les chances. En conséquence, un nombre croissant de personnes étudie maintenant dans les lycées, les écoles de métiers et les universités. Afin de diminuer le taux de chômage, des subventions sont disponibles pour le recyclage et pour la migration dans les différentes régions du pays. Parmi les autres mesures mises en vigueur se trouvent les allocations familiales, les bourses aux étudiants, les livres scolaires et les repas gratuits, les prêts sans intérêt aux étudiants et les subventions de logement. Les pensions de vieillesse ont augmenté considérablement. Toutes ces mesures sont, bien sûr, très coûteuses. Celle qui coûte le plus cher, c'est le régime national des

pensions. A l'âge de 65 ans, le plan accorde aux individus une pension égale à environ 60 pour-cent de la moyenne des 15 années les mieux rémunérées. Les pensions sont indexées pour compenser l'inflation. Les employeurs, les fermiers et les employés reçoivent tous les bénéfices d'une pension à laquelle ils contribuent tous obligatoirement. Il y a aussi un système de soins médicaux et hospitaliers qui répond aux besoins de tout le monde. Cela entraîne aussi de grandes dépenses.

Les dépenses gouvernementales dépassent 60 pour-cent du produit intérieur brut (PIB) du pays.* C'est le pourcentage le plus élevé au monde. Cela se compare avec un peu plus de 40 pour-cent pour le Canada. Les achats de biens et de services par le gouvernement sont égaux à environ un tiers du PIB de la Suède en comparaison avec entre un cinquième et un quart au Canada (23 pour-cent en 1980). Les dépenses gouvernementales en paiements de transfert, c'est-à-dire les paiements de pensions, les autres allocations de sécurité sociale et l'intérêt sur la dette publique, constituent environ 30 pour-cent du PIB en Suède, en comparaison avec moins qu'un cinquième au Canada (19 pour-cent en 1980). Le PIB per capita de la Suède est l'un des plus élevés du monde et il est considérablement plus élevé que celui au Canada.

Les sociaux-démocrates ont déclaré, au fil des années, que le haut niveau de services gouvernementaux et les allocations d'assistance sociale favorisent la croissance économique. Pendant les années 1950 et 1960, le PIB en Suède augmenta très rapidement, et personne ne put prouver que le développement d'un haut niveau de services publics et d'assistance sociale puisse produire des effets économiques défavorables. Pendant les années 1970, cependant, les taux de croissance diminuèrent. En 1977, il y a même eu une baisse, la première depuis de nombreuses années. La puissance des partis non-socialistes augmenta. En 1976, lorsque les sociaux-démocrates proposèrent l'augmentation des fonds des travailleurs afin de les investir dans des compagnies privées suédoises, et la représentation des travailleurs

---

* Le PIB, comme le PNB, est une mesure économique du revenu ou de la production d'un pays. Les deux mesures se ressemblent beaucoup. Pour une explication des différences entre ces deux mesures, consulter le glossaire.

aux conseils d'administration des sociétés, ils ne réussirent pas à avoir une majorité au parlement. Quelques personnes ont déclaré que cette proposition menait à une Suède dirigée par des syndicats vers la fin du siècle.*

Les programmes d'assistance sociale ne sont pas la seule cause de la croissance des dépenses gouvernementales en Suède. Une autre raison est la migration continuelle des travailleurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche à des postes plus payants dans les villes. En 1980, la proportion des ouvriers employés dans ces trois industries primaires était seulement 5,6 pour-cent, ce qui est très proche du 5,5 pour-cent au Canada, où l'on a vu les mêmes tendances.

La migration des travailleurs dans les centres urbains a entraîné de grandes dépenses pour de nouvelles écoles et des hôpitaux, la construction et l'entretien de systèmes de transport urbains coûteux, et des subventions importantes accordées à la construction de logements urbains.

Les villes grandissantes ont aussi engendré un plus grand besoin en assistance sociale. La hausse des revenus a encouragé l'acquisition de voitures et cela a entraîné la nécessité de constuire de bonnes voies publiques. Ainsi, plusieurs facteurs ont contribué à la croissance des dépenses gouvernementales au fur et à mesure que la production et les revenus augmentaient.

---

* Les Sociaux-démocrates parlèrent de cette proposition encore en 1982. Des organisations commerciales ont condamné cette idée comme étant une menace à la liberté individuelle et à la libre entreprise. Cette question tiendra, probablement, une place importante pendant les années 80.

TABLEAU 2
Les recettes fiscales d'après les sources principales
Canada et Suède
Pourcentages du Produit Intérieur Brut (PIB)
1970, 1978 et 1980

	1970	1978	1980[a]
A. Impôts sur le revenu et les profits			
CANADA	14.3	14.1	15.1
SUÈDE	22.1	23.2	21.6
B. Contributions à la sécurité sociale			
CANADA	3.1	3.6	3.5
SUÈDE	6.1	13.7	14.3
C. Autres taxes			
CANADA	14.6	13.9	14.2
SUÈDE	12.7	14.5	14.0
D. Recettes fiscales totales[b]			
CANADA	32.0	31.6	32.8
SUÈDE	40.9	51.4	49.9
E. A+B comme pourcentage des recettes fiscales totales			
CANADA	54	56	57
SUÈDE	69	72	72

a Calculs provisoires
b Total de A+B+C

Les sociaux-démocrates ont établi un régime fiscal dans lequel des taux d'impôts élevés étaient appliqués aux revenus supérieurs à la moyenne. Les contributions à la

sécurité sociale étaient imposées à tous ceux dont le revenu dépassait un certain niveau. Ainsi, les personnes se trouvant au milieu de l'échelle des revenus payent considérablement plus d'impôts directs que les Canadiens.

Le Tableau 2 montre les recettes fiscales, d'après les trois sources principales, comme pourcentage du PIB pour le Canada et la Suède en 1970, 1978 et 1980. L'année 1978 est incluse car, en cette année, les recettes fiscales totales en Suède atteignirent le record de 51,4 pour-cent du PIB.

Traduit de: T. Powrie. **Political & Economic systems.** Academic Press. Don Mills, Ontario. (pp. 121-124)

LE RECORD DES SUCCÈS DU NPD NE RÉVÈLE PAS TOUTE L'HISTOIRE

LETTRES

Rédacteur en chef: Bill Hart

Carol Van Camp, dans sa lettre intitulée: "Le NPD fait état de ses accomplissements passés dans l'Ouest" (Herald, le 26 mai) affirme que l'élection du gouvernement CCF de Tommy Douglas, en 1944, en Saskatchewan a transformé la province la plus pauvre au Canada en une des plus riches au pays. C'est absurde!

Elle a dit que le CCF - NPD avait instauré la législation la plus progressiste que l'hémisphère occidental ait jamais connue - législation qui avait été conçue pour améliorer le sort des gens ordinaires.

Van Camp a glorifié le premier plan d'assistance médicale. Peu de gens contesteront le bienfait d'un tel plan, mais elle n'a pas révélé toute l'histoire.

A la fin du règne du CCF - NPD en 1982, la Saskatchewan se classait au huitième rang par rapport à toutes les autres provinces canadiennes, en ce qui concerne les dépenses per capita pour les soins médicaux (Rapport de la Commission Hall).

Le CCF a répété à maintes reprises, dans ses brochures électorales, que les gens ordinaires n'auraient pas à payer autant d'impôts et que le fardeau fiscal serait plutôt placé sur les épaules des riches sociétés commerciales et de ceux qui étaient en mesure de payer. Cette politique du CCF devait se transformer en une guerre, non déclarée, contre les grosses entreprises et les sociétés commerciales.

Le régime fiscal du CCF-NPD, basé sur la capacité de payer, n'encourageait guère le travail ardu, ni même l'initiative ou encore le climat d'investissement et n'a réussi, finalement, qu'à provoquer l'exode de la population vers l'Alberta.

Le gouvernement de Douglas a construit des usines de boîtes de carton, des laminoirs, etc., et la plupart ont fait faillite.

Au cours de la campagne électorale de 1944, Douglas maintenait que les fermiers ne seraient plus expulsés de leurs fermes sous un gouvernement CCF. Il affirmait que le gouvernement CCF démissionnerait si même un seul fermier était expulsé de sa terre.

Entre 1945 et 1959, il y a eu 1,931 saisies de fermes, 354 expulsions et 1,066 annulations de contrats de vente.

En 1961, en dépit du grand nombre de personnes qui avaient décidé de venir s'installer en Alberta à cause du manque d'emplois et d'industries, il y avait 27,000 personnes sans emploi...

Le taux d'imposition en Saskatchewan comptait parmi les taux les plus élevés au Canada alors que l'Alberta, la province voisine, avait le taux d'imposition le plus bas au pays. La Saskatchewan a imposé une surtaxe pendant quelques années, afin de rejoindre tous ceux qui étaient en mesure de payer. Ainsi, pour tout achat de plus de 2,000 $, il y avait cette surtaxe de 10%.

Alors qu'en 1944 la Saskatchewan était la province la plus peuplée par rapport aux trois provinces des Prairies, en 1982, sa population n'avait augmenté que de 100,000 personnes, tandis que la population de l'Alberta, bénéficiant de la libre entreprise, avait presque triplé comptant au-dessus de deux millions de personnes.

Allan Blakeney, lors de l'élection électorale de 1982, faisait l'éloge de son gouvernement, parce qu'il y avait peu de chômage en Saskatchewan. Les résultats de cette élection ont indiqué que les citoyens de cette province savaient que chaque grande ville, ville ou village de la Saskatchewan, étaient représentés par leurs fils et leurs filles, travaillant en Alberta.

Le 11 mars 1982, Gérald Muirhead, député de Arm River, déclarait que le revenu personnel en Saskatchewan était en-dessous de la moyenne nationale...

D. Clark
Calgary

Traduit de: "NDP's success record isn't the whole story" reprinted from the **Calgary Herald**, June 23, 1984.

LE CAPITALISME CONTRE KEYNES

Les politiciens se sont servis des théories de John Maynard Keynes pour établir une économie mixte. Bruce Gates, un journaliste indépendant, a créé un procès imaginaire dans lequel un véritable capitaliste accuse Keynes d'avoir détruit la libre entreprise.

J.M. Keynes est présentement en jugement. On attribue à Keynes (1883-1946), un économiste britannique, d'avoir sauvé le capitalisme du désastre au cours de la crise des années trente. Il a déclaré, entre autres choses, que les gouvernements devaient dépenser plus que leur revenu, afin de stimuler la croissance pendant les temps difficiles. La notion que les gouvernements devraient encourir un déficit budgétaire en temps de crise a dominé le domaine de la planification économique pendant plusieurs décennies; à l'heure actuelle, cette idée est sérieusement remise en question. Est-ce que les politiciens sont allés trop loin avec la théorie keynésienne? Pour obtenir une réponse à cette question, lisez le simulacre de procès ci-dessous. Vous pourrez, ainsi, en tirer vos propres conclusions.

Procureur: M. Keynes, vous êtes accusé d'avoir créé une économie embrouillée.

Keynes: Vous voulez dire une économie "mixte". Tous les pays capitalistes ont jusqu'à un certain degré, des économies mixtes, qui allient la libre entreprise aux contrôles gouvernementaux. Et, c'est très bien ainsi.

Procureur: Vraiment?

Keynes: Exactement. Pendant une période de ralentissement et de chômage élevé, les gouvernements devraient augmenter leurs dépenses pour stimuler l'économie. Lors de la reprise économique, les gouvernements devraient se tenir à distance, tout en gardant un oeil sur ce qui se passe.

Procureur: Mais les gouvernements n'ont pas agi de cette manière, M. Keynes. Au lieu de cela, ils ont créé des bureaucraties gonflées et des chinoiseries administratives, et tout cela en raison de vos idées.

Keynes: Je crains que vous n'accordiez un crédit excessif à ma théorie de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie. Depuis la fin du XIXe siècle, le gouvernement est intervenu de plus en plus au sein des économies capitalistes. En 1910, la Grande-Bretagne, par exemple, a instauré un système d'assurance sociale, financé par les taxes. Cette mesure a été prise pour aider les personnes dans le besoin, à une époque où le capitalisme ne prenait pas ses responsabilités au sérieux.

Procureur: Vous avez violé la règle cardinale d'Adam Smith. Dans son ouvrage, **La richesse des nations** ("The Wealth of Nations"), publié en 1776, il affirmait que la libre entreprise constituait la meilleure façon de protéger le peuple. Il soutenait clairement que tout ce que les gouvernements faisaient, c'était de gaspiller l'argent.

Keynes: Vous avez raison, cependant, vous avez tout simplement omis deux choses très importantes. Premièrement, Adam Smith écrivait à une époque où les économies étaient beaucoup moins développées. Deuxièmement, si l'on s'en tient à la théorie du capitalisme de Smith, ce sont les consommateurs qui en tiraient le plus de bénéfices et non pas le commerce. En fait, Smith ne faisait pas confiance aux hommes d'affaires, parce qu'il croyait qu'ils étaient cupides et qu'ils ne s'intéressaient finalement qu'à une seule chose - faire des profits à l'aide des monopoles. Pour fonctionner d'une façon appropriée, la libre entreprise devait être complètement flexible afin de permettre à l'offre de biens de créer sa propre demande. Ce qui signifie, bien sûr, que les prix, les salaires et les taux d'intérêt devaient pouvoir augmenter ou descendre librement en vue d'encourager les entreprises à créer des emplois pour tous. Ce système fonctionne très bien, aussi longtemps qu'aucun groupe n'est en mesure de devenir suffisamment puissant pour jouer avec la loi naturelle de l'offre et de la demande. Malheureusement, la cupidité a pénétré les économies avant l'effondrement de la Bourse en 1929. Tout le régime capitaliste s'est effondré, alors, avec fracas.

Procureur: Ainsi, vous avez vendu votre théorie aux politiciens.

Keynes: Les politiciens aiment ma théorie parce qu'elle est pratique, et ils l'ont plus ou moins employée. Le président Franklin Roosevelt des États-Unis a fait des dépenses publiques énormes pour des projets de travaux publics pendant les années trente. Il a également imposé des règlements sur le crédit aux banques et à la Bourse. Grâce aux actions du Président, les gens ont repris confiance dans le capitalisme.

Procureur: Et aujourd'hui, nous avons un état-providence. Nous avons des gouvernements qui administrent des régimes d'assurance-maladie et des plans de pension, qui fournissent l'éducation subventionnée, qui distribuent de l'assurance-chômage et qui renflouent des industries qui auraient dû disparaître il y a des années. Nous ne sommes plus en 1929, M. Keynes. Ces moyens ne répondent plus aux exigences d'une économie capitaliste.

Keynes: Vous avez raison. Nous ne sommes plus en 1929. Toutefois, la crise de 1929 a certainement contribué à faire paraître le capitalisme sous un jour différent. Cependant, ma théorie ne s'applique qu'après le Deuxième Guerre mondiale, lorsque les politiciens l'ont utilisée pour faire redémarrer les économies qui étaient immobilisées par l'effort de guerre.

Procureur: Votre théorie a engendré un monstre économique et elle devrait être abondonnée par les politiciens.

Keynes: Cela, monsieur, impliquerait le suicide politique. Même Margaret Thatcher, la première ministre britannique qui menace à grands cris de réduire la taille de l'état-providence en Grande-Bretagne, n'oserait même pas le démanteler complètement. Si elle le faisait, il y aurait des émeutes dans les rues. La plupart des politiciens d'aujourd'hui--même Thatcher et Ronald Reagan des États-Unis--comprennent qu'il est absolument nécessaire que le gouvernement dispose d'un système quelconque de planification économique, comme je l'ai conseillé.

Procureur: Ne pensez-vous pas que les capitalistes peuvent mettre fin au désordre économique actuel?

Keynes: Non. Certainement pas par eux-mêmes. J'ai toujours cru en la libre entreprise, mais les capitalistes s'intéressent à la planification économique à long terme, seulement dans la mesure où ils peuvent en tirer avantage dans leurs affaires. A l'échelle nationale, la planification ne peut être effectuée qu'à l'aide d'un service public démocratique.

Procureur: Cela a permis aux socialistes de s'emparer du pouvoir dans des pays comme la France.

Keynes: Non, c'est faux ! La France, en particulier, possède une longue tradition de planification économique dirigée par le gouvernement. Même avant que François Mitterand, le président actuel, n'ait nationalisé les banques et les sociétés privées, le gouvernement français s'occupait déjà de l'économie. Charles de Gaulle, l'ancien président de la France, a imposé le plus grand programme de nationalisation que la France ait connu dans toute son histoire depuis la Deuxième Guerre mondiale. De sorte que le gouvernement français est maintenant propriétaire de Renault, la société de fabrication d'automobiles, des industries aérospatiale et sidérurgique et des télécommunications.

Procureur: Et ne pensez-vous pas que le capitalisme aurait pu obtenir de meilleurs résultats?

Keynes: Non, certainement pas là où les risques sont trop élevés. C'est l'aspect qui préoccupe M. Mitterand, maintenant. Il veut que la France développe un secteur de haute technologie avancée, parce qu'il sait que c'est là où se trouve l'avenir. Mais pour en arriver là, le gouvernement français devra risquer les fonds des banques nationalisées, en les prêtant aux compagnies.

Procureur: Cela ne marchera jamais.

Keynes: Peut-être que non. Mais cela a marché au Japon; voilà un bon exemple de planification économique. Les Japonais ont créé la plus puissante machine économique qui soit sur la terre, en dehors des États-Unis, parce qu'ils ont intégré leur planification économique dans leur régime politique.

Procureur: Pouvez-vous nous expliquer ce que cela signifie, M. Keynes?

Keynes: Ils ont utilisé d'abord la méthode du consensus. Avant d'établir un plan économique, ils ont consulté l'industrie, la main-d'oeuvre, les banques, les universités et même les médias. Ainsi, lorsqu'ils ont élaboré une politique économique majeure, cette politique possédait déjà l'appui des personnes les plus importantes.

Procureur: Il n'y a rien dans ce que vous dites qui me prouve que le gouvernement intervient dans l'économie japonaise.

Keynes: Bien au contraire. Comme je l'ai déjà mentionné, le gouvernement joue un rôle majeur lorsqu'il offre son appui au secteur privé. Et c'est précisément ce que fait le Japon. Il assume tous les risques lorsqu'il s'agit des projets coûteux ou encore des projets de recherche et de développement à long terme. Il finance les compagnies privées jusqu'à 50% des coûts de recherche et de développement, à partir de prêts à bas intérêt, accordés par la Banque de développement du Japon, une institution publique. En retour, l'industrie cède les brevets d'invention au ministère international du Commerce et de l'Industrie, qui vend cette technologie aux autres entreprises privées japonaises, moyennant des redevances faibles.

Procureur: C'est du socialisme!

Keynes: Non, c'est une économie "mixte".

ACTIVITÉS SUGGÉRÉES:

1. Dressez une liste de tous les pays qui sont, soit purement socialistes ou soit purement capitalistes. (Utilisez un petit morceau de papier.)

2. Comparez le tableau du jeu de "Monopoly" avec celui du jeu "Lutte des classes" ("Class Struggle")

3. Essayer de prédire, par écrit, quel type de système économique existera en l'an 2000.

4. Lisez "La société d'abondance" (The Affluent Society) de John Kenneth Galbraith. New American Library of Canada, Toronto. 1970.

Traduit de: "The Case of Capitalism Versus Keynes", reprinted from **Canada and the World.** November 1983. (pp. 15-17)

Activité 8: Le fascisme et le nazisme (idéologies autoritaires)

INTRODUCTION:

L'ascendance du totalitarisme, le système politique qui favorise le contrôle de toutes les activités sociales par l'État, est souvent expliqué par la "théorie de crise". Cette théorie déclare que des conditions misérables et pleines d'angoisse, telles que celles causées par une guerre et une dépression économique, peuvent produire des sentiments d'insécurité, de frustration et de rancoeur et qu'un peuple affligé de telle façon peut se diriger vers des solutions politiques rigoureuses. Le totalitarisme, avec son accent sur l'action, un chef charismatique d'un air imposant et la promesse de gloire, devient attrayant pour un peuple cherchant la sécurité, l'importance, le sens d'appartenance et un destin. Dans cette activité, l'élève étudiera deux idéologies totalitaires au XXe siècle.

OBJECTIFS:

1. L'élève apprendra les caractéristiques fondamentales d'une idéologie totalitaire.

2. L'élève examinera les conditions en Italie et en Allemagne responsables de l'ascension du fascisme et du nazisme.

3. L'élève apprendra qu'il y a des traits particuliers à l'idéologie fasciste et au nazisme.

4. L'élève examinera les caractéristiques qui indiquent que le fascisme en Italie et le nazisme en Allemagne furent des dictatures (gouvernements totalitaires).

5. L'élève évaluera jusqu'à quel point le fascisme et le nazisme furent des régimes totalitaires.

6. L'élève déterminera jusqu'à quel point les régimes fasciste et nazi ont favorisé la liberté individuelle et le contrôle de l'État et par quels moyens ils ont tenté de résoudre la question du bien-être individuel et collectif.

RESSOURCES:

Cahier de l'élève
Livres: Centre éducatif et culture inc.: **Histoire générale III.**
Loriot: **Idéologie et régimes politiques et comparés.**
Trueman: **Les grands courants de l'histoire moderne.**
Options: Cachat: **Les grands courants de la pensée contemporaine.**
Facultatif: ONF - Film: **Nuit et Brouillard,** ONF.

DURÉE:

variée

DÉMARCHE SUGGÉRÉE:

A. IDÉOLOGIE

> ...l'État est l'absolu devant lequel les individus et les groupes ne sont que le relatif...
>
> Benito Mussolini
>
> ... mais la décision sera prise par un seul homme... lui seul possède l'autorité et le droit de commander...
>
> A. Hitler, **Mein Kampf**

Lire pp. 217-230 de Loriot.

a) Donner les six éléments qui caractérisent le totalitarisme selon Friedrich et Brzezinski.

b) Expliquer pourquoi on dit que le fascisme et le nazisme sont des "idéologies de négation".

c) Donner les caractéristiques qui forment la base de ces deux idéologies. Noter que les valeurs qu'ils rejettent font autant partie de l'idéologie que celles qu'ils proposent. Faire un tableau qui montre ces deux aspects de l'idéologie.

d) Jusqu'à quel point trouve-t-on dans le fascisme (nazisme) les quatre éléments d'une idéologie, énoncés à la Fiche 3?

e) Qui prend les décisions dans un état totalitaire?

f) Expliquer pourquoi l'endoctrinement, la propagande et le contrôle policier sont des moyens employés par un état totalitaire.

B. LE FASCISME EN ITALIE

1. Pourquoi le fascisme en Italie?

Lire pp. 230-234 de Loriot; pp. 462-470 de Trueman

Facultatif: pp. 52-55: **Les grands courants de la pensée contemporaine,** et pp. 190-192: **Histoire générale III.**

a) Décrire brièvement les conditions économiques en Italie après la Première Guerre mondiale (1914-1918).

b) Expliquer pourquoi le peuple italien était désenchanté de son gouvernement.

c) Pourquoi le gouvernement italien est-il instable?

d) Par quels moyens Mussolini gagne-t-il le pouvoir politique?

e) Donner le point de vue des fascistes sur la nature humaine.

2. Régime politique et système économique fasciste en Italie

D'après les lectures ci-dessus:

a) Décrire brièvement le corporatisme (donner le but).

b) Qui prend les décisions économiques dans l'État fasciste italien?

i. en théorie?
ii. en réalité (noter le rôle du grand capital)
iii. jusqu'à quel point est-ce une économie centralisée, capitaliste?

c) D'après le tableau de la Fiche 33: **L'Italie: état corporatif et fasciste** et les lectures, qu'est-ce qui indique que le gouvernement fasciste de l'Italie est une dictature? Donner le rôle:

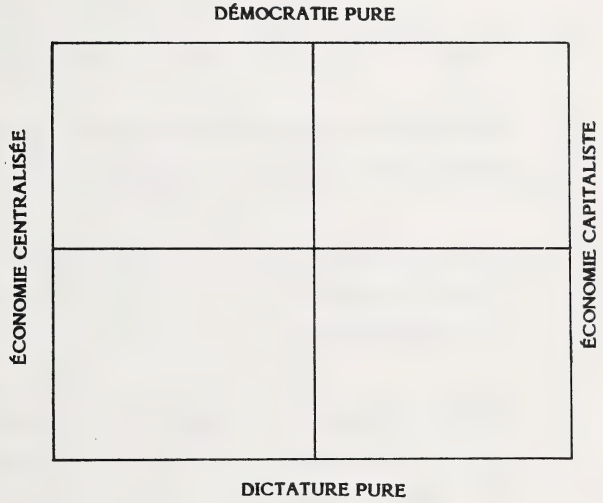
i. de Mussolini
ii. du peuple
iii. des partis politiques
iv. des élections
v. de l'individu
vi. des médias

d) Faire une généralisation sur le degré de liberté individuelle et de contrôle de l'État dans un régime fasciste.

3. **Évaluation de la dictature fasciste en Italie:**

a) Déterminer jusqu'à quel point les six éléments caractéristiques d'un régime totalitaire selon Brzezinski, s'appliquent au fascisme en Italie.

b) Expliquer jusqu'à quel point le fascisme en Italie s'applique à la "Théorie de crise" énoncée dans l'introduction de cette activité.



c) D'après les données de cette section, classer le régime fasciste en Italie dans une des catégories du diagramme ci-dessus.

C. LE NAZISME EN ALLEMAGNE

1. Pourquoi le nazisme en Allemagne?

Lire pp. 237-253 de Loriot; pp. 55-59: **Les grands courants de la pensée contemporaine;** p. 480-492 de Trueman; et la Fiche 34: **Lettres de prisonniers juifs.**

Facultatif: pp. 215-225: **Histoire générale III**

a) Décrire brièvement les conditions économiques en Allemagne après la Première Guerre mondiale.

b) Décrire les conditions politiques en Allemagne qui amenèrent Hitler au pouvoir.

c) Par quels moyens Hitler gagne-t-il le pouvoir?

d) Expliquer les concepts suivants qui font partie de l'idéologie naziste, ainsi que leurs conséquences.

   i. le racisme
   ii. le nationalisme
   iii. l'impérialisme

e) D'après le tableau de la page 247 de Loriot et les lectures, qu'est-ce qui indique que le gouvernement nazi est une dictature? Donner le rôle:

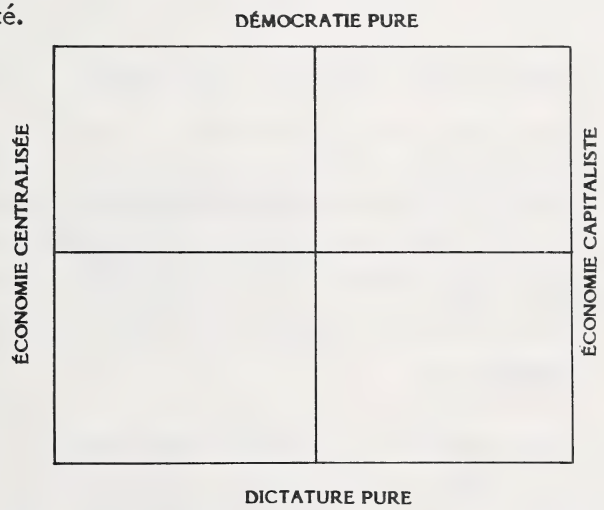
   i. de Hitler
   ii. des partis politiques
   iii. de l'armée
   iv. de la police
   v. des tribunaux
   vi. des médias (la propagande)
   vii. de l'individu
   viii. de la jeunesse

f. Jusqu'à quel point l'économie allemande, sous le régime nazi, est-elle centralisée?

2. Évaluation du nazisme en Allemangne.

a) Déterminer jusqu'à quel point les six éléments caractéristiques d'une régime totalitaire, selon Brzezinski, s'appliquent au nazisme.

b) Expliquer jusqu'à quel point le nazisme en Allemange s'applique à la "Théorie de crise" énoncée dans l'introduction de cette activité.



c) D'après les donnés de cette section, classer le régime nazi en Allemagne dans une des catégories du diagramme ci-dessus.

d) Bien que le peuple allemand n'ait pas eu une longue expérience de la démocratie, il était toutefois instruit, il avait une longue tradition chrétienne, il était industrialisé et, comme le disent certaines gens, il était civilisé. Comment pouvons-nous donc expliquer l'avènement de Hitler? Quelle leçon pouvons-vous apprendre de cette période de notre histoire? Discuter.

3. Dans un paragraphe, discuter jusqu'à quel point les régimes fasciste et nazi favorisent la liberté individuelle et le contrôle de l'État.

   Par quels moyens ces régimes ont-ils tenté de résoudre la question du bien-être individuel et collectif?

   Facultatif: Voir le film, **Nuit et Brouillard,** qui montre les horreurs des camps de concentration et l'anéantissement des Juifs.

D. LEÇON D'HISTOIRE: PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Démocratie? Dictature? Socialisme?

1. Lire pp. 193-204 de **Les grands courants de la pensée contemporaine** et pp. 255-259, 265-266 de Loriot. Rechercher les conditions politiques et économiques à Cuba avant la prise de pouvoir par Fidel Castro, et celles des pays de l'Amérique centrale (Nicaragua, El Salvador).

2. Choisir deux ou trois pays et discuter dans un paragraphe les conditions (politiques, économiques, sociales) qui ont encouragé soit la dictature, soit le socialisme (communisme), soit la démocratie. Tirer une généralisation quant à la relation entre les conditions politiques, économiques et sociales, et le genre de régime politique qui en résulte.

L'ITALIE: ÉTAT CORPORATIF ET FASCISTE

LE PARTI FASCISTE

dirigé par Mussolini

↓

Le Grand Conseil du Fascisme

26 hommes, ainsi que tous les membres du cabinet, choisis par Mussolini

↓

Conseil national du Parti fasciste

Se compose de tous les principaux partisans du fascisme, ainsi que les chefs provinciaux du Parti, nommés par Mussolini

↓

Parti fasciste au niveau local

Les dirigeants sont nommés par les chefs provinciaux

↓

Membres individuels

Prennent leur direction d'en haut

L'ÉCONOMIE

dirigée par Mussolini

↓

Ministre des Corporations

Choisi par Mussolini

↓

Le Conseil national des Corporations

représentants de chaque catégorie

↓

22 Catégories de Corporations

une pour chaque industrie - des représentants des employeurs, des travailleurs et des agents du Parti fasciste.
(Dans chaque catégorie, les décisions quant aux salaires, conditions de travail, prix, quantité, genre de services et de biens sont contrôlées par les agents du Parti fasciste.

Les représentants des employeurs et travailleurs sont responsables d'appliquer les décisions.

LE GOUVERNEMENT

Roi (pas de pouvoir)
Le Premier Ministre
Mussolini

↓

Le Cabinet choisi par Mussolini

↓

Chambres des Faisceaux et des Corporations

Choisies par Mussolini

500 du Conseil national du **Parti fasciste**

150 du Conseil national des **Corporations**

Ils n'ont pas de pouvoir, mais ils peuvent discuter. Cependant, Mussolini n'a aucune obligation de considérer ou d'exécuter leurs décisions.

(remplace la Chambre des Députés)

Noter:

- **La direction des flèches**
- **Il n'y a pas d'élections libérales.**
- **Le parlement est aboli par Mussolini en 1938.**

LETTRES DE PRISONNIERS JUIFS

LETTRE D'UNE JEUNE FILLE JUIVE ARRÊTÉE EN JUILLET 1942

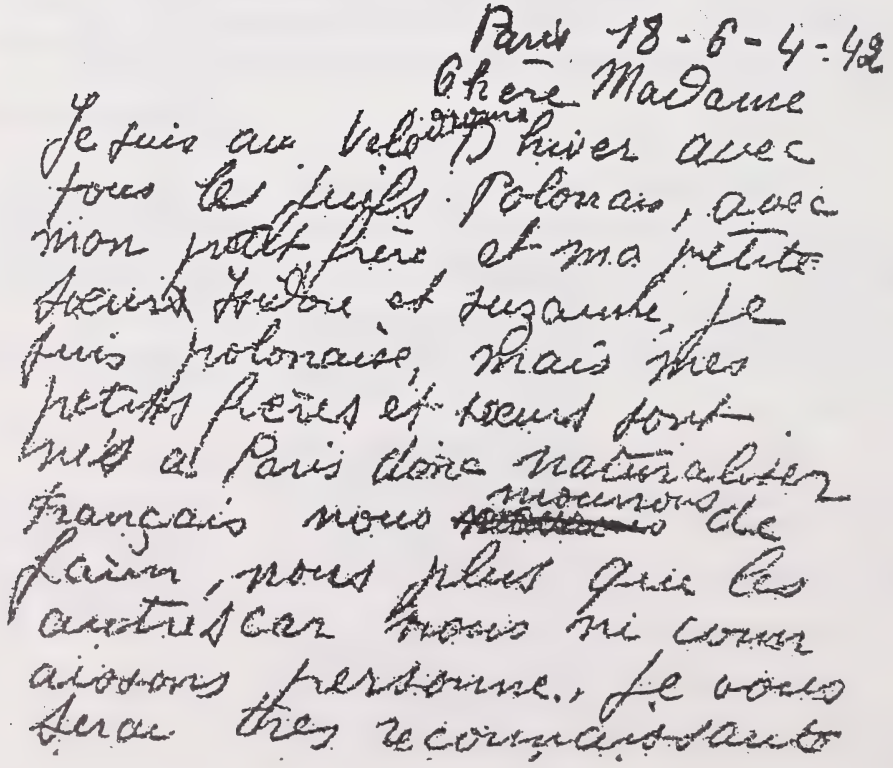
18-6-4-42 [1]

Chère Madame,

Je suis au Vélodrome d'Hiver avec tous les Juifs Polonais, avec mon petit frère et ma petite sœur Isidore et Suzanne, je suis polonaise, mais mes petits frère et sœur sont nés à Paris donc naturalisés Français, nous mourrons de faim, nous plus que les autres car nous ne connaissons personne. Je vous serais très reconnaissante si vous pouviez faire quelque chose pour nous délivrer de cet enfer, surtout les enfants, je voudrais aussi que vous m'envoyiez si vous pouvez l'acte de décès de Maman. Madame, je vous supplie, faites quelque chose pour nous, nous sommes si malheureux. Je voudrais aussi vous recommander papa, qui n'a plus personne pour s'occuper de lui, donc, si vous pouviez Madame, sauver Papa et nous aussi.

Recevez, Madame, mes remerciements d'avance car je sais que vous êtes bonne et vous vous occuperez certainement de nous.

Jeanne S...
98 bd de Ménilmontant. Paris 20e.
Actuellement Vel d'Hiv...


Paris 18-6-4-42
Chère Madame
Je suis au Vélodrome d'hiver avec
tous les Juifs Polonais, avec
mon petit frère et ma petite
sœur Isidore et Suzanne, je
suis polonaise, mais mes
petits frères et sœurs sont
nés à Paris donc naturalisés
Français nous mourons de
faim, nous plus que les
autres car nous ne connaissons
personne, je vous
serai très reconnaissante

Si vous pouvez faire quelque chose pour nous de livrer de ces enfers, surtout les enfants, je voudrais aussi que vous m'envoyiez si vous pouvez la date de décès de Maman Madame je vous supplie faites quelque chose pour nous, nous sommes si malheureux, je voudrais aussi, vous recommander papa qui n'a plus personne pour s'occuper de lui, donc si vous pouvez Madame, sauver papa et vous aussi

Recevez Madame mes remerciements d'avance car je sais que vous êtes bonne et vous vous occuperez certainement de nous

Jeanne Sick

98 Boulevard de Menilmontant
Paris 2e
actuellement Vel d'hiv.

LETTRE D'UNE JEUNE FEMME JUIVE, ÉCRITE DANS LE WAGON QUI LA TRANSPORTE A AUSCHWITZ

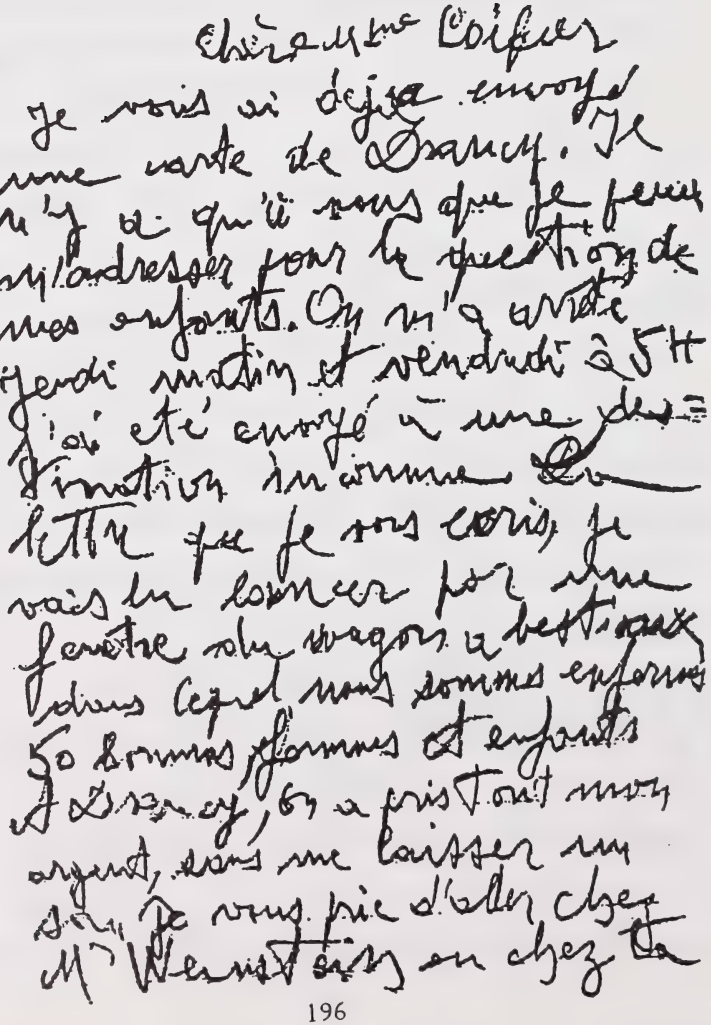
Chère Mme ...

Je vous ai déjà envoyé une carte de Drancy. Il n'y a qu'à vous que je peux m'adresser pour la question de mes enfants. On m'a arrêtée jeudi matin et vendredi à 5 h j'ai été envoyée à une destination inconnue. La lettre que je vous écris, je vais la lancer par une fenêtre du wagon à bestiaux dans lequel nous sommes enfermés, 50 hommes, femmes et enfants.

A Drancy, on a pris tout mon argent, sans me laisser un sou. Je vous prie d'aller chez Mr W... ou chez la concierge de ma maison pour chercher l'argent qui se trouve dans le matelas, et si c'est possible, enlevez les choses principales qui vous tomberont sous la main. L'argent servira pour payer la campagne pour les enfants. Vous êtes la seule à qui je puisse confier mes enfants et j'espère lorsque je reviendrai les trouver en bonne santé.

Embrassez les bien de ma part lorsque vous les verrez et je vous prie d'acheter les affaires pour Suzanne nécessaires à la rentrée des classes. Demandez à la pension qu'on fasse attention à Sami.

Je vous embrasse. I...



Chère Mme Loiseau

Je vous ai déjà envoyé une carte de Drancy. Il n'y a qu'à vous que je peux m'adresser pour la question de mes enfants. On m'a arrêtée jeudi matin et vendredi à 5 H j'ai été envoyé à une destination inconnue. La lettre que je vous écris, je vais la lancer par une fenêtre du wagon à bestiaux dans lequel nous sommes enfermés 50 hommes, femmes et enfants. A Drancy, on a pris tout mon argent, sans me laisser un sou. Je vous prie d'aller chez Mr Wernstein ou chez la

concierge de ma maison pour chercher l'argent qui se trouve dans le matelas et si c'est possible, enlevez les choses principales qui vous tomberont sous la main. L'argent servira pour payer la campagne pour les enfants. Vous êtes la seule à qui je puisse confier mes enfants et j'espère, ~~que~~ lorsque je reviendrai, les trouver en bonne santé.

Embrassez les biens de ma part lorsque vous les verrez et je compte d'acheter les affaires pour mes enfants nécessaires à la rentrée de classe. Demandez à la pension qu'on fasse attention à Jamie.

Je vous embrasse Vizzebaim

LETTRE D'UN CONDAMNÉ A SON FILS[1]

Mon enfant bien-aimé, mon pauvre petit Pierre,

Je mourrai demain. Console-toi, car ton père meurt uniquement parce qu'il est Juif.

Je mourrai le premier jour de Hanuca. C'est curieux.

Pardonne-moi si tout n'a pas été, chez nous et entre nous, comme il aurait fallu. Maintenant, tu n'as plus aucun parent au monde.

Je te fais parvenir par un tiers ma montre en or et cinq cents francs. Ma serviette, avec des manuscrits et d'autres effets, se trouvent encore à l'appartement P. et à l'hôtel M. (une malle et un paquet de livres). Essaie de faire éditer les manuscrits. J'ai vécu uniquement pour la littérature russe. C'est ce qui m'était le plus cher.

N'oublie pas ta pauvre maman. Ne crois personne qui te raconte quelque chose de défavorable au sujet de ta mère et de moi. Dieu est notre seul juge. Sois courageux. Sois honnête. Sois juif. Notre amour juif est toujours juste. Dieu sera avec toi dans la mesure où tu demeureras avec lui.

Je mourrai demain matin. Beaucoup me reste à faire. J'ai commis beaucoup de péchés, mais je me suis toujours repenti.

Le repentir sincère était ma seule force.

Mes dernières pensées vont à Dieu, à mon œuvre et à toi, mon fils chéri, mon pauvre garçon!

N'oublie pas ton Papa. Quel dommage que je ne puisse te voir encore une fois... Mais je resterai toujours avec toi.

Salue R. de ma part. Lui et ta Maman demeurent en moi jusqu'à la fin.

Pierre, petit Pierre, pourquoi tout finit ainsi?

Je ne trouve plus de paroles.

Ai-je peur? A peine, sauf des douleurs — mais vivre... vivre... Je voudrais vivre encore longtemps.

Que Dieu nous prenne en sa garde, mon pauvre, pauvre peuple!

Je t'embrasse, mon pauvre petit enfant. Reste-moi fidèle. Que beaucoup de choses accomplies sur mon chemin te servent d'exemples? Prie pour moi et lutte comme Juif.

Finissons. Je retourne vers Dieu.

Ton Papa.

Je t'embrasse, Pierre, Pierre, mon Pierre!

1. Extrait de « Contribution à l'histoire des camps d'internement dans l'Anti-France » par le Dr Joseph Weill, Éditions du Centre.

1er août 1942

Chère petite Lil,

Tu ne sais pas combien tu me manques, combien je m'ennuie après toi. Je suis encore en vie et sur place. Depuis deux jours je suis couché, la machine s'est un peu abîmée, surmenage depuis l'arrivée des femmes et des gosses [1].

Ici la vie est un cauchemar inimaginable, impossible à décrire. La vieille S... a été déportée, les orphelins aussi. Les conditions sont atroces et 50 (hommes, femmes, enfants) dans des wagons à bétail plombés, à manger pour trois jours. La plupart n'ont rien sur le dos, pas de couverture. Les mères sont séparées des gosses, les maris des femmes, les amants des bien aimées. Dante n'a pas inventé mieux. Il y a des fous et des folles avec cris, camisole de force et tout le tremblement. Des femmes tombent des fenêtres, des fausses couches. Des tuberculeux et des vénériens, le tout mélangé avec des femmes enceintes et une centaine de gosses avec des poux.

Les curettages se font avec les doigts. Une crasse épouvantable, des punaises grosses comme des pièces de 40 sous.

Mais le spectacle le plus épouvantable est le départ des déportés. La veille, fouille (c'est-à-dire vol organisé), on prend tout : stylo, montre, glaces, argent, les femmes sont déshabillées et visitées à fond (sic). Durée 6 à 7 heures. Debout entre les barbelés, qu'il pleuve ou que le soleil donne, des malades sur des brancards ne sont pas épargnés et partent aussi.

S... S... P... et tant d'autres, grands opérés récents, sont partis. La fouille terminée les partants sont parqués dans des chambres, 85 par chambre avec défense de sortir (tu vois l'odeur). 6 h le départ. En général le moral des partants est bon mais celui des restants l'est moins. Assez d'horreur pour aujourd'hui.

Fin sentimentale...

1er Août 42

Chère petite Lil.

Tu ne sais pas combien tu me manques
Combien je m'ennuie après toi. Je suis
encore en vie et sur place. Depuis
2 jours je suis couché. La machine s'est
un peu abîmée surmenage depuis
l'arrivée des femmes et des gosses.

Ici la vie est un cauchemar im-
aginable impossible à décrire. La
vieille Sugmann a été déportée les
orphelins aussi. Les conditions sont atroces
et 50 (Hommes femmes enfants) dans
des wagons à bétail plombés à

manger pr — 3 jours : la plupart n'ont rien sur le dos pas de couverture — les mères sont séparées des gosses, les maris des femmes les amants des bienaimées. Dante n'a pas l'originalité unique — il y a des fous et des folles avec eux, comme de force et tout le tremblement

des femmes qui tombent des fenêtres — des fausses couches — des tuberculeux et des vénériens les font mélangé avec des femmes enceintes et une centaine de gosses avec des poux —

les couettes se font avec les doigts une chose épouvantable — des punaises grosses comme des pièces de 10 sous.

mais le spectacle le + épouvantable est le départ des déportés — la veille fouille (c'est à dire vol organisé) on prend tout stylo, montre, bague, argent les femmes sont déshabillées et visitées à fond (sic).

durée 5 à 8 h — ils ont entre les barbelés que le jour ou que le soleil donne les malades sur des brancards ne font pas éfar-

et partent aussi —
Emil Salomon Peltin et tant
d'autres sont partis (grands oncles récents) —
la famille
féminine les partants sont partis
as des chambres 15 par chambre
avec défense de sortir (tu vois l'ordre)
ensemble Hommes, femmes. puis
le matin à 6 le départ — en
général le moral des partants
est bon mais celui des restants
l'est moins — Assez d'Horreurs
pour aujourd'hui —

fin sentimentale

Tiré de: B. Blumenkranz. **Histoire des Juifs en France.** Edouard Privat, Toulouse, 1972. (pp. 586-596)

Activité 9: Synthèse

OBJECTIFS:

1. Dans cette activité, l'élève fera une synthèse des données.

2. L'élève fera des généralisations quant aux régimes politiques, aux systèmes économiques étudiés et aux façons de tenter de résoudre la question de la liberté individuelle et du contrôle de l'État, ainsi que du bien-être individuel et collectif.

DURÉE:

variée

DÉMARCHE SUGGÉRÉE:

A. **Résumé des concepts fondamentaux de la science politique et de l'économie**

Les problèmes politiques et économiques que toutes sociétés doivent envisager peuvent être résumés par les questions suivantes:

- Comment, compte tenu de la rareté des facteurs de production, pouvons-nous assurer une répartition équitable des ressources et des produits pour tous?

- Comment, compte tenu de la rareté des facteurs de production, pouvons-nous assurer que la minorité ne jouisse pas, seule, de l'abondance des richesses tandis que la majorité vit dans la pauvreté, la faim et la misère?

- Comment pouvons-nous assurer que chacun ait une part équitable aux libertés politiques et aux droits de l'individu?

- Comment pouvons-nous assurer qu'une personne qui jouit de sa liberté individuelle n'entre pas en conflit avec les libertés des autres membres de la société?

Il est évident, par ces questions, qu'il y a une sorte de conflit entre le besoin de soutenir la liberté individuelle et celui d'appuyer le bien-être collectif. D'après la Fiche 3, les gouvernements existent pour résoudre ce conflit. Tel qu'indiqué dans la recherche de cette unité, l'idéologie (les valeurs, croyances, opinions) d'une société déterminera le genre de régime politique-économique (institution par lesquelles les problèmes de la vie sont résolus) qui sera en vigueur.

1. Lire pp. 214-215 de Loriot.

   a) Tirer une conclusion sur l'état du communisme, du socialisme, de la démocratie libérale et de la social-démocratie qui existent présentement.

   b) Quelles forces internes et/ou externes ont amené des changements à ces systèmes?

   c) Quelle généralisation pouvez-vous tirer quant aux changements au sein des principaux régimes politiques?

2. Compléter la Fiche 35: **Régimes politiques et économiques,** sur une feuille à part.

   Facultatif: En groupe, faire la Fiche 36: **Récapitulation,** des régimes politiques et des systèmes économiques, en donnant les principales caractéristiques que l'on trouve dans chaque catégorie du tableau.

- Idéologie
- Objectifs des systèmes (bien-être individuel/bien-être collectif)
- Organisation
- Pouvoir et prise de décisions
- Civisme (nature de la participation du citoyen)
- Limites du pouvoir
- Entraves (politiques et économiques) aux objectifs
- Autres (au choix)

3. D'après cette synthèse, déterminer le régime qui met le plus l'accent sur:

   a) la liberté individuelle
   b) le contrôle de l'État
   c) le bien-être individuel
   d) le bien-être collectif

4. D'après ces données, faire une généralisation quant aux régimes politico-économiques du XXe siècle.

5. Faire une généralisation quant à la situation canadienne.

6. Selon la Fiche 35, faire un résumé de votre point de vue, en indiquant les valeurs qui ont pour vous, la plus haute priorité; la plus basse priorité. En conclusion, énoncez votre position au sujet des questions de cette unité:

   a) Favorisez-vous la liberté individuelle ou le contrôle de l'État?

   b) Favorisez-vous le bien-être individuel ou le bien-être collectif?

   c) Donnez votre propre définition de l'individualisme et du collectivisme.

7. Votre conclusion est-elle différente de votre hypothèse (Activités 1 et 3) et de votre profil de vos attitudes politiques et économiques (Activités 1 et 4)?

B. **Option**

Faire une ligne chronologique des événements, des mouvements et des individus ci-dessous, qui ont changé ou influencé la pensée politico-économique.

Karl Marx
Le rapatriement de la Constitution canadienne
John Locke
Lénine
Le libéralisme classique
Le début du syndicalisme en Angleterre
Le fascisme en Italie
La montée au pouvoir de Hitler en Allemange et le nazisme
La Révolution russe
Adam Smith
Montesquieu
John Maynard Keynes
La grande crise économique (la dépression)
La montée au pouvoir des Sociaux-Démocrates en Suède
La Première Guerre mondiale
La Deuxième Guerre mondiale
L'établissement du fédéralisme au Canada
La formation du NPD (CCF)
Staline
Le N.E.P.
Autres (à votre choix)

RÉGIMES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Lire les valeurs, en ajouter d'autres et compléter le tableau en utilisant l'échelle suivante.

5 - Haute priorité
4 -
3 - Moyenne priorité
2 -
1 - Basse priorité

VALEURS	Capitalisme	Communisme	Socialisme démocratique	Fascisme (nazisme)	Canada	Ton point de vue
1. entreprise privée						
2. entreprise publique						
3. croissance économique						
4. planification centralisée						
5. planification décentralisée						
6. souveraineté du consommateur						
7. liberté individuelle						
8. obéissance à l'État						
9. soumission à l'État						
10. tolérance et diversité						
11. droits de la minorité						
12. opposition politique						
13. liberté de la presse						
14. critique de l'autorité						
15. le civisme-degré de participation du citoyen (volontaire)						
16. degré de participation du citoyen (obligatoire)						
17. "moi avant les autres"						
18. "les autres avant moi"						
19. bien-être social (assurance-chômage, etc.)						
20. la propagande, les slogans						
21. l'endoctrinement						
22. autres						

RÉCAPITULATION

ÉCONOMIE CENTRALISÉE

DÉMOCRATIE PURE

Économique		
Politique		
Économique		
Politique		

DICTATURE PURE

ÉCONOMIE CAPITALISTE

Activité 10: Résolution de la question

OBJECTIFS:

Maintenant que vous avez examiné les valeurs, les principes et les caractéristiques des plus importants régimes politiques et économiques, vous pourrez résoudre la question sociale du Sujet A.

Jusqu'à quel point les régimes politiques devraient-il autoriser la liberté individuelle ou intensifier le contrôle de l'État?

Jusqu'à quel point les systèmes économiques devraient-ils promouvoir le bien-être individuel ou favoriser le bien-être collectif?

DÉMARCHE SUGGÉRÉE:

Bien analyser les données de cette recherche et résoudre la question au moyen d'une dissertation. Employer le format suivant pour la dissertation.

1. Dans l'introduction, expliquer les questions en établissant leur importance (dans le contexte de nos jours) et en décrivant les valeurs divergentes (les deux positions). Donner votre prise de position, basée sur l'analyse des données de la recherche et votre conclusion.

2. Dans le développement de votre dissertation, soutenir votre position avec une sélection de preuves d'après le recueil et l'analyse des données.

   a) Décrire les mesures prises par des pays (le Canada, l'U.R.S.S., la Suède, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie) afin de tenter de résoudre les même questions.

   b) Évaluer à la fois l'efficacité et les avantages (désavantages) des mesures prises.

3. Dans la conclusion de votre dissertation, faire un résumé et justifier davantage votre position; suggérer des mesures (comme individu, nation, communauté mondiale) que vous voudriez voir adopter.

Activité 11: Exécution de la décision et évaluation du processus d'enquête

OBJECTIFS:

1. L'élève va réfléchir sur l'action ou les actions qu'il/elle peut prendre comme individu.

2. L'élève examinera des situations canadiennes actuelles dans lesquelles les valeurs divergentes sont en question et fera des recommandations.

3. L'élève évaluera le processus d'enquête en déterminant si les informations étudiées suffisent à répondre à la question sociale du Sujet A.

DÉMARCHE SUGGÉRÉE:

A. EXÉCUTION DE LA DÉCISION

Que peut-on faire, comme individu, au sujet des grandes questions de l'individualisme et du collectivisme?

1. Discuter en classe des voies d'action qui s'offrent à vous, comme citoyen canadien, pour exercer une influence sur les régimes politiques et économiques canadiens.

   Exemples:
   - partis politiques
   - opinion publique
   - les médias
   - l'éducation
   - autres

Jusqu'à quel point est-il possible de modifier le régime politico-économique canadien?

2) Prendre une situation actuelle au Canada et déterminer le montant de liberté individuelle et/ou de contrôle par l'État, et le montant de bien-être individuel et/ou de bien-être collectif, qu'il devrait y avoir.

Exemples:
Pétro-Canada
Politique sur l'énergie
Développement du Grand Nord (pp. 69-76, **Le Canada: Une histoire contemporaine)**

B. ÉVALUATION DE L'UNITÉ

1. Les généralisations faites sur l'individualisme et le collectivisme, sont-elles justifiables dans les contextes:

   a) de la société canadienne contemporaine et future?

   b) de la société mondiale contemporaine et future?

   c) de vous personnellement?

2. Discuter si le processus d'enquête a bien servi à répondre aux questions sociales de cette unité.

3. Discuter si le processus d'enquête vous a aidé à mieux comprendre les régimes politiques et économiques dans le monde, et le degré de bien-être individuel et/ou de bien-être collectif, de liberté individuelle et/ou de contrôle de l'État qui est accordé aux citoyens.

GLOSSAIRE DES TERMES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Balance des paiements - Ceci s'applique à la différence entre ce que les citoyens d'un pays déboursent au reste du monde et le revenu qu'ils reçoivent du reste du monde. C'est en quelque sorte comparable aux comptes d'un ménage. Si le ménage ou le pays n'arrive pas à gagner assez d'argent des gens de l'extérieur pour pouvoir payer ce qu'il achète d'eux, il leur faudra emprunter pour combler le déficit. S'il ne peut pas emprunter de l'argent, il faudra qu'il en dépense moins, ou qu'il trouve les moyens d'en gagner davantage.

Bureaucratie - Plusieurs personnes emploient le mot "bureaucratie" comme une insulte pour désigner les organisations (spécialement celles du gouvernement) qui sont inefficaces, prises dans les chinoiseries administratives et indifférentes aux gens qu'elles sont supposées aider. Les spécialistes des sciences humaines emploient ce terme d'une façon purement neutre pour décrire une organisation ayant une structure particulière. En ce sens, une bureaucratie est une organisation caractérisée par une autorité hiérarchique et centralisée, ayant des responsabilités clairement définies, et des procédures bien établies pour pouvoir accomplir ses objectifs. La fonction publique est une organisation de ce genre et les spécialistes des sciences humaines considèrent la fonction publique d'un pays comme étant sa "bureaucratie".

Capital - Ce mot a plusieurs sens. En économie, deux des définitions les plus importantes sont:

1. **capital physique:** tout objet fabriqué par l'homme pour aider à la production. Le capital physique comprend la machinerie, l'équipement, les bâtiments et d'autres structures ainsi que les inventaires de marchandises en cours de fabrication.

2. **capital financier:** il s'agit de la monnaie, d'obligations, d'actions et d'autres documents. Ces documents ne sont pas productifs en eux-mêmes. Ils constituent une preuve des droits de propriété.

Capitaliste - Un capitaliste est celui qui possède ou contrôle le capital, plus particulièrement, c'est une personne qui possède ou contrôle un montant important de capital et qui a une voix importante dans les décisions des grandes compagnies. Une économie capitaliste est celle où les décisions sont prises par des capitalistes privés plutôt que par des planificateurs gouvernementaux.

Cartel - Un cartel est un groupe de producteurs qui produisent le même bien et qui ont des ententes telles que limiter la production et soutenir des prix élevés dans le but de limiter la concurrence entre eux-mêmes. Un autre mot pour cartel est le mot "trust". Les cartels sont illégaux dans plusieurs pays, y compris le Canada, mais pas dans tous les pays. Le cartel le mieux connu ces dernières années est l'O.P.E.P. (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole), fondé par les gouvernements des principaux pays exportateurs de pétrole, et donc légal, selon la loi en vigueur dans ces mêmes pays.

Dictature - Ce terme s'applique à un gouvernement dirigé par une élite. Ainsi les exemples de dictature sont, en principe, innombrables parce que le nombre de caractéristiques qui définissent une élite dirigeante est illimité. En réalité, il y a de nos jours quatre sortes de dictatures principales: la monarchie absolue traditionnelle, la dictature militaire, la dictature d'un parti nationaliste unique et la dictature d'un parti idéologique unique.

Économie: Ce terme s'applique à toute l'organisation sociale qui produit et distribue les biens et les services. Le terme signifie aussi les moyens de réduire les coûts.

Économie d'échelle - Ce terme s'applique à des économies qui résultent d'un plus grand volume de production. Par exemple, le prix du coût par voiture, serait énorme, pour une usine qui produirait seulement dix ou même cent voitures par an. Il serait beaucoup moins coûteux, par voiture, de produire des milliers de voitures par an. Les économies proviennent d'une multitude de raisons qui, ensemble, s'appellent des économies d'échelle.

Élite - Une élite est un groupe minoritaire qui se maintient au-dessus de la masse des gens. Une élite politique est une minorité qui exerce une influence politique disproportionnée par rapport à son nombre. Une élite dirigeante est une élite politique qui monopolise l'autorité politique.

Entrepreneur - Un capitaliste qui dirige les affaires normales d'une compagnie s'appelle un gérant. Un capitaliste qui dirige une compagnie vers des nouvelles activités qui n'ont pas été essayées, s'appelle un entrepreneur.

Fascisme - Le facisme est une idéologie politique qui met en valeur le nationalisme, le militarisme, l'anti-communisme et l'autorité dictatoriale. Le fascisme fut développé par Benito Mussolini, qui fonda le parti fasciste italien en 1919. Le terme est souvent employé au sens très large, mais il s'applique correctement aux mouvements politiques, tels que le parti nazi allemand, qui possède une idéologie comparable à celle des fascistes italiens.

Politique fiscale - L'utilisation du budget du gouvernement pour lutter contre le chômage ou l'inflation s'appelle la politique fiscale. La réduction des taxes et des impôts et l'augmentation des dépenses publiques sont employées pour lutter contre le chômage. L'augmentation des taxes et des impôts et la réduction des dépenses publiques sont utilisées pour lutter contre l'inflation.

Devises étrangères - Les devises étrangères signifient la monnaie de l'étranger. Un manque de devises étrangères veut dire que le peuple d'un pays n'est ni capable de gagner, ni d'emprunter suffisamment d'argent de l'étranger pour payer ses achats en provenance des pays étrangers. Voir "balance des paiements".

Produit intérieur brut - (PIB) Voir aussi "produit national brut (PNB). Ce premier, comme le PNB, est une mesure de tous les biens et services produits dans un pays pendant une certaine période de temps. Il existe une différence entre les deux à cause de l'investissement international. Tout ce qui est produit à l'intérieur des frontières canadiennes s'appelle le PIB, y compris les choses produites par des capitaux étrangers. Le PNB, c'est le PIB, moins tous les intérêts et profits payés aux propriétaires non-résidents des capitaux étrangers.

(Il y a un plus petit ajustement comptable à l'inverse qui provient des investissements canadiens dans d'autres pays.) En 1981, le PNB canadien s'élevait à environ trois cent trente et un milliards de dollars et le PIB était de d'environ trois cent quarante-deux milliards de dollars.

Produit national brut - (PNB) C'est une mesure de tous les biens et services produits dans un pays pendant une certaine période de temps, d'habitude un an. Lorsque tous ces biens et services sont additionnés ensemble, à leurs prix actuels, nous obtenons le PNB aux prix du marché. Lorsque les prix du marché augmentent à cause de l'inflation, le PNB peut accroître sans augmentation réelle de la production. Afin d'obtenir une mesure plus précise du PNB qui n'est pas déformée par l'inflation, les économistes utilisent le PNB aux prix courants. Ceci nous dit quelle serait la valeur de la production courante si les prix d'aujourd'hui étaient les mêmes que ceux d'une "année de base" choisie. Par exemple, le PNB canadien aux prix du marché en 1981 fut de trois cent trente et un milliards de dollars. Mais avec l'année 1971 prise comme année de base, le PNB aux prix constants (de 1971) en 1981 s'éleva seulement à cent trente-cinq milliards de dollars. Le petit tableau suivant donne plus de détails:

	PNB aux prix courants (milliard de dollars)	Niveau moyen des prix (1971=100)	PNB aux prix constants (de 1971) (milliards de dollars)
1971	94,5	100,0	94,5
1981	331,4	243,3	134,5

Le PNB en dollars constants est parfois appelé "le PNB réel".

Idéologie - Une idéologie est un ensemble de croyances plus ou moins cohérentes qui comprennent les croyances concernant l'état dans lequel se trouve le monde, les croyances concernant comment le monde devrait être, et (d'habitude) les croyances concernant des méthodes appropriées à améliorer le monde. Quelques idéologies qui jouissent actuellement d'un bon soutien sont le conservatisme, le socialisme démocratique, le libéralisme, le Marxisme, et le nationalisme.

Planification indicative - C'est une forme modérée de planification centrale qui peut être utilisée par un gouvernement qui désire guider l'économie sans faire appel aux commandes directes. La planification indicative de la part d'un gouvernement comprend deux parties. D'abord, le gouvernement publie une déclaration des objectifs à long terme qu'il croit que l'économie pourra et devra atteindre. Ensuite le gouvernement emploie n'importe quels moyens à sa disposition - l'exhortation, la politique fiscale et monétaire, l'incitation fiscale et ainsi de suite - afin d'encourager les entreprises et les ménages à agir de telle sorte qu'ils aboutissent à ces objectifs.

Inflation - L'inflation est une hausse de niveau moyen des prix et des revenus monétaires. A cause de l'inflation, les gens ont tendance à avoir plus d'argent, mais chaque dollar vaut moins en termes du pouvoir d'achat. L'inflation peut être causée par la demande excessive ou par la "poussée des coûts" ou encore par les anticipations. L'inflation par la demande excessive se produit lorsque les gens essaient d'acheter plus de produits qu'il n'est possible d'en fabriquer. Puisque la demande est élevée et les produits sont rares, les producteurs sont encouragés à augmenter les prix de leurs biens.

L'inflation par la poussée des coûts se produit lorsqu'un groupe puissant impose une augmentation de coûts ou de prix (par exemple, un syndicat puissant qui gagne une concession salariale importante, un commerce puissant qui augmente la majoration de prix pour obtenir plus de profits, un gouvernement qui impose des taxes élevés ou des règlements coûteux sur les producteurs, ou des producteurs étrangers qui augmentent les prix de nos importations).

La prévision de l'inflation peut être une cause parce qu'elle encourage les gens à demander des salaires et des prix plus élevés pour se défendre.

Gauche, droite, centre - Il s'agit d'étiquettes approximatives et en général, pas très utiles, appliquées aux différents genres d'organisations politiques, de mouvements et d'idéologies. Les imprécisions de ces étiquettes posent des difficultés puisque ce qui est "à gauche" à un moment et lieu précis peut être "au centre", ou même "à droite", à un autre moment ou lieu.

Le terme de gauche est le plus exact des trois. Les gens de gauche ("gauchistes" ou "hommes et femmes de gauche") sont attirés par l'idéal de l'égalité sociale, économique, et politique; ils sont collectivistes au moins dans le sens où ils sont hostiles aux formes les plus extrêmes de l'individualisme. Notez bien, cependant, que cette définition englobe une très grande gamme de positions - en commençant par des modérés tels que les socialistes suédois, les travaillistes britanniques, et les nouveaux démocrates canadiens, jusqu'aux extrémistes révolutionnaires marxistes et anarchistes socialistes.

Les gens de droite ("la droite", "hommes/femmes de droite") sont le mieux caractérisés comme étant des gens très hostiles aux idéaux de la gauche. Mais, encore une fois, l'étiquette est trop vaste pour être vraiment utile, parce qu'elle s'applique à toute une gamme en commençant par les conservateurs démocratiques (et, bien sûr, les libéraux) pour aboutir aux fascistes d'extrême droite.

Politique monétaire - Chaque gouvernement national contrôle la création de sa monnaie, par l'intermédiaire d'une branche du gouvernement qui s'appelle la banque centrale. La politique monétaire est l'usage de ce pouvoir pour lutter contre le chômage (en créant plus de monnaie) ou pour lutter contre l'inflation (en restreignant la création de monnaie).

Société multinationale (SMN) - C'est une société commerciale qui opère dans plusieurs pays, en créant d'habitude des filiales dans d'autres pays. Par exemple, l'entreprise Exxon, qui est peut être la plus grande société multinationale, a son siège social aux États-Unis. Elle a des actions majoritaires dans l'une des plus grandes compagnies au Canada, Imperial Oil, et dans plusieurs autres compagnies à travers le monde. Il existe plusieurs centaines de SMN au monde, dont environ la moitié a son siège social aux États-Unis.

Les SMN ont connu une croissance rapide au vingtième siècle, spécialement dans les dernières décennies. Elles produisent maintenant environ un cinquième du PNB total du monde non-communiste. Ces géants créent non seulement des problèmes mais aussi des chances pour les pays d'accueil.

Quelques-uns des problèmes qui peuvent exister dans les pays d'accueil sont:

1. Une compagnie basée hors du pays d'accueil peut être obligée, par ses propriétaires étrangers, d'obéir aux lois de leur pays, même si le pays d'accueil n'est pas d'accord avec ces lois. (Le pays d'accueil peut promulger des lois qui annulent celles-ci, s'il désire le faire.)

2. Des compagnies puissantes et riches contrôlées par des propriétaires étrangers peuvent avoir trop d'influence sur les gouvernements des pays d'accueil, au point même de s'opposer aux préférences de ses citoyens.

3. Les SMN peuvent empêcher l'essor de commerces domestiques, laissant le pays d'accueil avec moins d'indépendance dans la gestion, la recherche, la création d'emplois et même dans la culture locale.

4. Des compagnies contrôlées par des propriétaires étrangers peuvent retirer trop de revenus du pays d'accueil, en profits et en cotisations payées à la société-mère et sous d'autres formes. Elle peuvent payer trop peu en taxes et en impôts parce qu'elles sont capables d'arranger leurs comptes pour montrer que leurs profits imposables proviennent d'un pays où les taxes et les impôts sont bas.

Les SMN peuvent, aussi créer des chances pour les pays d'accueil. Elles fournissent une administraton qualifiée, une technologie avancée, le financement, et un réseau de ventes établi. Tout cela est difficile à trouver ou à créer et demeure essentiel pour le développement économique. Des entreprises domestiques sont peut-être incapables de fournir ces éléments aussi rapidement ou à un prix aussi bas qu'une société multinationale.

Chaque pays, qu'il soit industrialisé ou en voie de développement, tente de son mieux d'obtenir les bénéfices offerts par les SMN, tout en évitant les problèmes annexes. Chaque pays établit des restrictions envers les compagnies étrangères. Quelques-uns, comme le Canada par exemple, établissent peu de restrictions et accueillent d'habitude les SMN. D'autres pays, comme le

le Mexique par exemple, acceptent les SMN seulement en tant que partenaires minoritaires dans les commerces locaux.

Per capita - Ceci signifie "par tête" ou "pour chaque personne". Il est souvent utile d'exprimer des chiffres comme celui du PNB sous la forme "per capita" afin d'avoir une base commune pour faire des comparaisons entre des pays de grandeur différente.

Plébiscite - Un plébiscite (appelé aussi un référendum) est une technique de la démocratie directe, employée de temps en temps dans des démocraties représentatives. Dans le cas d'un plébiscite, les électeurs votent directement sur des questions, et non pour des représentants, qui prennent les décisions. De nos jours, les plébiscites au Canada sont utilisés principalement au niveau municipal pour approuver ou désapprouver des travaux publics dispendieux. Une exception dramatique fut le référendum au Québec en 1980 au sujet de l'indépendance.

Régime politique - Le terme "régime politique" s'applique à tous les éléments du système politique d'une communauté. Ainsi, le régime politique embrasse non seulement les institutions formelles du gouvernement, telles que les législatures et les tribunaux, mais aussi les institutions non formelles telles que les partis politiques et les groupes d'intérêt, et même des pratiques politiques bien établies telles que la pratique de tenir des réunions publiques à des fins de protestation.

Économie d'entreprise privée - C'est un genre de système économique caractérisé par la propriété privée. La vie économique est organisée autour de marchés libres où les prix sont établis par l'offre et la demande sans intervention gouvernementale. On l'appelle aussi "économie d'entreprise libre", "économie de marché", "économie capitaliste" et "système des prix".

Représentation proportionnelle - Aux élections canadiennes (et aussi aux élections américaines et britanniques), les candidats gagnants sont choisis par ce qu'on appelle souvent le système du "premier à passer la barre". Dans ce système,

l'électorat est partagé en un nombre de circonscriptions géographiques, dont chacune nomme un membre à la législature. Le candidat gagnant est celui qui reçoit le plus de votes, ce qui ne veut pas dire nécessairement une majorité (c'est-à-dire 50% plus 1) des votes obtenus. Donc, dans des pays comme le Canada, où trois ou plus des partis présentent des candidats aux élections, les candidats gagnants dans les différentes circonscriptions et aussi les partis qui forment des gouvernements, reçoivent souvent moins que la majorité des votes. Par exemple, au cours de l'élection fédérale canadienne de 1980, le parti libéral reçut seulement 44,3% du vote populaire, mais il obtint 52,1 % des sièges à la Chambre des communes et forma un gouvernement majoritaire. A l'autre l'extrême, le Nouveau Parti Démocratique reçut 19,8 % du vote populaire, mais seulement 11,3 % des sièges. Dans certains pays tels que le Danemark, l'Irlande et Israël, on emploie un système qui garantit que le pourcentage des sièges à l'Assemblée obtenus par un parti sera approximativement équivalent au pourcentage des votes qu'il reçoit. Ce système est connu sous le nom de représentation proportionnelle. Plus de 200 systèmes de représentation proportionnelle ont été conçus, aussi nous ne pouvons pas entrer dans les détails ici. Il suffit de dire que, dans tous les systèmes de représentation proportionnelle, plusieurs membres sont élus pour chaque circonscription et qu'en gagnant une certaine proportion des votes plutôt qu'une simple majorité, la victoire électorale est assurée. Il est généralement accepté que la représentation proportionnelle possède non seulement des points forts, mais aussi des faiblesses. Son point fort le plus évident est son impartialité. La majorité des critiques canadiens du système croient que sa plus grande faiblesse est d'empêcher l'élection de puissants gouvernements majoritaires.

Économie d'entreprise publique - C'est un genre de système économique où la propriété productive - terre et capital - appartient au gouvernement et où l'activité économique est organisée et dirigée par le gouvernement. On l'appelle aussi "économie d'entreprise d'État", "économie planifiée" ou "économie dirigée".

Revenu réel - Le revenu mesuré en termes monétaires augmente avec l'inflation, mais son pouvoir d'achat est réduit par l'inflation elle-même. L'expression

"revenu réel" est utilisée pour désigner toute mesure de revenu qui tient compte de l'inflation dans ses calculs pour voir si le pouvoir d'achat a augmenté. Voir, par exemple, le "PNB réel", sous la rubrique "produit national brut".

Récession - En économie, une récession représente une période de chômage élevé ou en hausse. Il n'y a pas de différence marquée entre une récession et une dépression, sauf que cette dernière est plus prononcée.

Régime - Ce mot possède deux significations. La première est celle d'un gouvernement, tel "le régime de Staline". La deuxième est celle d'une sorte de régime politique ou système politique, tel qu'un "régime démocratique".

Offre et demande - Dans le langage de tous les jours, l'offre et la demande veut dire le "fonctionnement du système de prix". Si l'offre est plus grande que la demande, les prix ont tendance à baisser. Si la demande est plus grande que l'offre, les prix ont tendance à augmenter.

Totalitarisme - Le totalitarisme est une doctrine qui soutient qu'il est bon que l'État contrôle tous les aspects de la vie des citoyens. Donc, le totalitarisme est en conflit direct avec le libéralisme, qui soutient que l'autorité du gouvernement devrait être strictement limitée. Mais les conservateurs, les sociaux-démocrates et plusieurs marxistes rejettent, eux aussi, le totalitarisme.

Traduit de: T. Powrie. **Political and Economic Systems.** Academic Press. Don Mills, Ontario. 1985. (pp. 252-257)

N.L.C. - B.N.C.
3 3286 06982525 1